

responsabilité
monétaire mondiale

Le Monde

CINQUANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 16770 - 7,50 F - 1,13 EURO

SAMEDI 26 DÉCEMBRE 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les sept jours historiques qui nous séparent de l'euro

DANS une semaine, les entreprises et les citoyens européens pourront ouvrir des comptes en banque et effectuer des transactions en euros. Le franc français ne disparaîtra pas le 1^{er} janvier 1999 mais le 1^{er} juillet 2002. Pourtant, c'est déjà une révolution culturelle et économique qui s'annonce pour les Européens et le reste du monde. Le Monde propose à ses lecteurs de leur faire découvrir ou redécouvrir l'importance de ce bouleversement, chaque jour jusqu'au 4 janvier 1999, date des premières cotations boursières en euros. Après avoir analysé l'impact de l'euro pour les clients des banques françaises, nous ferons le tour de la planète financière. Dans notre numéro du 30 décembre (daté 31), un cahier spécial sera consacré à la nouvelle monnaie.

Lire page 10

L'Europe fait la chasse aux chasseurs

● Les tribunaux administratifs donnent raison aux directives de Bruxelles et tort au Parlement français ● Ils ordonnent aux préfets de fermer la chasse aux oiseaux migrateurs le 31 janvier 1999 ● La France pourrait être condamnée par deux cours de justice européennes

FAUTE d'avoir convaincu les députés de renoncer à voter, en juin, une loi fixant des dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs contradictoires avec les directives européennes, le gouvernement de Lionel Jospin est aujourd'hui la cible des tribunaux administratifs. Ces tribunaux donnent, les uns après les autres, raison aux directives européennes et tort à la loi française. Les préfets des départements sont sommés par plusieurs jugements déjà notifiés, ou qui vont bientôt l'être, d'avancer la date de clôture de la saison au 31 janvier 1999 au lieu du 28 février, sous peine d'une astreinte de 1 000 francs par jour. Une soixantaine de recours contre la loi ont été introduits par les associations de défense des oiseaux et de la nature.

D'autre part, la loi Verdellet, qui impose aux petits propriétaires fonciers dans trente départements de mettre leurs propriétés à la disposition des chasseurs de la commune,



PANCHO

fait l'objet de recours devant la Cour européenne des droits de l'homme. La décision de la Cour doit être rendue au premier trimestre 1999. Enfin, faute d'avoir pris, d'ici le printemps, un arrêté fixant la liste des espèces d'oiseaux protégées, le gouvernement risque d'être condamné devant la Cour européenne de justice à une astreinte de 700 000 francs par jour.

Ce dossier pèse depuis plusieurs mois sur les relations entre les Verts et les socialistes au sein de la majorité « plurielle » : les députés socialistes avaient approuvé la proposition de loi remise en cause par les tribunaux administratifs. A Matignon, l'entourage du premier ministre reproche à Dominique Voynet son « inertie » qui empêcherait de trouver un compromis avec les chasseurs. A quelques mois des élections européennes, le lobby des chasseurs devrait se mettre de nouveau en action.

Lire page 5 et notre éditorial page 9

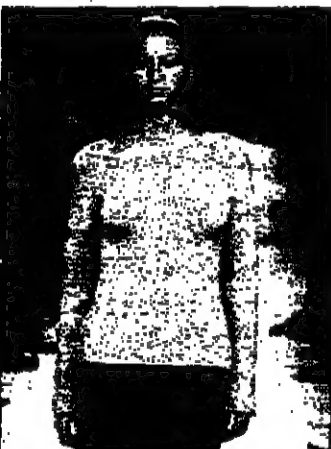
La fin de l'enquête judiciaire sur « l'affaire Roland Dumas »

LES JUGES d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, chargées de l'affaire Dumas, ont décidé de clore leur dossier. Elles ont notifié leur décision, mercredi 23 décembre, aux sept personnes mises en examen, dont Roland Dumas. Leurs avocats disposent d'un délai de vingt jours pour demander des actes d'instruction supplémentaires ou contester la régularité de la procédure. Puis le dossier sera transmis au parquet de Paris qui prendra ses réquisitions. Les juges décideront si elles souhaitent renvoyer, ou non, Roland Dumas devant le tribunal correctionnel. L'un des avocats de M. Dumas, M^{re} Jean-René Farthouat, a déclaré, une nouvelle fois, que les accusations contre Roland Dumas étaient dénuées de « tout fondement sérieux ».

Lire page 6

Kosovo : la trêve en péril

Les forces de Belgrade ont lancé dans le nord du Kosovo une violente opération contre des rebelles albanais de l'Armée de libération du Kosovo. p. 3



Noble cachemire

Synonyme de luxe et de douceur, cette laine de chèvre venue de Mongolie chinoise sait aussi se faire rustique. p. 13

Récession russe

Evgueni Primakov a fait voter par la Douma un budget qui devrait relancer la production intérieure. Le FMI prévoit une nouvelle chute du PIB russe, de plus de 8 %, en 1999. p. 2

Vies australes

A bord du Marion-Dufresne, à la rencontre de cette poignée de scientifiques, militaires ou contractuels habitants des archipels de Crozet, des Kerguelen et d'Amsterdam. p. 8

Le tsam revit

En Mongolie, le tsam, acte théâtral bouddhiste, est en train de renaître. Nancy recevra en avril 1999 la première représentation depuis soixante ans de ce rituel. p. 15

Abonnement : 3 \$ par an (hors frais de port). Les abonnements sont acceptés par : Allemagne, 3 \$ par an ; Belgique, 4 \$ par an ; Canada, 5 \$ par an ; Danemark, 3 \$ par an ; Espagne, 3 \$ par an ; France, 3 \$ par an ; Grèce, 3 \$ par an ; Italie, 3 \$ par an ; Japon, 5 \$ par an ; Pays-Bas, 3 \$ par an ; Portugal, 3 \$ par an ; Royaume-Uni, 3 \$ par an ; Suède, 3 \$ par an ; Suisse, 3 \$ par an ; Taiwan, 3 \$ par an ; Thaïlande, 3 \$ par an ; Turquie, 3 \$ par an ; USA, 5 \$ par an ; Venezuela, 3 \$ par an.

M 0147-1226-7,50 F



1 000 m² de voile, 84 km/h, le « turbocatamaran » est né

AUCKLAND de notre correspondant

Pour le moment, c'est un ouvrage d'art posé sur l'eau. Mais d'ici quelques semaines ce ne sera plus qu'une machine de course. Gino Morelli, l'un des deux designers californiens de Playstation, contemple du haut du quel son projet enfin réalisé, le plus grand catamaran de course jamais construit, un verre de bière fraîche à la main. Il est venu à Auckland assister à la mise à l'eau et au baptême de Playstation, du nom de la filiale de Sony spécialisée dans les consoles de jeux électroniques.

Il y a environ quatre ans, le milliardaire Steve Fossett, célèbre pour ses tentatives de records en ballon, lui avait demandé de réfléchir à la construction du bateau le plus rapide de la planète. « La question était en fait : jusqu'à quelle taille peut-on aller ? », explique-t-il. Finalement, l'engin mesure 32 mètres de long. Le mât s'élève à 42 mètres, ce qui explique sans doute que le Class America du syndicat suisse, *Fost 2000*, dirigé par Marc Pajot, ait l'air soudain si petit en passant derrière Playstation pour rentrer à sa base après une journée d'entraînement. Le cockpit est reluisant. Il n'a jamais servi.

La barre est entourée de manettes qui évoquent davantage la formule 1 que la voile. A l'intérieur des deux « tunnels », règne un peu l'ambiance que l'on imagine dans une navette spatiale, spartiate et high-tech. Peut-être à cause des cloisons toutes noires faites d'une superposition de couches de fibre de carbone qui semblent avoir été disposées avec un souci aussi esthétique que technique. « Toute la fibre de carbone est arrivée des Etats-Unis en bandes préimprégnées dans des conteneurs réfrigérés », indique Paul Hakes, responsable du projet au chantier néo-zélandais Cookson Boats.

D'un côté, la première partie du flotteur accueille les instruments de navigation et de communication, impeccablement encadrés sur un magnifique tableau noir. A la même hauteur de l'autre côté, c'est la cuisine. Le premier tiers avant des flotteurs est conçu pour pouvoir casser (en cas de collision) sans mettre en péril la flottaison du bateau. En revanche, si le bateau se retourne, « vous restez là jusqu'à ce que les secours arrivent ». D'où cette petite fenêtre en face de la cuisine, la trappe d'évacuation. Quatre couchettes superposées sont installées, par chambre de deux, dans chaque flotteur. Le bateau est

prévu pour tourner avec un équipage de huit personnes, quatre de garde et quatre au repos. « Logiquement l'équipage au repos est dans le flotteur sous le vent car le bateau est censé décoller le flotteur au vent le plus souvent possible », explique le designer.

Mais il faudra encore attendre la livraison des voiles pour découvrir comment le bateau va vraiment naviguer. Au port, Playstation pourra hisser jusqu'à 1 080 mètres carrés de voile. Et l'un des deux capitaines du bateau, Ben Wright, espère faire des pointes à 45 nœuds (environ 84 kilomètres à l'heure).

Le premier objectif de Playstation est de pulvériser le record de vitesse en mer sur 24 heures. Pour le moment, ce record est détenu par Laurent Bourgnon, avec une moyenne de 22,5 nœuds. Les records de la traversée de l'Atlantique dans les deux sens ainsi que le Trophée Jules-Verne sont aussi visés par Steve Fossett. Mais Playstation ne va pas longtemps rester le plus grand. Plusieurs autres catamarans géants sont en chantier en Europe, avec pour objectif la course autour du monde sans escale, The Race, en 2001.

Florence de Changy

Lire page 12

La fin du compromis américain ?

« MON DIEU, quelle sorte de pays sommes-nous en train de devenir ! », s'exclama récemment un représentant démocrate. Marty Meehan, élu du Massachusetts, commentait le vote de mise en accusation du président Bill Clinton par la Chambre des représentants pour « parjure et obstruction à la justice ».

L'effroi du parlementaire s'explique. La décision de la Chambre - que seul le Sénat peut transformer en destitution - pourrait bien marquer un tournant dans l'histoire de la République américaine. Elle va bien au-delà de l'humiliante leçon infligée à Bill Clinton, deuxième président dans l'histoire du pays à être ainsi mis en accusation. Elle pourrait traduire une nette évolution d'un système politique longtemps vanté, notamment de ce côté-ci de l'Atlantique, pour ce qui en faisait la force : un assez large consensus entre les deux partis sur l'essentiel.

Entre républicains et démocrates, l'accord était grand sur ce que devaient être les Etats-Unis, politiquement et économiquement. Depuis les années 50, la

plupart des grandes décisions politiques ont été acquiescées sur une base bipartite, votées par une coalition de républicains du centre et de démocrates de droite. Il y avait aux Etats-Unis une manière de faire de la politique, souvent posée en modèle en France, que résume un mot : le compromis.

Les divergences étaient affaire d'affectation budgétaire et, quelquefois, de politique étrangère, plus que de modèle de société. Le vote de samedi 19 décembre révèle, lui, une rupture idéologique entre les deux grandes formations américaines. La nouvelle direction républicaine s'est refusée à tout compromis dans l'affaire Lewinsky. Peu importe que l'objet du mensonge reproché à M. Clinton ait été d'ordre privé. Le seul mensonge sous serment a justifié, pour les républicains, le déclenchement de la plus lourde des procédures prévues par la Constitution contre le président : l'impeachment.

Alain Frachon

Lire la suite page 9

Jazz à la prison



ARCHIE SHEPP

SAXOPHONISTE de jazz mondialement reconnu, l'Américain Archie Shepp a joué mercredi 23 décembre à Fleury-Mérogis, à l'invitation d'une association de détenus. La salle de la prison est prévue pour 112 participants. Plus du double s'était inscrit. Alors, on avait fait une « sélection représentative ». Moyenne d'âge : vingt-sept ans et une écoute d'exception.

Lire page 16

International	2	Entreprises	10
France	5	Aujourd'hui	12
Société	6	Météorologie, Jeune	14
Cronos	7	Culture	15
Abonnements	7	Guide culturel	16
Horizons	8	Radio-Télévision	17

CRISE Les députés de la Douma d'Etat ont approuvé, jeudi 24 décembre, par 303 voix pour et 65 contre, en première lecture, le projet de budget 1999. Les communistes

ont voté pour ce projet très rigoureux. Ce résultat marque une victoire politique pour le premier ministre Evgueni Primakov. ● LE CHIFFRAGE budgétaire apparaît ir-

réaliste. Les recettes fédérales prévues se montent à 22 milliards de dollars. Mais la Russie doit rembourser plus de 17 milliards de dollars à ses créanciers étrangers. ● LE REM-

BOURSEMENT des dettes dépend d'un accord sur de nouveaux crédits, notamment avec le FMI. Les discussions avec les experts du Fonds doivent reprendre en janvier. ● LE

FMI est pessimiste sur l'évolution économique. Il prévoit une inflation de 56 % et une nouvelle récession de plus de 8 % en 1999, après une chute du PIB de près de 6 % en 1998.

La Russie va s'enfoncer en 1999 dans sa huitième année de récession

Le premier ministre Evgueni Primakov est parvenu à faire adopter son projet de budget par la Douma. Si les chiffres sont irréalistes, l'inspiration est productiviste et rigoriste afin de séduire le FMI. Les experts du Fonds tablent sur une chute de plus de 8 % du produit intérieur brut l'an prochain

LE DÉBAT « budgétaire » en Russie a été radicalement différent de ce qu'il fut durant les années ayant précédé la crise du rouble le 17 août. Auparavant, on assistait à des empoignades idéologiques entre un Parlement dominé par les communistes qui réclamaient d'augmenter les dépenses fédérales et un gouvernement « monétariste » qui tentait - toujours en vain - de faire adopter un budget réaliste. Aujourd'hui, ce ne sont plus les communistes qui ont ouvert le feu contre les « diktats du FMI » mais les régions.

Le parti de Guennadi Ziouganov, lié par sa participation au gouvernement « consensuel » post-crise d'Evgueni Primakov, avait annoncé à l'avance qu'il voterait le budget en première lecture (celle qui en fixe le cadre macro-économique global). Alors même que celui-ci est, sur le papier, le plus rigoureux de tous ceux présentés depuis la chute du communisme, avec un déficit limité à 2,5 % du PIB (contre 5,4 % cette année).

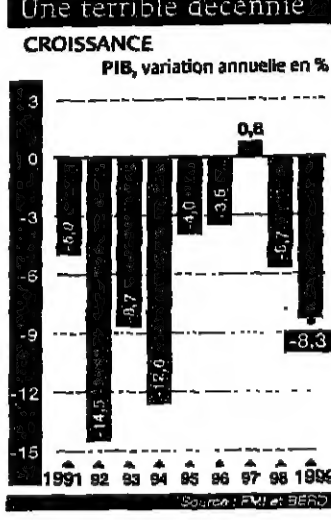
Car les communistes comprennent bien l'intérêt d'une

telles rigueur affichée : il faut plaire au Fonds monétaire international (FMI) pour que celui-ci puisse lâcher de nouveaux crédits permettant une restructuration des dettes russes. Le ministère des finances a inclus dans ses recettes pour 1999, selon une tradition qui s'est établie ces dernières années, 7 milliards de dollars de prêts internationaux encore non décidés.

BARONS DE L'ÉNERGIE

L'opposition est venue des gouverneurs régionaux. Dans ce budget, M. Primakov a voulu amadouer les communistes mais aussi les « producteurs » russes, c'est-à-dire surtout les barons de l'énergie, relativement avantagés par la dévaluation du rouble et par la déroutée des oligarques de la finance. Aussi a-t-il prévu une baisse des innombrables impôts qui pèsent sur la production, pour en reporter le poids sur les consommateurs. L'intention est louable et elle ne fait d'ailleurs que reprendre celle du gouvernement libéral de Sergueï Kirilenko, remercié après le 17 août. Ce sont les budgets régio-

Une terrible décennie



D'après 1990, le produit intérieur brut aura chuté de près de 50 %.

Pour relancer la production, le gouvernement a aussi fait voter par la Douma des lois qui bloquent depuis des années, par crispation nationaliste, visant à faciliter les investissements étrangers dans la production pétrolière. En revanche, ces mêmes députés ont persisté dans leur refus de libérer la vente des terres agricoles - une mesure jugée par beaucoup indispensable pour accroître la production agricole - craignant que ces terres ne soient rachetées par la mafia ou les étrangers.

L'adoption du budget pour 1999 permettra d'attendre la prochaine visite du FMI prévue en janvier. Mais son contenu apparaît virtuel. Les recettes fédérales sont estimées pour 1999, de façon ultra-optimiste, à l'équivalent de 22 milliards de dollars. Sur cette somme, Moscou doit rembourser, en 1999, 17,5 milliards de dollars de dettes extérieures. La Russie a déjà annoncé qu'elle n'en paiera que la moitié au moyen, principalement, de ces nouveaux crédits étrangers qu'elle s'est unilatéralement accordés.

Cette politique favorable aux « producteurs », permettra-t-elle à M. Primakov de sortir la Russie de la récession qu'elle subit depuis dix ans ? On peut déjà noter les effets pervers de certaines contributions extérieures. Les aides alimentaires que l'Europe et les États-Unis viennent d'accorder à la Russie (500 et 625 millions de dollars respectivement) auraient déjà provoqué le gel de certains investissements prévus dans ce secteur. L'industrie agroalimentaire russe, qui a vu la demande exploser avec la chute de 50 % des importations après l'effondrement du rouble, aurait pu être l'une des rares branches à profiter de la crise.

RÉGIONS AUTARQUES

Les « producteurs » attendent de voir l'effet sur le marché russe de ces envois de blé et de porcs. Rien ne garantit que cette aide parviendra aux affaires de la Russie que sont notamment ses soldats, pensionnaires d'orbphelinat.

Le FMI semble désormais réticent à poursuivre sa politique an-

tiérieure d'aides. Le seul chèque que la Russie ait reçu depuis août, 400 millions de dollars approuvés mardi par la Banque mondiale, vise exclusivement à reconstruire des routes et des ponts, pour éviter que le pays ne se transforme en une juxtaposition de régions autarciques, sous l'effet du simple délabrement physique ou de la réaction des gouvernements qui, tel Alexandre Lebed à Krasnoïarsk, tentent d'interdire l'exportation vers d'autres régions de produits de première nécessité.

Mais au-delà ? Les experts du Fonds ont publié leurs prévisions pour l'année à venir : une inflation à 56 %, avec une chute de 8,3 % du PIB, aggravant la contraction de 5,7 % prévue cette année (après le premier freinage positif de 0,5 % en 1997 avant la crise). Et le FMI précise qu'il y a « clairement un risque de déclin plus important, au vu de la poursuite du déséquilibre fiscal, des problèmes du secteur bancaire et de signes d'abandon dans le processus de réforme ».

Sophie Shihab

Adoption du budget 1999

MOSCOU

En dépit de difficultés de dernière minute, les députés de la Douma d'Etat ont, jeudi 24 décembre, approuvé - 303 voix pour et 65 contre - en première lecture le projet de budget 1999. Et par là même réitéré leur confiance au premier ministre russe. Seule la fraction démocrate « Iablioko » avait appelé à voter contre le texte. Pour la première fois depuis 1991, la Russie s'appareille ainsi à entamer la nouvelle année avec l'ébauche d'un budget.

Il aura fallu toute la force de persuasion d'Evgueni Primakov pour convaincre les députés russes de ne pas repousser le vote. Rien n'était en effet joué à l'ouverture, jeudi 24 décembre, de la session de la Douma d'Etat. La veille, le Conseil de la fédération (Chambre haute), avait jugé « inacceptable » le texte proposé par le gouvernement, estimant que la répartition des recettes entre le centre (54 %) et les régions (46 %) lésait les intérêts des sujets de la fédération. Dans son sillage, la fraction communiste, principale force de la Douma, demandait le report du vote au mardi 29 décembre.

Mettant dans la balance sa démission - une menace peu vraisemblable, mais qui, selon le speaker de la Douma, a impressionné les députés -, Evgueni Primakov a expliqué que l'action de son gouvernement serait paralysée en cas de rejet du budget. Il a aussi rappelé que la Russie, embourbée dans une crise sans précédent, devait « renforcer sa position vis-à-vis des organismes financiers internationaux », en particulier avec le Fonds monétaire international (FMI), son principal créancier. Un argument de poids alors que le budget 1999 table sur 7 milliards de dollars d'aide extérieure et compte rééchelonner une partie de sa dette extérieure. Enfin, faisant un pas vers les députés, le premier ministre s'est engagé à amender le texte du budget afin que les recettes des impôts soient partagées à 50/50 entre les régions et l'Etat.

Agathe Duparc

La filière peluches-thermos, nouveau « business » des sovkhosiens de Petouchinsky

PETOUCHINSKY (Russie)

de notre envoyé spécial
Ils se sont installés en pleine forêt, là où la route file droit à travers les pins et les bouleaux. Sur les bas-côtés, chacun a creusé

REPORTAGE

Las de ne plus toucher leurs salaires, les employés se reconvertissement dans la vente ambulante

dans la neige un terre-plein, aménagé quelques places de parking et disposé sur des branches les objets à vendre. Des bouteilles thermos, une dizaine de modèles, et des peluches - éléphants, crocodiles, nounours, chiens, chats, perroquets, petits et grands, de toutes les couleurs.

Ainsi vivent les travailleurs du sovkhos de Petouchinsky, à 170 kilomètres au nord-est de Moscou. Ils sont plus de cinquante à avoir planté leur stand sur la nationale M-7 qui mène à Nini-Novgorod, faisant de ce bout de forêt une étrange foire-exposition. Plétièrement dans la neige, par moins 15 degrés, Alexandre résume la situation : « Si tu veux vivre, il faut savoir se débrouiller. » A quarante-

neuf ans, il vient de décider de « faire la route », comme les autres. « J'ai bossé trente-deux ans au sovkhos », dit-il. Ces deux dernières années, j'ai touché en tout et pour tout 300 roubles (80 francs). Il y a deux mois, je suis parti.

Les premiers départs du sovkhos remontent à 1995. Quand est née la fameuse filière du thermos et de la peluche. « C'est bien simple », raconte Pavel, un des plus anciens sur la route. Les jouets viennent de Biélorussie, les thermos d'Oural. Au village, on groupe les commandes de chacun, on téléphone aux deux usines et ils viennent livrer à domicile. « Pavel était reconverti dans les éleveurs de poulets du sovkhos. « Travailler sans un kopeck pendant des années, non ça ne peut pas aller, dit-il. J'ai vu que les jouets et les thermos, ça plaisait bien, alors je me suis lancé.

Le bouche-à-oreille et les connaissances ont fait le reste. Petit à petit, les travailleurs ont préféré la route nationale au sovkhos en faillite. L'usine de Biélorussie, la fabrique d'Oural, ont augmenté les livraisons, passant d'une camionnette à plusieurs camions par mois. D'un stand à l'autre, les produits sont identiques et les prix se discutent avec acharnement. « Il y a un peu de concurrence, sourit Alexandre, mais on s'en tire. Et puis,

tout le monde se connaît, on a bossé ensemble. Tenez, là-bas, le gars qui vient de remballer, c'était l'ingénieur en chef. »

Un peu plus loin, Sergueï, trente-quatre ans, se réchauffe auprès d'un feu de bois. « Je suis là tous les jours, depuis six mois, dit-il. C'est plus dur pour moi, parce que j'ai un patron qui me fournit le matériel et je touche 10 % de la vente. » Ancien chauffeur au sovkhos, Sergueï n'avait pas d'argent pour se constituer un premier stock de peluches et de thermos. Il s'est fait simple vendeur et parvient « les bons mois » à gagner 600 roubles (160 francs), « de quoi acheter mon bout de pain », dit-il.

IL N'Y A QUE ÇA POUR VIVRE

Le « business » de la route, comme dit Alexandre, a ses favoris. Pavel, par exemple, dont le stand occupe une bonne quinzaine de mètres. « Les usines veulent être payées cash, à la livraison, dit-il. Il faut beaucoup d'argent pour se lancer. Certains ne peuvent pas, alors on leur avance le matériel. » Pavel reconnaît que les affaires ne sont pas mauvaises. « Je peux arriver à gagner plus de 2 000 roubles (550 francs) par mois. Avec ça, on peut vivre à peu près correctement. » Plusieurs jeunes du village sont entrés dans la filière. Alexei, dix-huit ans, qui se

réchauffe dans sa voiture jiggoli hors d'âge, explique pouvoir vendre « huit-neuf thermos par jour et parfois une dizaine de jouets. » De toute façon, il n'y a rien d'autre à faire ici, dit-il. Même si on trouve un travail, il n'y aura jamais de salaire... » Agnasia, dix-neuf ans, débute avec deux petits sacs de matériel seulement, mais ne voit pas d'autre perspective. « Toute la journée, c'est très dur, surtout l'hiver. Mais c'est pareil pour tous, il n'y a que ça pour vivre. »

L'administration s'est vite intéressée à cette nouvelle économie. Les vendeurs de la route doivent payer une patente, de 80 à 700 roubles par an. « Tout doit être déclaré, proteste Pavel. Le sovkhos ne paie pas, le gouvernement ne paie pas, mais nous, on nous taxe et les autorités locales vivent grâce à notre boulot ! »

Alexandre, dernier installé sur la route, ne dissimule pas plus sa haine des « autorités ». « J'avais un vrai travail et je me retrouvais à quarante-neuf ans à vendre de la camelote dans la neige. Et jusqu'à quand ? Jusqu'à quand je ne toucherais peut-être pas ? » Un camion vient de s'arrêter, son chauffeur achèterait bien une peluche. Et Alexandre de débaler chats, chiens et perroquets.

François Bonnet

Drogue et prostitution propagent le sida en Ukraine

été (sur une population totale de 1 450 000), indique Tatiana Semikop, un ex-majors de la police locale, reconvertie depuis 1997 dans la lutte pour la prévention du sida.

SENSIBILISATION

« En 1993, la région d'Odessa comptait 63 personnes contaminées par le VIH : ce chiffre est passé à 823 en 1995, puis à 4 230 l'année suivante, soit une progression de 800 % ! », explique Alexandre Sidatchenko, médecin épidémiologiste. Il ajoute que « 80 % des personnes infectées sont des toxicomanes ». Aliona Bellakova, une prostituée odessite, proxénète à ses heures et animatrice d'une association pour les droits de la profession, précise : « A l'époque, en 1995-1996, la drogue, un cocktail de matières opiacées, de chanvre et parfois même de thé, était fournie avec la seringue. »

Alarmée par l'ampleur de la contamination, une équipe de professionnels (médecins, psychologues, juristes, pour la plupart issus de la police locale), aidée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), mène depuis janvier 1997 une campagne de sensibilisation. Jour et nuit, les deux unités mobiles de leur association « Véra, Nadeïda, Lioubov » sillonnent la ville ou les autoroutes de la périphérie pour informer et proposer des soins aux filles qui travaillent dans la rue,

« les plus jeunes, les plus exposées et qui, pour la plupart, travaillent pour une dose ».

Rue Pouchkine - le poète vécut à Odessa -, à côté du casino Richelieu - le duc fut gouverneur (1803-1814) de ce qui n'était à l'époque qu'un hameau -, l'arrivée d'un véhicule de police fait fuir, telle une nuée de moineaux, une vingtaine de belles-de-nuit. Quelques minutes plus tard, la nichée s'est reconstituée. De la plus jeune - quinze ans - à la plus âgée - vingt-deux ans -, elles continuent de battre la semelle, indifférentes à la température ambiante (-15 °C), en vue de racoler un hypothétique client « à 20 dollars (112 francs) la passe ». Leur hantise ? « Être rafistolées par les meny (flics). » « Il ne faut pas bon tomber entre leurs pattes. Dans tous les cas, ils l'insultent et te coltent une amende. Au pire, ils te gorgent des jours ou ordonnent ton transfert dans un centre de redressement où alors ils t'expulsent si tu n'as pas la propiska d'Odessa (permis de résidence). Parfois, ils réclament une faveur ; si tu es d'accord, alors la fois d'après tu ne montes pas dans le fourgon », raconte Nina, vingt et un ans.

Venue à Odessa d'un village d'Ukraine orientale, Nina confie « bien vivre grâce à un gain mensuel de 400 dollars, doublé à la belle saison ». Comme les autres filles du groupe, elle dit ne pas être toxico-

mane mais prend sans rechigner, « pour des amis », les seringue à usage unique que lui tend Valeri Kloumov, le psychologue de l'association, ainsi que les brochures sur le VIH et les préservatifs. Plus de 50 % de l'argent qu'elle gagne va à son proxénète, « une femme ». « Il y a à Odessa une trentaine de souteneuses femmes, les mamotchki. Elles échappent plus facilement que les hommes à l'accusation de proxénétisme en arguant de l'exercice de la prostitution pour justifier leurs revenus », explique Valeri. « Nous sommes en contact permanent avec elles. Ça ne s'est pas fait sans mal. Mais peu nous importe qui contrôle le sex-business, notre but est le suivi des filles », poursuit-il.

TEST GRATUIT

Cet été, à l'issue d'un test gratuit proposé par l'association, à 241 prostituées, 8 % des femmes testées se sont révélées porteuses de la syphilis, 5 % du VIH. Grâce, en partie, au programme de prévention financé par le PNUD, la contamination a, semble-t-il, baissé à Odessa. Mais les cas d'infection chez les toxicomanes se sont étendus à d'autres villes d'Ukraine. Des spécialistes avancent ainsi que les grands centres de consommation de drogue, aujourd'hui saturés, se sont déplacés vers les zones rurales - la contamination par le VIH aussi. Si Odessa était, en 1996,

en tête des villes d'Ukraine pour le nombre de personnes contaminées, ce sont aujourd'hui Donetsk ou Dniepropetrovsk, situées dans les régions orientales économiquement très sinistres, qui ont pris le relais. En outre, en vertu d'une loi récente qui restreint l'obligation du test, l'échantillon de population testée est plus faible qu'avant.

A l'heure actuelle, 36 565 personnes porteuses du virus sont officiellement recensées en Ukraine - sur une population totale de 51,3 millions. Pourtant, le centre Onusida de Kiev estime le chiffre réel à 180 000. « A quoi bon recenser les personnes contaminées, peste le généraliste Zinovii Parmakli, quand nous ne pouvons même pas soigner celles qui ont déjà développé la maladie ! » D'après lui, « 500 personnes auraient besoin d'un traitement », « une cinquantaine seulement » bénéficient aujourd'hui de soins gratuits. Sans parler du soutien psychologique : « Nombreux sont ceux qui pensent que les malades du sida l'ont bien mérité », confie un jeune militant de l'association. « Véra, Nadeïda, Lioubov ». « La première chose que l'on vous explique, y compris au niveau officiel, c'est que le VIH est venu d'ailleurs. Il est arrivé en même temps que l'économie de marché, comme s'il était, en quelque sorte, sa contrepartie. »

Marie Jégo

ELECTIONS AU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'INSERM
L'INSERM procède au renouvellement des membres de son Conseil Scientifique. Les élections des Commissions Scientifiques Spécialisées de l'INSERM sont électives du Conseil Scientifique. Les candidatures pour les collèges A1, A2, B1, B2 et C sont recevables jusqu'au 29 janvier 1999 (12 heures), délai de rigueur, au :

Bureau des Elections de l'INSERM - ADR 15
12, avenue P. V. Couturier - 94807 VILLETUFT Cedex
Tél. 01-45-59-52-37 - Fax : 01-45-59-52-40

Les imprimés à utiliser pour faire acte de candidature sont à la disposition des intéressés auprès du :

Bureau des Elections de l'INSERM (ADR 15)
et des administrations Délégées Régionales de l'INSERM, à partir du 26 décembre 1998. Le scrutin sera clos le 13 mars 1999 et les résultats publiés le 22 mars 1999.

Les forces serbes interviennent violemment dans le nord du Kosovo

Les indépendantistes albanais décident de rompre la trêve unilatérale décrétée le 8 octobre

Deux mois et demi après le retrait d'une partie des forces serbes engagées dans la répression contre les indépendantistes albanais du Kosovo,

la province menace à nouveau de s'enflammer. La région de Podujevo a été le théâtre, jeudi 24 décembre, d'une violente opération militaire et

policière. Les indépendantistes ont décidé de rompre leur trêve unilatérale, éloignant d'ailleurs la perspective d'un règlement politique.



sur la livraison d'armes à l'UCK.

LA TRÊVE au Kosovo, maintes fois égratignée depuis son instauration au mois d'octobre, est sur le point de voler en éclats, menaçant de replonger la province dans le cycle de violences qu'elle a connu durant tout l'été. Les forces de Belgrade ont en effet lancé, jeudi 24 décembre, dans le nord du Kosovo, une opération d'envergure contre un des bastions des rebelles albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Ce sont les combats les plus sérieux depuis la signature, le 13 octobre, d'un accord entre le président yougoslave, Slobodan Milosevic, et l'ambassadeur américain, Richard Holbrooke, qui avait mis un terme à plusieurs semaines d'offensives des policiers serbes contre les indépendantistes albanais.

L'opération de jeudi visait Gornja Lapastica, chef de l'UCK située dans la région de Podujevo (nord de la province). Officiellement, les forces serbes tentaient de capturer les auteurs présumés de l'assassinat, lundi, d'un policier serbe à Podujevo. Selon la Mission de vérification pour le Kosovo (KVM) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), « l'armée yougoslave a engagé un nombre considérable de chars et de blindés et le village de Gornja Lapastica a été attaqué au mortier et aux armes lourdes ». Admettant, jeudi soir, que son intervention était terminée, la police serbe a annoncé avoir « liquidé plusieurs terroristes » de l'UCK. Un responsable albanais à Podujevo faisait, quant à lui, état d'une forte « résistance » des Albanais.

brooke-Milosevic et de favoriser un règlement politique du conflit. Le chef de la mission, l'Américain William Walker, a ainsi regretté que la KVM « n'ait été informée de l'intervention serbe » qu'une fois l'opération terminée.

Située aux confins nord du Kosovo, Podujevo (20 000 habitants, en grande majorité albanais) est une ville stratégique sur le principal axe routier reliant la province au centre de la Serbie. Elle avait été jusqu'ici relativement épargnée par les combats. Les indépendantistes avaient évité les provocations dans cette région trop exposée aux répliques des forces serbes stationnées non loin de là.

Reprise des combats



DÉTERMINATION Depuis plusieurs semaines, les accrochages s'étaient multipliés en différents points de la province alors que de nombreux témoignages affirmaient que l'UCK a renforcé ses structures et son armement. Le 14 décembre, une colonne de l'UCK en provenance d'Albanie avait été prise sous le feu des

forces serbes provoquant, près de la frontière, la mort d'une trentaine de sécessionnistes. Mais, l'opération de jeudi, par les moyens militaires mis en œuvre, constitue l'une des ripostes les plus vigoureuses au regain d'activité de l'UCK qui a suivi le retrait partiel des forces gouvernementales. Ce retrait avait été imposé à la mi-octobre à Belgrade par la communauté internationale sous peine de frappes aériennes de l'OTAN.

La France et les États-Unis ont condamné, jeudi, l'intensification des violences. « L'opération des forces de sécurité serbes dans la région de Podujevo est disproportionnée et contraire aux engagements internationaux pris par Belgrade », a déclaré le Quai d'Orsay. Mais Paris a également blâmé l'UCK pour ses « provocations au cours de ces deux dernières semaines (qui) alimentent le cycle attentats/répression ».

« Toutes les parties doivent faire preuve de retenue », a commenté, pour sa part, le département d'État américain. Par la voix d'Ivica Dacic, porte-parole du Parti socialiste (SPS) du président Milosevic, les autorités serbes ont néanmoins réaffirmé leur volonté d'« anéantir les bandes terroristes » albanaises.

La détermination des deux belligérants augure mal d'une solution politique. Les négociations de paix sous les auspices du médiateur américain Christopher Hill périclitent d'ailleurs depuis des semaines. Son dernier plan a été repoussé, début décembre, aussi bien par les Albanais qui le jugent trop éloigné de leurs aspirations indépendantistes, que par les Serbes, partisans du maintien du Kosovo au sein de la République de Serbie. Selon le chef de la KVM, William Walker, l'espoir de voir Serbes et Albanais négocier « est menacé par le fait que, malheureusement, aucune des deux parties ne respecte ses accords et ses engagements ».

Christophe Châtelot

Le président croate tourne le dos à la démocratisation

L'opposition réclame une réforme électorale

ZAGREB

de notre envoyé spécial La Croatie connaît depuis quelques semaines sa plus grave crise depuis son accession à l'indépendance il y a sept ans. Le pays, qui est sorti vainqueur de quatre années de guerre contre les Serbes - son intégrité territoriale a été maintenue après le retour de la Slavonie orientale dans son giron - est en train de rater sa paix. Tandis que la population doit faire face à une profonde récession économique, les scandales éblouissants de la classe politique se sont multipliés ces derniers temps. Les couloirs du Parlement bruissent de rumeurs de corruption impliquant directement le parti au pouvoir, le HDZ (Union démocratique croate) du président Franjo Tudjman. Selon un observateur, « le HDZ est entré en déliquescence et c'est tout le pays qui tremble ».

L'un des derniers épisodes a été, le mois dernier, la démission de trois responsables du HDZ, jugés modérés, qui accusaient les tenants de la ligne dure d'avoir cherché à les « salir », avec l'aide de l'un des services de renseignements militaires croates, le SIS. L'un d'entre eux, Hrvoje Sarinic, ancien chef de cabinet du président croate, s'en est pris violemment au nationaliste Ivo Pasalic, en le rendant responsable du scandale jeté sur tout le courant modéré du HDZ. Les dissensions entre les deux hommes remontent au mois de mai quand Hrvoje Sarinic avait impliqué Ivo Pasalic dans le scandale de la gestion frauduleuse de la Dubrovacka Banka, la cinquième banque du pays, dont les pertes avoisineraient les 257 millions de dollars (1,5 milliard de francs).

LUTTE DE TENDANCES

Le titulaire du portefeuille de la défense, Andrija Hebrang, médecin attitré de Franjo Tudjman, a imité M. Sarinic en raison de la « complète perte de confiance » du président à son égard. Un autre ancien conseiller, Franjo Greguric, a quitté son poste de vice-président du parti en précisant : « Le temps est venu d'adopter un comportement plus démocratique à tous les niveaux de l'État ». « Tous ont pris trop au sérieux leur tâche qui consistait à assainir la vie politique. Ils ont compris trop tard que le protecteur des processus illégaux est Franjo Tudjman », explique Tonino Picula, un opposant, membre du Parti social-démocrate (SDP). « M. Tudjman, poursuit-il, est le symbole de notre passé controversé et son parti porte la responsabilité du retard pris dans la démocratisation. Le HDZ ne peut pas fonctionner en temps de paix. » Affaibli par la maladie, Franjo Tudjman, dont le mandat à la tête de l'État s'achève en 2002, serait en train de préparer sa sortie. Il a orchestré la lutte entre les différentes factions du HDZ et le départ de trois modérés qui furent longtemps à ses côtés indique qu'il choisira dans le clan des « durs » celui qui lui succèdera un jour. Le nom d'Ivo Pasalic est celui qui circule aujourd'hui.

Considéré dans la presse indépendante comme l'un des plus farouches défenseurs du lobby her-

zégovien (groupe de pression qui, au sein du HDZ, défend les nationalistes croates du sud de la Bosnie), Ivo Pasalic a été promu conseiller du président pour la politique intérieure et son influence est grandissante.

« Il n'y a plus d'équilibre dans le parti. Franjo Tudjman, qui n'est mentalement pas capable de cohabiter avec les modérés (...) a coupé les ponts avec le centre. Nous avons quitté les Balkans. Nous sommes en train de loucher le train pour l'Europe. La Croatie risque de se sentir bien seule dans les années à venir », analyse un journaliste.

« CRISE CONSTITUTIONNELLE »

L'Union européenne vient de rappeler que « peu ou pas de progrès » ont été observés en Croatie sur la démocratisation des institutions et sur la question des droits de l'homme. La préférence commerciale a été reconduite mais les conditions n'ont pas été jugées suffisantes pour l'octroi des bénéfices du programme phare ni pour l'ouverture de négociations sur un accord de coopération.

De son côté, l'opposition croate, qui présente le double handicap d'être divisée et d'avoir peu accès aux trois chaînes de télévision publique, est en train de rebondir et a entériné une série de décisions communes.

Les élus de six partis représentés au Parlement ont quitté, le 12 novembre, les postes de responsabilité qu'ils occupaient à l'intérieur des différentes commissions. Ils exigent une réforme électorale, une libéralisation des médias et l'ouverture d'une enquête sur un éventuel abus des services de renseignements de l'armée. « Nous exigeons de la transparence, mais tant que la fonction de contrôle du Parlement est entravée, nos revendications ont peu de chances d'aboutir. En fait, la vie parlementaire est remise en cause et humiliée », affirme Drazen Budisa, le chef du parti qui a démissionné de son poste de vice-président du Parlement. « Une crise constitutionnelle a commencé et seules des élections anticipées peuvent sortir le pays de la crise », ajoute-t-il.

Dans cet objectif, l'opposition a fait de la réforme du système électoral son cheval de bataille. Selon la loi en vigueur, les Croates de Bosnie, qui possèdent la double nationalité, votent sur une liste particulière et élisent douze députés au Parlement de Zagreb. « Soit 10 % des sièges. A chaque élection, nous portons donc avec 10 points de retard », s'injure Tonino Picula.

Sans vouloir remettre en cause le droit des Croates de Bosnie à voter pour les scrutins se déroulant en Croatie, l'opposition souhaite que ceux-ci justifient au moins d'un vrai domicile en Croatie. Mais le HDZ, qui a ouvert à Zagreb un registre où chaque Croate de Bosnie peut justifier d'une adresse fictive, n'est pas prêt d'abandonner ses Herzégoviniens. C'est dans cette région de Bosnie que son discours nationaliste est le mieux reçu, et c'est aussi là que l'argent de la corruption est blanchi.

Christian Lecomte

Quand Nestlé demandait à ses cadres un « certificat d'aryanité »...

BERNE

de notre correspondant Dans le sillage de l'affaire des fonds juifs en déshérence, le débat sur le comportement de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale n'a pas fini de rappeler les rapports équivoques entretenus par certains milieux de la Confédération avec l'Allemagne hitlérienne. Ainsi, dans un récent ouvrage intitulé *Business helvétique et III^e Reich* (Editions Page Deux, Lausanne), un historien travaillant aux archives fédérales à Berne, Daniel Bourgeois, publie pour la première fois des fac-similés de « certificats d'aryanité » demandés par Nestlé aux membres de son conseil d'administration afin de prouver à l'Italie fasciste et à l'Allemagne nazie le caractère suisse de la firme. Soupçonnée d'être sous influence anglaise, la direction de Nestlé a préféré prendre les devants pour rassurer Rome et Berlin et éviter ainsi des désagréments. Dans un mémoire transmis le 10 juillet 1941 aux autorités italiennes par l'entremise de la diplomatie suisse, l'entreprise de Vevey ne fournissait pas seulement des indications sur la nationalité de ses dirigeants mais tenait à préciser qu'ils étaient de « race aryenne et de religion

chrétienne » avec l'appui des certificats dûment estampillés. Ces attestations, remontant au moins aux grands-parents, étaient délivrées par l'état-civil des communes d'origine des intéressés et légalisées par les chanceries des cantons concernés. Tout au plus y trouvait-on quelques variantes. Ainsi l'archiviste de Neuchâtel certifiait-il que l'un des administrateurs, Eric-Ferdinand Du Pasquier, n'avait « aucune attache avec le judaïsme » ni par son père, ni par sa mère. De son côté, la municipalité de Moudon, dans le canton de Vaud, faisait valoir que « l'origine vaudoise et suisse de M. Alfred Besançon ainsi que celle de ses parents et grands-parents paternels et maternels est fondamentalement et incontestablement établie ».

Dans ses recherches, M. Bourgeois a découvert que l'attestation d'« arianité » de la municipalité, pourtant socialiste, de Zurich était « une formule imprimée toute prête, ce qui paraît illustrer la fréquence des recours à de tels certificats ». Le seul étranger du conseil d'administration de l'époque, le Français Maurice Paternot, avait produit une attestation du consulat de France à Lausanne devant lequel il avait fait « une déclaration sur l'hon-

neur qu'il ne peut être regardé comme juif, selon la définition de l'article 1^{er} de la loi [de Vichy] du 2 juin 1941 portant statut des juifs ».

Daniel Bourgeois rappelle que les mêmes certificats avaient ensuite été utilisés en 1942 par Nestlé pour éviter à sa filiale française de figurer parmi les sociétés sous contrôle ennemi auprès des autorités allemandes d'occupation à Paris. Cet aspect des ambiguïtés de la politique de la multinationale helvétique pendant les années de guerre avait été révélé en 1993 par l'avocat genevois Charles Poncet, dans un livre se référant à des archives françaises (Nestlé, Bettecourt et les nazis, éditions de l'Air, Genève). A en croire ce dernier, les Allemands n'en demandaient pas tant. Ce sont les Suisses, avec les autorités fédérales et communales, qui les ont lancés dans cette surprenante démonstration d'« arianité ». Et Daniel Bourgeois de décrire aussi comment le « perfectionnisme helvétique » a conduit Berne à demander à Berlin d'imposer l'infamant tampon « J » sur les passeports des juifs allemands afin de les refouler plus commodément.

Jean-Claude Buhner

La droite israélienne se révolte contre Benyamin Nétanyahou

JÉRUSALEM

de notre correspondant Sas à Bibi ! Trois jours après le vote de la Knesset appelant à des élections législatives anticipées, les candidats qui ambitionnent de remplacer le premier ministre sortant se bousculent à la porte de l'investiture. En guise de programme, ils n'ont, pour le moment, qu'un seul objectif : abattre M. Nétanyahou dont, plus que la politique, la personnalité et le style sont visés en termes parfois très vifs. Des opposants de tous jours, des ministres en exercice amers, d'anciens caducques devenus des adversaires sans pitié et même des compagnons de parti, souvent relayés par une presse féroce, enfoncent le clou avec une telle énergie, que la victime vient

d'accuser « la plupart des médias » de conspirer pour le renverser.

Le général Amnon Lipkin-Shahak, ancien chef d'état-major, que les sondages créditent de toutes les chances, bien que n'ayant pas encore fait acte officiel de candidature, a ainsi expliqué, dans un entretien à paraître dans le quotidien de centre gauche, *Haaretz*, que le « but ultime » de la campagne qui s'ouvre était « de battre Nétanyahou ». Le seul moyen d'y parvenir est, selon lui, de l'attaquer « par le biais d'un parti centriste » qui reste à créer et pour la direction duquel se mesurent déjà plusieurs fortes personnalités.

L'ancien maire de Tel Aviv, Roni Milo, mais aussi l'ancien ministre des finances de Benyamin Nétanyahou, Dan Meridor, sont sur les rangs. Tous deux ont été longtemps des élus du Likoud, le parti du premier ministre, et le second a même été son ministre des finances jusqu'en juin 1997, date à laquelle il a démissionné à la suite de graves divergences sur la politique économique du chef du gouvernement. Depuis cette date, M. Meridor a multiplié contre son ancien patron coups de griffe et petites phrases assassines.

ÉTATS D'ÂME

Dès le lendemain du vote pour les élections anticipées, il a annoncé son départ du Likoud, assurant qu'il fallait « sauver le pays du charme trompeur et dangereux que M. Nétanyahou exerce sur lui ». « Plus personne ne croit ce

premier ministre, a-t-il ajouté, et quand je dis plus personne, je pense aux parlementaires, à ses amis s'il en a encore, à ses rivaux, aux observateurs de l'intérieur et de l'extérieur, à ses alliés, à ses adversaires ».

Autre « likudnik » à avoir des états d'âme, le ministre de la défense Itzhak Mordechai reproche à M. Nétanyahou, entre autres choses, sa façon imprévisible de mener les pourparlers avec les Palestiniens. Il pourrait, lui aussi, rallier le nouveau parti centriste. A moins qu'il n'apporte son soutien à la probable candidature du maire Likoud de Jérusalem, Ehoud Olmert, qui pousse ses pions et multiplie réunions et rencontres.

Car c'est à l'intérieur même de

la formation au pouvoir que la révolte est la plus significative, plusieurs hauts dirigeants du parti déployant des efforts soutenus pour faire battre M. Nétanyahou dans la bataille à l'investiture. Mardi, lors d'une réunion de la direction du groupe parlementaire du Likoud, un vif affrontement les a opposés au premier ministre, qui pressait le parti de désigner au plus vite son candidat, c'est-à-dire lui-même.

Après de longues polémiques ponctuées de menaces de quitter la réunion, les adversaires de M. Nétanyahou ont réussi à imposer un délai d'un mois avant la décision finale, laissant ainsi à d'éventuels concurrents toutes leurs chances de lever de nouveaux soutiens.

L'extrême droite bat également le rappel contre M. Nétanyahou. Une bonne partie des appuis qui étaient les siens lors des élections de 1996 lui feront défaut, cette fois, pour rejoindre une liste de parlementaires ultranationalistes conduite par Benny Begin, ancien ministre de la science, toujours formellement membre du Likoud. Benny Begin avait démissionné du gouvernement, en janvier 1997, pour désaccords irréconciliables avec le premier ministre après le retrait de l'armée israélienne d'Hébron, en Cisjordanie. Le « faucon » Rafiel Eitan, ancien général et actuel ministre de l'Agriculture, pourrait également faire partie de cette aventure.

Georges Marion

La guérilla sierra-léonaise menace d'attaquer la capitale « avant le Nouvel An »

La Grande-Bretagne a commencé d'évacuer ses ressortissants

Le chef des rebelles sierra-léonais, Sam Bockarie, a menacé, jeudi 24 décembre, de lancer une attaque contre la capitale Freetown au cas où le

président Kabbah continuerait de refuser les appels au dialogue. Les combats entre la guérilla et la force d'interposition ouest-africaine de

l'Ecomog se sont intensifiés ces derniers jours non loin de Freetown et des milliers de réfugiés se sont installés dans la capitale.

ALORS que les rebelles sierra-léonais se rapprochent de la capitale, Sam Bockarie, le chef de la guérilla du Front révolutionnaire uni (RUF), a déclaré, jeudi 24 décembre, qu'il attaquerait Freetown « avant le Nouvel An » au cas où le président Ahmad Tejan Kabbah persisterait à refuser le dialogue. Dans un entretien téléphonique à l'AFP, M. Bockarie, qui appelait de « quelque part dans la jungle », a déclaré : « Nous avons des hommes prêts à l'attaque à tout moment. » Il a ajouté que son mouvement détenait soixante-trois soldats nigériens de l'Ecomog, la force ouest-africaine qui avait chassé en février de Freetown une junte militaire à laquelle le RUF s'était rallié peu après sa prise du pouvoir en mai 1997.

Depuis, l'Ecomog continue de pourchasser les rebelles à l'intérieur du pays, mais les combats se

sont rapprochés de la capitale ces derniers jours, atteignant mardi dernier Waterloo, à seulement une trentaine de kilomètres de Freetown.

Le chef rebelle a réclamé une nouvelle fois l'ouverture de discussions de paix en Sierra Leone, sous l'égide du chef de l'Etat burkinabé Blaise Compaoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), afin qu'il use de « ses bons offices pour que la paix prévale dans notre pays ». Il a toutefois indiqué que le RUF n'était pas prêt à accepter les conditions posées par le président Kabbah, qui exige la reddition des rebelles. « Il n'a pas le droit de nous demander de déposer les armes », a-t-il affirmé.

M. Bockarie a conseillé aux personnes étrangères de « quitter la capitale et aux civils (sierra-léonais) de garder leur calme ».

« Nous appelons à la paix. Nous ne venons pas nous venger ou tuer des civils », a ajouté le chef rebelle en appelant le président sierra-léonais au « dialogue et encore au dialogue pour parvenir à la paix ».

« 30 000 HOMMES AGUERRIS »

Alors que des milliers de réfugiés continuent de fuir les zones de combats pour s'installer dans la capitale, le Foreign Office a demandé « par précaution » aux Britanniques de quitter la Sierra Leone, tandis que l'ambassade des Etats-Unis à Freetown finalisait un programme de départ pour l'essentiel de ses effectifs. Deux avions de la Royal Air Force britannique, venant du Sénégal, ont atterri, jeudi, dans la ville de Lungi, située en face de Freetown, pour commencer à évacuer les ressortissants du Royaume-Uni. Trois cents Britanniques devaient ainsi quitter au plus tôt la Sierra Leone, l'aéroport pouvant être

fermé très bientôt. Les rebelles revendiquent dans leurs rangs « 30 000 hommes aguerris » et affirment « contrôler totalement » le district diamantifère de Kono (est) ; ils soutiennent être « présents à Makeni » et disent encercler « Kenema », des villes situées respectivement à 140 et 240 kilomètres à l'est de Freetown. Cinq mille « Kamajors », des guerriers traditionnels favorables au président Kabbah, sont arrivés à Freetown pour renforcer les troupes de l'Ecomog dont les forces sont essentiellement composées de soldats nigériens. En début de semaine, un millier de soldats du Liberia ont par ailleurs débarqué dans la capitale.

Jeudi, des centaines de civils qui avaient fui les combats de mardi à Waterloo, ont repris la route, en camion et en bus, pour rentrer chez eux, le calme étant revenu dans le secteur. — (AFP, AR)

La Banque centrale européenne s'inquiète des déficits budgétaires

LA HAYE. A une semaine du lancement de l'euro, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, a estimé, jeudi 24 décembre, que les gouvernements européens maintenaient des déficits budgétaires trop élevés en dépit d'une conjoncture favorable. « Si la conjoncture s'effondre, cela va mal tourner », a-t-il averti dans un entretien au quotidien néerlandais *Telegraaf*. « Ces dernières années, les déficits ont globalement diminué de 0,75 % par an, pour descendre à une moyenne de 2,5 %. L'an prochain, la réduction ne sera que de 0,5 % ou 0,4 % et à partir de l'an 2000, il est quasiment question d'un moratoire avec une réduction de 0,2 % », a souligné M. Duisenberg. « C'est trop peu pour une période de croissance économique relativement forte », a-t-il dit, en portant un jugement optimiste sur la conjoncture. « Nous pensons qu'après un creux l'an prochain, la situation économique va redevenir attractive », a-t-il ajouté. — (AFP)

Noël en famille pour l'ex-ministre de l'intérieur espagnol

MADRID. L'ex-ministre de l'intérieur espagnol, le socialiste José Barrio-mez et son adjoint Rafael Vera, écroués depuis septembre pour leur rôle dans la « sale guerre » des années 80 contre le séparatisme basque, sont sortis de prison, jeudi 24 décembre, pour passer Noël en famille, après la mesure de grâce partielle dont ils bénéficient (*Le Monde* du 25 décembre). Les deux hommes et huit de leurs anciens collaborateurs avaient été condamnés à dix ans de prison lors du procès qui leur avait été intenté pour la séquestration du Français Segundo Marcey, enlevé par eux en 1983 par un commando des GAL (Groupes antiterroristes de libération). Sur recommandation du tribunal suprême, le gouvernement a réduit des deux tiers les peines prononcées. MM. Barrio-mez et Vera sont désormais libres tous les week-ends jusqu'à la fin de leur détention. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ANGOLA** : les rebelles de l'Unita ont bombardé, jeudi 24 décembre, la ville de Cuito (Centre) tandis que des combats avaient lieu dans le secteur de la petite localité de Kunje, à près de 7 kilomètres plus au nord. Depuis plus d'une semaine, Cuito, tenue par les forces armées angolaises, est encerclée par les rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), fidèles à Jonas Savimbi. La reprise des combats menace de faire basculer de nouveau le pays dans la guerre civile, après la paralysie du processus de paix issu du traité de Lusaka (novembre 1994). — (AFP)

■ **COUR PÉNALE INTERNATIONALE** : le président de la République et le premier ministre français, dans un communiqué commun publié le 24 décembre, indiquent que « conformément à l'article 54 de la Constitution, ils ont conjointement saisi le Conseil constitutionnel de l'examen de la conformité à la Constitution du traité portant statut de la Cour pénale internationale ». Ce traité, signé en juillet dernier à Rome par 120 Etats, implique une révision de la Constitution française. Il entrera en vigueur lorsque soixante Etats l'auront ratifié.

■ **ITALIE/TURQUIE** : le ministre italien de la Justice, Oliviero Di Ber-to, a rejeté, jeudi 24 décembre, une demande de la Turquie de renvoyer aux arrestés d'Abdullah Öcalan. Le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) demeure ainsi libre de ses mouvements. Il avait été arrêté le 12 novembre, puis assigné à résidence le 29 novembre avant d'être remis en liberté le 16 décembre. Le 28 décembre, la cour d'appel rendra finalement sa réponse à la requête turque concernant l'arrestation en tenant compte de l'avis du ministre de la Justice. — (AFP)

■ **TURQUIE/IRAK** : le Parlement turc a décidé, jeudi 24 décembre, de reconduire, pour une durée de six mois, le mandat de la force multinationale Northern Watch, déployée sur la base turque d'Incirlik (Sud), chargée de surveiller la zone d'exclusion de vol imposée à l'aviation irakienne au nord du 36° parallèle. — (AFP)

■ **KOWEÏT/IRAK** : un soldat de l'infanterie de marine américaine a été tué et trois autres blessés durant un exercice au Koweït, près de la frontière irakienne, a indiqué, jeudi 24 décembre, un communiqué militaire américain. L'accident a eu lieu lundi, au lendemain de l'arrêt des frappes américaines et britanniques contre l'Irak. — (AFP)

■ **IRAN** : une cour d'appel de Téhéran a réduit de cinq à deux ans de prison ferme, jeudi 24 décembre, la peine infligée en juillet au maire de Téhéran, Gholamhossein Karbaschi, figure de proue de la mouvance réformatrice du régime islamique. M. Karbaschi se voit aussi réduire de moitié sa condamnation à vingt ans d'interdiction de toute activité publique et politique. — (AFP)

■ **CHINE** : les autorités de la province du Hunan (Centre) vont faire juger un militant syndicaliste, Zhang Shanguang, dimanche 27 décembre, pour « atteinte à la sécurité de l'Etat », ont annoncé jeudi des sources dissidentes à Hongkong. Cité à comparaître devant un tribunal de la ville de Hualima, Zhang Shanguang avait été emprisonné le 21 juillet pour avoir tenté de mettre sur pied une organisation de défense des droits des chômeurs. — (AFP)

En Guinée-Conakry, le président Conté s'en prend à l'opposition

Après sa réélection, il fait inculper son principal rival

ABIDJAN
de notre correspondant
en Afrique de l'Ouest

L'opposant guinéen Alpha Condé, candidat à l'élection présidentielle du 14 décembre, devait être formellement inculqué dans les prochains jours, plus d'une semaine après son arrestation. Le gouvernement du président Lansana Conté affirme que le professeur Condé a tenté de fuir le territoire guinéen au lendemain du scrutin, alors que les frontières terrestres et maritimes de la Guinée avaient été fermées. Le chef de l'un des principaux partis de l'opposition surtout implanté en région malinké, au nord de la Guinée, aurait été intercepté à Lola, dans le sud du pays, près de la frontière avec la Côte-d'Ivoire et arrêté en dépit de son statut de parlementaire.

L'arrestation d'Alpha Condé a été suivie presque immédiatement par l'annonce de la victoire du président sortant, le général Lansana Conté. Selon le ministère de l'Intérieur, le chef de l'Etat a été réélu avec 56,12 % des suffrages au premier tour.

Face à lui, l'opposition avait formé une alliance politico-ethnique. Trois candidats, représentants chacun un grand groupe ethnique guinéen, espéraient obliger le président Conté à un second tour, lors duquel il aurait af-

fronté le mieux placé des trois. Outre M. Condé, candidat des Malinkés, cette alliance réunissait le Peul Mamadou Ba et le Forestier Jean-Marie Doré.

RÉACTIONS VIOLENTES

Selon les résultats officiels, M. Ba a remporté un quart des suffrages, devançant M. Condé, qui a passé les vingt derniers mois en exil et n'est rentré en Guinée qu'à la veille du scrutin.

Mais l'opposition rejette les chiffres du ministère de l'Intérieur. Selon M. Ba, elle n'était présente que « dans un tiers des bureaux de vote » le jour du scrutin après en avoir été chassée par les autorités. Aujourd'hui, le dirigeant peut exiger du gouvernement qu'il publie les résultats bureau par bureau. « Nous espérons que les bailleurs de fonds nous soutiendront dans cette démarche », a-t-il déclaré.

Pour l'instant, la communauté internationale est, à l'exception de la France, restée silencieuse. Le président Chirac a félicité le général Conté dans les deux heures qui ont suivi l'annonce des résultats provisoires, et l'ambassadeur de France s'est déclaré « personnellement heureux de voir que le président Conté avait été élu dès le premier tour ».

Ces derniers jours, les partisans de l'opposition ont manifesté une

certaine mauvaise humeur vis-à-vis des expatriés français, même si le délégué du Parti socialiste français pour l'Afrique, Guy Labertit, fait partie du comité fondé à Paris pour la défense de M. Condé.

A l'intérieur du pays, les réactions ont été souvent violentes. Selon les partisans de M. Condé, la répression des manifestations organisées pour demander sa libération aurait fait des morts à Kankan, la capitale du pays malinké, et à Sigui, dans l'est du pays. A Conakry, des femmes qui manifestaient nous (signe de deuil extrême en Afrique de l'Ouest) ont été arrêtées pour attentat à la pudeur. Dans la foule, quatre autres députés de l'opposition auraient été arrêtés. Enfin, le correspondant de l'AFP et de Radio France internationale, Mouctar Ba, de nationalité guinéenne, s'est vu retirer son accréditation par les autorités pour partialité.

MERCENAIRES

Pour l'instant, le Ramadan atténue les tensions dans ce pays à 98 % musulman. Mais on ne sait jusqu'où le pouvoir poussera la logique de l'affrontement. A Conakry, des sources gouvernementales affirment que M. Condé était en cheville avec « des mercenaires » et que dans cette conjonction réside la vraie raison de son arrestation. De nombreux parti-

sans du général Conté restent convaincus que le dirigeant malinké était de mèche avec les putschistes qui, en février 1997, ont fait tuer le chef de l'Etat. Mais le long procès des putschistes, précédé d'interrogatoires et de séances de torture, n'a jamais permis d'établir de lien entre Alpha Condé et les militaires rebelles.

Quelles que soient les responsabilités réelles de M. Condé - dont les amis font valoir que, arrivé par avion en Guinée, il aurait pu en repartir de la même manière puisque les aéroports n'étaient pas fermés -, son arrestation va vivifier le ressentiment d'au moins une partie de la communauté malinké.

Au sein du pouvoir, les partisans du dialogue, comme le président de l'Assemblée nationale, Biro Diallo, ont été écartés, et les adeptes de la manière forte devront s'appuyer sur une armée très instable. Un témoin occidental a rapporté que, la veille du scrutin, les militaires avaient touché suffisamment d'arrière-pensées pour dévaliser, cette fois très légalement, les magasins d'électroménager de la capitale. Une opération que le gouvernement de l'un des pays les plus pauvres du monde ne pourra renouveler indéfiniment.

Thomas Sotinel

Le président Mugabe, contesté, veut confisquer les terres des fermiers blancs du Zimbabwe

HARARE
de notre envoyé spécial
« Nous sommes persécutés parce que nous sommes blancs et parce que nous possédons la terre. Mais

REPORTAGE

« Légalement, je ne suis peut-être plus le propriétaire. Mais je suis toujours là »

nous continuerons à nous battre. Nous irons devant la Cour internationale de justice s'il le faut ! » Sur de son bon droit, Owen Connor ne décolère pas. Malgré ses soixante-cinq ans, ce fermier blanc d'origine irlandaise est bien décidé à s'opposer à la confiscation de son exploitation par le gouvernement zimbabwéen. De plus en plus contesté, le président Robert Mugabe a décidé d'apaiser le mécontentement de la population noire en expropriant une partie des propriétaires blancs restés après l'indépendance de l'ex-Rhodesie en 1980. Le chef de l'Etat a toujours fait de la redistribution des terres le thème favori de son discours populiste. En novembre, il est passé à l'acte avec l'envoi de lettres d'expropriation à 841 fermiers.

Désormais, « Oribi », la ferme

de 970 hectares que Owen Connor a héritée de son père, appartient en partie à l'Etat. L'expropriation porte sur seulement 300 hectares qui constituaient au départ une ferme à part. Mais son propriétaire prétend que l'expropriation n'est pas viable si on l'ampute d'une partie de ses terres. Comme les autres fermiers, il n'entend rien céder de son bien et il est décidé à contester l'expropriation devant la justice. En attendant l'éventuelle saisie, il continue à exploiter sa ferme. « Légalement, je ne suis peut-être plus le propriétaire. Mais je suis toujours là et mes avocats se tiennent prêts », affirme M. Connor, en prenant le thé dans son bureau où une tête de buffle côtoie une carte des Iles Britanniques. « De toute façon, je n'ai nulle part où aller. Je suis zimbabwéen de la deuxième génération. Je n'ai jamais mis les pieds en Irlande », souligne le fermier.

Chapeau de cow-boy sur la tête, le colosse rouquin s'illonne à moto la propriété qui borde la route de Mutoko, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Harare. Dans les champs, les tracteurs préparent la terre pour planter le maïs et le soja. Ferme commerciale exploitée de façon intensive, « Oribi » est presque entièrement irriguée. D'une valeur de 30 millions de dollars zimbabwéens (environ 5 mil-

lions de francs), elle fait travailler une centaine d'ouvriers agricoles. Mais devant les incertitudes de la situation actuelle, M. Connor a gelé tout investissement important depuis plusieurs mois. Début novembre, une centaine de manifestants réclamaient la saisie immédiate des terres ont envahi la propriété. Après trois semaines d'occupation et d'intimidation, M. Connor a obtenu de la justice un ordre d'expulsion. « Tout ça était organisé et très politique », assure le fermier.

UNE QUESTION DE JUSTICE

Le mouvement d'occupation a touché d'autres fermes de la région. Il semble avoir été initié par l'association des anciens combattants de la guerre d'indépendance, devenue un important groupe de pression qui reproche au gouvernement de ne pas tenir ses promesses. « L'occupation des terres n'était pas vraiment dirigée contre les fermiers. C'était plutôt pour pousser le gouvernement à accélérer la réforme agraire et lui rappeler qu'il ne doit pas oublier les indigènes du peuple », affirme Tapfumanayi Chikwaka, le chef traditionnel de la région de Juru, la cité noire qui jouxte la ferme d'Owen Connor. « Ici, les gens sont entassés, ils n'ont pas assez de terres. La seule solution, c'est de leur donner celles des

fermiers blancs », fait valoir le chef Chikwaka.

Maxwell ne partage pas cet avis. « Les fermiers blancs, ce sont eux qui nourrissent le pays. Prendre leurs terres ne fera qu'aggraver les choses », affirme ce père de famille dont la situation n'est pourtant guère reluisante. Maxwell doit faire vivre ses cinq enfants et sa femme sur une parcelle de 100 mètres sur 200, au bord de la route, entre Juru et la ferme Connor. Faute de moyens, l'aimé a arrêté d'aller à l'école depuis longtemps. Le sac de maïs donné par le gouvernement permet de tenir deux semaines seulement. Sur la parcelle, le sol est usé, sec et sableux. Le maïs planté il y a plus d'un mois déjà ne dépasse pas 10 centimètres. Maxwell n'a pas assez d'argent pour acheter du fertilisant ou faire venir un tracteur pour labourer le terrain. Bien sûr, il aimerait pouvoir disposer d'une terre plus grande et de meilleure qualité mais, dans l'immédiat, ses ambitions sont plus modestes. « Moi, je sais bien que je ne suis pas capable de gérer une vraie ferme. Ce que je voudrais d'abord, c'est que le gouvernement m'aide à cultiver le peu que j'ai ».

Cette prudence mêlée de bons sens se nourrit des ratés de la réforme agraire jusqu'à présent. Dans le passé, les autorités ont dé-

jà racheté des terres. Mais une bonne partie est encore en friche ou a été donnée à des dignitaires du régime. Pour autant, nul ne conteste la nécessité d'une redistribution des terres pour réparer les inégalités héritées de la période coloniale. Encore aujourd'hui, de nombreux paysans noirs demeurent sans terre alors que les 4000 fermiers blancs contrôlent la majorité des terres productives. Les 841 fermes que le gouvernement veut confisquer représentent environ 20 % du total. « C'est avant tout une question de justice », affirme Olivia Muchena, vice-ministre de l'Agriculture. « Les zimbabwéens se sont battus pour la terre. Ils ont eu l'indépendance mais pas la terre », explique-t-elle.

Malgré les déclarations incendiaires du président Mugabe évoquant une confiscation des terres sans compensation, M^{me} Muchena insiste sur la volonté du gouvernement de respecter la loi. Cette attitude vise sans doute à apaiser les bailleurs de fonds internationaux qui s'estiment trahis après être tombés d'accord avec les autorités pour financer une redistribution progressive. Le FMI a d'ailleurs récemment suspendu l'octroi d'un crédit de 55 millions de dollars. « Les lettres d'expropriation envoyées aux 841 fermiers font partie d'un processus légal que nous avons

engagé il y a un an déjà. Nous pourrions confisquer les terres comme l'ont fait ceux qui ont été dépossédés des zimbabwéens. Mais nous sommes assez magnanimes pour agir dans la légalité. On devrait nous en savoir gré », affirme le vice-ministre de l'Agriculture.

« De toute façon, le gouvernement n'a pas le choix. S'il confisque sans compensation, le secteur bancaire s'effondre et c'est toute l'économie qui vacille », explique un banquier. Une grande partie des créances bancaires servent à financer le secteur agricole et deviendraient caduques en cas de saisie sans compensation. De manière générale, l'économie du pays tout entière repose sur l'agriculture qui est de loin la première source de richesses et d'exportations. Dans ce contexte, la désorganisation liée à la confiscation des terres parmi les plus productives aurait des conséquences désastreuses. Pour l'instant, les fermiers comme les banquiers ne s'affolent pas et continuent à discuter avec le gouvernement. Comme l'explique un responsable d'une grande banque de Harare : « On juge Mugabe sur ce qu'il fait pas sur ce qu'il dit. Et heureusement, ce sont deux choses différentes ».

Frédéric Chambon

صكنا من الأهل

JUSTICE Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les juges d'instruction chargés de l'affaire Dumas, ont décidé de clore leur enquête. Elles ont notifié cette décision, mercredi

23 décembre, aux sept personnes mises en examen - Roland Dumas, Christine Deviers-Joncœur, Loïc Le Floch-Prigent, Alfred Sirven, Jean-Claude Vaucheze, André Tarallo et

Gilbert Miara - et à l'unique partie civile, Elf-Aquitaine. **LES AVOCATS** ONT VINGT JOURS pour soulever des nullités et demander des actes d'instruction, puis le dossier sera trans-

mis au parquet afin qu'il prenne ses réquisitions. Les juges décideront alors du renvoi, ou non, de Roland Dumas devant le tribunal correctionnel. **M. DUMAS A ÉTÉ MIS EN EXA-**

MEN pour complicité et recel d'abus de biens sociaux. Son avocat a estimé, jeudi 24 décembre, que cette mise en examen est dénuée de « tout fondement sérieux ».

Les juges ont décidé de clore leur enquête sur l'affaire Dumas

Mis en examen pour complicité et recel d'abus de biens sociaux, le président du Conseil constitutionnel saura dans les mois qui viennent s'il est renvoyé devant le tribunal correctionnel. Son avocat dénonce une nouvelle fois des accusations dénuées de « tout fondement sérieux »

LES JUGES d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont au moins un point d'accord avec Roland Dumas : l'enquête qui a conduit à la mise en cause du président du Conseil constitutionnel n'a plus lieu de se prolonger. Depuis plusieurs mois, M. Dumas et ses défenseurs répétaient avec insistance, dans des déclarations publiques et des notes adressées aux juges, que les investigations avaient été menées suffisamment loin et que tout effort supplémentaire pour découvrir d'autres éléments à charge contre l'ancien ministre des affaires étrangères serait vain. Les deux magistrats ont apparemment décidé de se ranger à cet avis.

Après l'avoir annoncé aux avocats de M. Dumas, lors de son huitième interrogatoire (Le Monde du 12 décembre), les deux magistrats ont officiellement notifié la clôture de l'instruction en adressant, mercredi soir 23 décembre, un courrier aux personnes mises en examen dans ce dossier, ainsi qu'à l'unique partie civile, le groupe Elf-Aquitaine. Outre M. Dumas, six protagonistes mis en examen dans l'affaire - Christine Deviers-Joncœur, Loïc Le Floch-Prigent, Alfred Sirven, ainsi que Jean-Claude Vaucheze, ex-directeur d'Elf Aquitaine International, André Tarallo, ancien PDG d'Elf Gabon, et Gilbert Miara, intermédiaire dans l'acqui-

sition de l'appartement de M^{me} Deviers-Joncœur - ont reçu copie de cette décision.

Mis en examen, le 29 avril, pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux », le président du conseil constitutionnel devra-t-il comparaître devant un tribunal ? C'est évidemment la principale question que soulève la clôture de l'enquête. Ses avocats, M^{me} Jean-René Farthouat et François Tosi ont plusieurs fois dénoncé l'inalité des charges retenues à son encontre. Jeudi 24 décembre, M^{me} Farthouat a une nouvelle fois estimé, sur la chaîne câblée LCI, que l'interdiction des recherches démontre l'absence « de tout fondement sérieux » des poursuites engagées contre M. Dumas.

En fait, la mise en cause de l'ancien ministre continue à être liée, en premier lieu, aux circonstances dans lesquelles Christine Deviers-Joncœur fut salariée par Elf-Aquitaine, de 1989 à 1993. C'est-à-dire à l'époque où elle partageait l'intimité de M. Dumas, qui dirigeait le Quai d'Orsay. D'ailleurs, M^{me} Deviers-Joncœur, qui ne possédait ni bureau ni ligne téléphonique au siège de l'entreprise, n'avait été recrutée - sur l'ordre du directeur des « affaires générales » d'Elf, Alfred Sirven - qu'en raison de ses relations personnelles avec le ministre. Cela signifie-t-il que le ministre l'avait exigé ? En l'absence de

M. Sirven, nul ne peut l'attester. M. Dumas, lui, l'a toujours nié.

« SIMPLE MAÎTRESSE »

Dans son livre de souvenirs, *La Putain de la République* (Calmann-Lévy), M^{me} Deviers-Joncœur a assuré, pour sa part, avoir été recrutée par Elf pour défendre les intérêts du groupe auprès du ministre, fût-ce en influant sur ses décisions. Surtout, elle affirme que Roland Dumas n'ignorait rien de tout cela, et qu'il s'en était même déclaré « ravi » (Le Monde du 30 octobre). La description, par l'intéressée, de cette relation, où le cynisme se mêlait aux sentiments, a sensiblement fragilisé la défense de M. Dumas.

Les prochaines étapes du dossier

Si elle atteste la volonté des juges d'en finir avec « l'affaire Dumas », l'notification n'en constitue pas forcément l'épilogue définitif. Elle marque l'ouverture d'un délai de vingt jours, durant lesquels toutes les parties peuvent demander des actes d'instruction complémentaires ou contester la régularité de la procédure devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. A l'issue de ce délai, les juges devront communiquer leur dossier au parquet de Paris.

Le procureur devra alors - dans un délai de trois mois - prendre des réquisitions en préconisant, pour chacun des protagonistes, un non-lieu ou un renvoi devant le tribunal correctionnel. L'avis du parquet ne s'impose pas aux juges d'instruction, qui prendront seuls la décision ultime de renvoyer ou non devant une juridiction pénale, afin d'être jugés, les sept personnes mises en examen dans cette affaire.

même s'il s'est ensuite efforcé de prendre ses distances avec son ancienne protégée, allant jusqu'à la qualifier publiquement de « simple maîtresse ».

La présomption de « complicité d'abus de biens sociaux » retenue à l'encontre de M. Dumas est également relative à la perception, par sa compagne parisienne d'alors, de farineuses commissions - 59 millions de francs en deux versements, en 1991 et 1992 - versées par Elf sur des comptes bancaires suisses. M^{me} Deviers-Joncœur a elle-même invoqué un lien entre une partie de ces sommes - 45 millions de francs - et la vente de frégates militaires françaises au gouverne-

ment taïwanais, en 1992. Elle a assuré, dans le cours de l'enquête, avoir vainement tenté d'infirmer la position du ministre des affaires étrangères, longtemps opposé à ce contrat. Ses explications, quoique confirmées par M. Dumas, restent un paradoxe : aucune explication satisfaisante n'a été donnée au fait qu'en dépit de l'échec de son intervention, la compagne du ministre ait touché une telle commission. Ni pourquoi la somme fut payée par Elf, qui n'était nullement intéressée à la vente des frégates.

SON UNIQUE AVEU

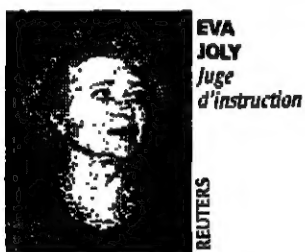
Une partie de cet argent - 17,55 millions de francs - a servi à acheter, au mois de juin 1992, le somptueux appartement parisien, rue de Lille, dans lequel M^{me} Deviers-Joncœur fut interpellée, le 6 novembre 1997, et dans lequel M. Dumas a admis s'être rendu à de nombreuses reprises. Cette admission ne saurait suffire à caractériser le délit de « recel d'abus de biens sociaux », mais elle étaye le soupçon d'une « complicité », tant il est malaisé de soutenir que M. Dumas ne fut pas frappé par l'évolution du train de vie d'une personne qui lui était si proche. « Je voyais bien qu'elle avait des facilités, a-t-il déclaré aux juges, mais je ne lui ai jamais posé la question : c'était délicat ».

La qualification de « recel » se

fonde, elle, sur les sommes dont M. Dumas pourrait avoir profité à titre personnel, à partir des salaires et commissions indûment perçus par M^{me} Deviers-Joncœur. Hormis quelques factures - dont une paire de bottines à 11 000 francs, réglée par celle-ci avec la carte de crédit allouée par Elf - l'enquête n'a établi aucun lien formel entre les comptes parisiens du président du Conseil constitutionnel et les comptes suisses de son ancienne protégée. L'incroyable série de dépôts d'espèces effectués par M. Dumas, notamment alors qu'il était ministre, a pourtant suscité le malaise.

Le total de ces versements d'argent liquide, sur ses comptes personnels et ceux de plusieurs de ses proches, avoisine 10 millions de francs, et les justifications qu'il a fournies n'ont pas réussi à dissiper les soupçons : qu'il s'agisse de ventes d'œuvres d'art et de lingots d'or ou du prêt consenti par son ami d'enfance, l'ex-banquier genevois Jean-Pierre François, elles ne s'appuient sur aucun document probant, ni aucune déclaration légale, au point que M. Dumas a dû reconnaître, devant les juges, avoir dissimulé au fisc une partie de ses avoirs. Au milieu d'une longue suite de dénégations, ce fut la son unique aveu.

Hervé Gattégno



EVA JOLY
Juge
d'instruction



LAURENCE VICHNIEVSKY
Juge
d'instruction



ROLAND DUMAS
Ancien ministre
des affaires
étrangères



CHRISTINE DEVIERS-JONCOEUR
Ancienne
chargée de mission
d'Elf Aquitaine



ALFRED SIRVEN
Ancien directeur
chargé des
affaires générales
d'Elf Aquitaine



LOÏC LE FLOCH-PRIGENT
PDG d'Elf
Aquitaine
de 1989
à 1993

■ En quelques années, cette magistrate de cinquante-cinq ans est devenue l'une des juges d'instruction les plus célèbres de la galerie financière du palais de justice de Paris. Arrivée en France à l'âge de dix-huit ans, cette femme née à Oslo intègre la magistrature en 1981 après avoir été conseillère juridique à l'hôpital psychiatrique d'Etampes. En 1989, elle est détachée au comité interministériel pour les restructurations industrielles, où elle partageait sa connaissance des mécanismes financiers avant de revenir en juridiction en 1993. Elle a mis en examen dans son cabinet quelques-uns des plus grands patrons français. Elle est chargée également de l'enquête sur une filiale du Crédit lyonnais, International Bankers, et sur la déconfiture de la station de sports d'hiver Isola 2000.

■ Entrée dans la magistrature en 1979, cette magistrate de quarante-trois ans a été juge d'instruction à Colombes puis juge à Nanterre, avant de rejoindre le ministère de la justice en 1982. Chargée de mission au cabinet du garde des sceaux, Pierre Arpaillange, en 1990, elle est devenue premier juge d'instruction à Paris en 1993. Outre l'affaire Dumas, qu'elle instruit aux côtés d'Eva Joly, Laurence Vichnievsky est chargée de l'enquête sur les bureaux d'études proches du Parti communiste, dans lequel elle a mis en examen Georges Marchais et Robert Hue. Dans cette affaire, elle a demandé en vain la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien ministre du budget et sénateur Michel Charasse, à qui elle a infligé une amende de 10 000 francs pour refus de témoigner, avant que sa décision soit annulée par la cour d'appel.

■ Ministre des affaires étrangères de 1984 à 1986 et de 1988 à 1993, Roland Dumas a été pendant quarante ans l'ami et le confident de François Mitterrand, qui l'a nommé à la tête du Conseil constitutionnel le 22 février 1995. Né à Limoges en 1922, étudiant en droit, résistant, il hésite à la Libération entre l'opéra, le journalisme et le barreau qu'il finit par choisir. Avocat en 1950, il acquiesce ses premières lettres de noblesse sous de Gaulle, dans l'affaire Ben Barka. Défenseur du *Canard enchaîné* dans l'affaire des micros, il a aussi été le liquidateur des successions de Picasso et de Giacometti et le conseiller de grandes entreprises. Mis en examen le 29 avril pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux » au préjudice d'Elf Aquitaine, M. Dumas affirme avoir « la conscience parfaitement tranquille ».

■ Ancienne « chargée de mission » d'Elf-Aquitaine, dont elle fut salariée de 1989 à 1993, et alors compagne du ministre des affaires étrangères Roland Dumas, M^{me} Deviers-Joncœur est soupçonnée d'avoir indûment perçu quelque 66 millions de francs qui ont été soustraits à la compagnie pétrolière. Placée en détention provisoire de novembre 1997 à avril 1998, elle a publié en novembre un livre de souvenirs, *La Putain de la République*. Evoquant sa « relation amoureuse » avec Roland Dumas alors qu'Elf la salariait pour opérer un travail de « lobbying » auprès du ministre, elle écrit que « je vivais une relation forte avec un homme sur le plan émotionnel, tout en sachant que cette relation sert des intérêts économiques, n'est pas facile à gérer ». Elle était, selon elle, la « carte quai d'Orsay » d'Alfred Sirven.

■ Homme de confiance de Loïc Le Floch-Prigent, M. Sirven est devenu en 1989 le directeur chargé des « affaires générales » d'Elf-Aquitaine. Engagé dans la Résistance, puis dans les Forces terrestres de l'ONU en Corée, il s'était rapproché de M. Le Floch-Prigent quand celui-ci dirigeait Rhône-Poulenc. Dans ce groupe, où il avait obtenu rang de directeur, M. Sirven s'était lié d'amitié avec Claude Joncœur, alors épouse de Christine Deviers-Joncœur. Sur nommé « Méphisto » par M^{me} Deviers-Joncœur, il semble avoir été l'homme-clé des montages financiers occultes d'Elf Aquitaine. Les juges suisses le soupçonnent d'avoir détourné 1,5 milliard de francs. M. Sirven, qui est sous le coup d'un mandat d'arrêt international, est en fuite.

■ Diplômé de l'Institut polytechnique de Grenoble, Loïc Le Floch-Prigent a commencé sa carrière, en 1969, comme fonctionnaire à la direction générale de la recherche scientifique et technique. En 1981, il devient le directeur de cabinet du ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, avant d'être nommé à la tête de Rhône-Poulenc l'année suivante. Il quitte ce poste au moment de l'alternance de 1986. En 1989, il devient PDG d'Elf mais il est contraint au départ en août 1993, après l'arrivée de M. Balladur à Matignon. Président de Gaz de France, puis de la SNCF, il a été mis en examen le 4 juillet 1996, dans l'affaire Elf à la suite du renouveau du groupe Bidemman, puis le 9 mars 1998, pour l'embauche de Christine Deviers-Joncœur. Il a passé cinq mois et demi en détention provisoire.

Un an d'investigations et de débats sur le maintien de M. Dumas à la tête du Conseil constitutionnel

1997

● 4 novembre. Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire contre X... pour « abus de biens sociaux, recel et complicité » qui est confiée aux juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Une lettre anonyme adressée aux juges dénonçait les avantages consentis par Elf à Christine Deviers-Joncœur, une proche de Roland Dumas.

● 7 novembre. M^{me} Deviers-Joncœur est mise en examen pour « recel d'abus de biens sociaux » et incarcérée. Elle est soupçonnée d'avoir bénéficié d'un emploi de complaisance au sein du groupe Elf Aquitaine. Les enquêteurs s'interrogent également sur les conditions d'acquisition de l'appartement qu'elle occupe, rue de Lille,

acheté 17 millions de francs en 1992.

● 28 novembre. L'intermédiaire Gilbert Miara, mis en examen pour « recel d'abus de biens sociaux », affirme qu'au début de l'année 1992, quelques mois après la signature du marché des frégates de Thomson à Taiwan, M^{me} Deviers-Joncœur a perçu 45 millions de francs, versés par Alfred Sirven, ancien responsable d'Elf. Selon M. Miara, une partie de cette somme a permis d'acheter l'appartement de la rue de Lille.

1998

● 27 janvier. Des perquisitions sont effectuées au domicile et au cabinet d'avocat de Roland Dumas, ainsi que dans sa résidence de Gironde et dans les appartements

privés dont il dispose au Conseil constitutionnel.

● 6 mars. Recu à l'Élysée par Jacques Chirac, M. Dumas indique que le président de la République a insisté sur la « présomption d'innocence », ce que confirme l'Élysée.

● 9 avril. Christine Deviers-Joncœur est remise en liberté, sous contrôle judiciaire.

● 29 avril. Roland Dumas est mis en examen pour « recel et complicité d'abus de biens sociaux ». Il est placé sous contrôle judiciaire et doit verser une caution de 5 millions de francs. Le premier ministre, Lionel Jospin, déclare qu'il ne s'exprimera pas sur la conduite que doit adopter le président du Conseil constitutionnel. Il demande à ses ministres de ne pas participer au débat politique qui se noue autour du sujet.

● 5 juillet. Le président de la République s'exprime publiquement sur l'affaire visant le président du Conseil constitutionnel. « Pour Roland Dumas, il y a ce qui relève de la justice. Je n'ai pas de jugement à porter. Il y a ce qui relève de sa conscience, je n'ai pas non plus de jugement à porter. Il y a ce qui relève de ma responsabilité, c'est-à-dire le bon fonctionnement d'une institution essentielle de la République. Pour le moment, ce bon fonctionnement n'est pas en cause ».

● 18 septembre. Le parquet de Paris transmet à la direction générale des impôts les éléments relatifs à la situation fiscale de Roland Dumas. Plusieurs transactions n'ont pas été déclarées. Une vérification sur ses ressources et son patrimoine est engagée.

● 3 novembre. La *Putain de la République*, livre de Christine Deviers-Joncœur, paraît sans apporter d'élément nouveau à l'enquête judiciaire. M. Dumas met en doute la véracité du récit. Ses avocats dénoncent « une campagne de haine » qui serait menée par *Le Monde*.

● 8 novembre. Valéry Giscard d'Estaing estime qu'il est « de la responsabilité du président de la République de donner l'indication » sur le maintien de M. Dumas à la tête du Conseil constitutionnel. Alain Peyrefitte, ancien ministre et sénateur (RPR), écrit pour sa part qu'il revient aux membres du Conseil constitutionnel de « sauver l'honneur de la République » en « rendant à cette institution suprême sa dignité perdue ».

● 10 novembre. M. Dumas rend publique sa décision de ne pas démissionner du Conseil constitutionnel, après l'avoir annoncée aux huit membres de cette institution. Evoquant « une campagne de dénigrement », il affirme avoir la « conscience en paix ».

● 12 novembre. Le député (PS) de Saône-et-Loire, Armand Montebourg, demande la démission de M. Dumas. Une douzaine de parlementaires socialistes appuient aussitôt sa position.

● 29 novembre. Le président du RPR, Philippe Seguin, estime « inutile » le débat sur la démission de Roland Dumas. « C'est un problème entre M. Dumas et sa conscience », dit-il.

● 10 décembre. Huitième et dernière audition par les juges de M. Dumas.

matoli Rybako

CARTE DU MONDE
01-42-17-31-30
01-42-17-30-80
01-42-17-32-42
01-42-17-29-06

DISPARITIONS

Anatoli Rybakov

L'auteur des « Enfants de l'Arbat »

L'ÉCRIVAIN russe Anatoli Rybakov est mort à New York mercredi 23 décembre à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Il avait connu une notoriété tardive, propulsé du stilet anonyme à une renommée mondiale par la publication, en 1987, de son roman, longtemps interdit, *Les Enfants de l'Arbat* (Albin Michel, 1988), très vite présentée comme un symbole de la politique de « transparence » affichée par le gouvernement soviétique de l'époque Gorbatchev. La parution de son roman, magistral règlement de comptes avec Staline – le plus obstiné des fantômes de l'URSS – fondé sur l'expérience personnelle de l'auteur, avait fait l'effet d'une bombe, ce que Rybakov commentait alors avec humour : « L'URSS est divisée en deux moitiés : ceux qui ont lu et ceux qui s'apprennent à le lire ». De fait, en moins d'un an, on évaluait la diffusion de ce terrible réquisitoire à plus de 3,5 millions d'exemplaires dans la seule langue russe. Tandis que, dans le pays, les premiers volumes s'échangeaient au marché noir au décuple du prix officiel. Les contrats de traduction en Occident se comptèrent par dizaine et le *Time* consacra sa « une » au phénomène plus qu'à l'œuvre critique de la répression stalinienne.

Né à Tchernigov, en Ukraine, le 8 janvier 1911, Anatoli Rybakov s'installe à Moscou, où il entreprend des études à l'Institut des transports. Au cœur du quartier de l'Arbat, cher aux Moscovites pour son éclat bigarré et vivant, à quelques centaines de mètres du Kremlin – c'est celui de Pouchkine – qui ne sera éventré que dans les années 50 par les perspectives de la banalité d'un État. Victime de la monotonie d'une suspicion aveugle, le jeune ingénieur est arrêté en 1933 et relégué en Sibérie pour trois ans. De retour de son

internement, Rybakov est interdit de séjour dans de nombreuses villes. Aussi s'essaye-t-il aux emplois qui résistent encore à la nécessité de l'enregistrement et à la dictature des formulaires. De 1936 à 1940, il est donc tour à tour chauffeur de poids lourds, dockeur ou maître de danse, enseignant la rumba, le tango, la valse ou le fox-trot. En 1940, sa situation s'améliore : il peut travailler à Riazan, à deux cents kilomètres de Moscou. Puis vient la guerre. A son retour, la rue de l'Arbat n'est plus. C'est alors qu'il prend la décision d'écrire. Il veut faire le livre – « le moyen d'information le plus important puisque la presse mentait » – sur sa génération.

Ainsi commence la lente gestation de *Sacha Pankratov*, « héros » des *Enfants de l'Arbat*. Mais, soucieux de « réussir », Rybakov avance prudemment : outre un roman d'un réalisme brut, *Les Chauffeurs*, qui lui vaut même le prix Staline en 1951, il boucle une première trilogie, *La Daguerre*, *L'Oiseau de bronze* et *Le Coup de feu*, retour sur une génération grandie dans la tourmente révolutionnaire. Le cycle ouvert par *Les Enfants de l'Arbat* y fait assez naturellement suite, évoquant la montée de la terreur dans les années 30, faillite morale, déshumanisation et prime à la délation assurant implacablement le triomphe de la peur – ce sera le titre du deuxième volet, paru en 1990 (Albin Michel, 1992), suivi de *Cendres et poussières* (Albin Michel, 1996). Annoncé dans la revue littéraire *Novy Mir* à trois reprises dès 1966, le texte ne sera pas publié et chaque nouveau délai épaissit la part faite à Staline, l'« interdit absolu ». Onze ans plus tard, nouvelle fausse alerte dans *Octobre*.

Finalement, c'est l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev qui dénoue la situation : publiée

au printemps 1987, en revue, puis en volume, cette préhistoire de la terreur stalinienne, qui est aussi un « démontage raisonné d'un tyran prisonnier de sa tyrannie » aux yeux d'un de ses traducteurs français, Jean Cathala, éclipsa les autres œuvres de Rybakov – dont *Sable lourd*, roman sur la résistance des Juifs soviétiques face aux nazis (Payot, 1988).

La reconstitution psychologique du personnage de Staline permet de proposer une vision de Staline sur lui-même, son pays et l'histoire proprement stupéfiante. Sans doute est-ce l'irruption de ce monologue intérieur dans la trame narrative qui constitue le morceau de bravoure de cette fresque hallucinée qu'on ne peut blâmer cependant au côté de *Guerre et Paix* de Tolstoï.

« Ma vie ne coïncide pas avec l'importance qu'on lui donne », confie-t-il, dépassé par la visibilité inouïe de la démythification qu'il a implacablement menée. Comme un apprenti-exorciste passé maître dans l'art de conjurer les spectres funestes du communisme.

Philippe-Jean Catinchi

Jean Malaquais

Révolutionnaire d'instinct

L'ÉCRIVAIN Jean Malaquais, prix Renaudot 1939 pour *Les Javanais*, est mort mardi 22 décembre à Genève à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Né Wladimir Malacki à Varsovie en 1908, ce Juif polonais d'une famille « totalement agnostique » se sent très tôt « un vagabond du côté des dépossédés ». Longtemps apatride, il arrive en France en 1926. Il est manœuvre sur des chantiers en Auvergne, mineur en Provence, marin de commerce, puis débardeur aux Halles de Paris. Il fréquente alors frénétiquement la bibliothèque Sainte-Genève, pour apprendre le français. Il rencontre André Gide qui l'encourage à écrire, publie des poèmes, se lie avec Pierre Herbart, Victor Serge et Henri Thomas. A la suite de son premier roman, *Les Javanais* (réédité chez Phébus, 1995), un hymne aux patrias nourri de son expérience de mineur de fond, la critique le compare à Céline. André Gide rend hommage à sa « grandeur épique, à la fois bouffonne et tragique » et Léon Trotski l'honore d'un article élogieux. Le prix Renaudot récompense ce cri de soli-

darité envers les sans-papiers, allégre et insoumis, que son auteur, décidément indomptable, a failli signer « Malaquais ». C'est finalement « Malaquais » qu'il choisit comme nom de plume, du nom d'un quai de la Seine où se réunissaient jadis les exclus de la Cour des miracles.

Entré du côté de la ligne Maginot, Jean Malaquais écrit au vitriol un *Journal de guerre*, puis un *Journal d'un métèque* (Phébus, 1997), dans lesquels il apostrophe la France « putainiste », sa terre d'asile coupable de défranchiser les naturalisés de fraîche date et d'attiser le racisme (« Adieu Marianne, mon amour, ma catin »). Il brosse la fresque d'une débâcle militaire, dénonce l'aveuglement des chefs, épingle les petites lâchetés et les gestes héroïques, élargit de fraternité ou simples dérogations au funeste « chacun pour soi ». Ce révolutionnaire d'instinct, qui avait le regret « de n'avoir pas participé à la Révolution russe, ou, encore mieux, à la Révolution française », n'épargne pas l'URSS de Staline : « Je n'ai jamais appris à vivre au rythme du troupeau ». On trouve aussi dans ces écrits de la

« drôle de guerre », journal d'une débâcle et de ses exils, des notations sur Jules Renard, Breton, Ernst, Bert et « les assoiffés du coup de pied au cul ». Ainsi que le récit de son évasion d'une colonne de prisonniers en route pour l'Allemagne, de ses parades de cache-cache avec la Gestapo et la police de Vichy, et de l'accueil de Glono, qui l'héberge plusieurs mois chez lui. Le *Journal de guerre*, pamphlet anti-collabo, ne trouvera d'éditeur, en 1943, qu'à New York.

C'est grâce à Gide qu'il s'embarque à Cadix pour l'Amérique, en direction du Venezuela puis des États-Unis. Professeur de littérature française, il s'y liera d'amitié avec Norman Mailer, dont il devient le traducteur pour *Les Nuits et les Morts*. De retour en France, il apprend le danois pour étudier Kierkegaard (il signe un *Sören Kierkegaard : Foi et paradoxe*, « 10-18 », 1971), publie quelques romans (*Planète sans visa*, Le Pré aux clercs, 1947 ; *Le Gaffeur*, Buchet-Chastel, 1953). Toujours sur le thème de « la quête de l'homme contemporain pour son identité ».

Jean-Luc Douin

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 23 décembre a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre**. – Sont promus : général de division, les généraux de brigade François Gaubert, Jean-Paul Raffenne, Jean-Louis Vincent, Jean-Pierre Morane et Bernard Drugeot ; général de brigade, les colonels Jean-Louis Hasselmann, Henry-Jean Fournier, André Bascouzarab, Yves Durain et Roland Waymel.

● **Marine**. – Sont promus vice-amiral, les contre-amiraux Christian Martin et Michel Ohagay.

● **Air**. – Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Bernard Choplin ; général de brigade aérienne, les colonels Jean-Pierre Haigneré, Bernard Rémy et Jean-Serge Schneider ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel Joseph Pencalet.

Sont nommés : directeur du centre d'enseignement supérieur aérien, le général de brigade aérienne Roland Le Bourdonnet ; chef de la division « relations extérieures » de l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Patrick Felten.

● **Service de santé**. – Sont promus : médecin-général inspecteur, le médecin-général Jacques Landres ; médecin-général, le médecin chef Gérard Pagliano.

Est nommé directeur du service de santé en région militaire de défense Méditerranée et en circonscription militaire de défense de Lyon, le médecin-général Alain Lambertson.

● **Armement**. – Sont promus : ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Di-

dier Mortreux, Dominique Haberer, Nicolas Le Sellier de Chézelles, Jean-Louis Fréson et Daniel Thuillier.

Sont nommés : chef du service technique des technologies communes de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de première classe Denis Plane ; chargé de mission auprès du chef du service de la qualité de la direction des programmes, des méthodes d'acquisition et de la qualité, l'ingénieur général de première classe François Flori ; chargé de la sous-direction technique de la direction du renseignement militaire, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Bongrand ; chargé de la sous-direction de l'administration, des moyens et des affaires générales de la direction de la gestion et de l'organisation, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Poupart.

CULTURE

Stéphane Martin, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé en conseil des ministres, mercredi 23 décembre, président de l'établissement public du Musée des arts et des civilisations (MAC), quai Branly, à Paris, dont l'ouverture est prévue pour 2004 (*Le Monde* du 25 décembre).

[Né le 30 mai 1936 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Stéphane Martin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'École nationale d'administration (1960-1962). A sa sortie de l'ENA, il a intégré la Cour des comptes. Stéphane Martin a notamment été délégué général du Centre Pompidou (1989-1990), directeur adjoint de la musique à Radio-France (1990-1993), directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture (1993-1995), directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture (1995-1997).]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Karine ARGUEL et Boris KUPERMAN ont la joie de souhaiter à

Dimitri

bienvenue au Monde !

Lundi 24 décembre 1998, à Nantes.

– Le 14 décembre 1998,

Elise, Agathe, Mirabelle

à ouvrir les yeux pour la plus grande joie de ses parents Anne-Élaine SALINGER et Christophe SAINT-UPERY, de ses grands-parents François et René SALINGER, Jeanne et Martial SAINT-UPERY, et de son arrière-grand-père, Joseph HALLAIS.

53, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris.
33, avenue Montsouris, 75014 Paris.

Fiançailles

– Aujourd'hui, le 27 décembre 1998, tout le monde sait que

Karen BOTBOL et Yael COHEN-SALMON

relient le défi de se fiancer.

Cathy, Nelly, Valérie, Caro, Julien, Lolo, Léo, Mami et Vincent, sont fiers de participer à cette aventure.

Décès

– M^{me} Philippe Dal Farra, M. Thierry Dal Farra, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe DAL FARRA

survenu à Nice, le 23 décembre 1998, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 26 décembre à 9 heures en l'église Notre-Dame du Port à Nice.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

– Chalon-sur-Saône.

M^{me} Madeleine Gavand, son épouse, Alain Gavand et Marianne, Christine Gavand-Tupinier, Bruno et Aude Tupinier, Philippe, Aline et Jérémie Gavand, ses enfants et petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Georges GAVAND,

survenu le 23 décembre 1998, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 décembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Lumière à Chalon-sur-Saône, où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire part et de remerciements.

– Jean-Paul et Alain Kienlen, ses fils, Jean-François, Florence, Natacha et Manuel Kienlen, ses petits-enfants, Daniel-Jacques Laroche, son frère, ont la douleur de faire part du décès de

Rachel LAROCHE-KIENLEN,

survenue le 18 décembre 1998, à Fours (Charente-Maritime), dans sa quarante-septième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 22 décembre. Conformément à ses vœux, ses cendres ont été dispersées en mer au large de Fours.

16, rue Aristide-Brizard, 17450 Fours.

– M^{me} Mireille Néraudau, son épouse, Jérôme Néraudau et Sophie Duchesne, Bertrand Néraudau et Christelle Evetinger, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre NÉRAUDAU, professeur des Universités,

survenu le 20 décembre 1998, dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 12, rue des Blancs-Manteaux, à Paris-6^e, où l'on se réunira.

23, rue Louis-Braille, 75012 Paris.

(Le Monde du 25 décembre.)

– M^{me} Jeannette Simon, son épouse, Marie-Eve Simon, Brigitte Simon-Fillard, Thérèse Simon-Monnet, Bruno Simon, Alain Simon, ses enfants, Ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Edouard SIMON, administrateur civil.

Ses obsèques ont été célébrées le 22 décembre 1998, en l'église de La Tour (Lot) dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Laurie, 46140 Lunzac.

– Janine Wahl, née Brunschwig, sa femme, Françoise et Michel Dobry, Gilberte et Michel Pinault, Brigitte et Pierre-Jean Lanery, ses enfants, Raphaëlle, Anne-Lise, Aïssa, Jonathan, Sabine et Victor, ses petits-enfants, Colette Wahl et Elizabeth Wahl, sa belle-sœur et sa nièce, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel WAHL,

survenu le 20 décembre dans sa quarante-troisième année.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Fabre-d'Églantine, 75012 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a cinq ans, nous quitte

Jeanne CAPDEROU-DEMIGNY.

Ayons une pensée pour elle !

– Le 26 décembre 1994,

Josyane DRAI

quittait les siens.

Toutes nos pensées vont vers elle.

– Le 26 décembre 1991,

Aby WIEVIORKA

nous quitte.

Sa famille, ses amis pensent à lui.

Remerciements

– M^{me} Elisabeth Boissard, née Marquiset, et sa famille remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de M. Hubert Boissard (25-12-1918/28-11-1998).

Communications diverses

– Après la tempête qui, dans la nuit du 19 au 20 décembre, a gravement endommagé la flouille de pêche de LOCTUDY (Finistère) privant de nombreux marins de leur outil de travail, un comité a été ouvert pour recueillir les dons. On peut les adresser au

Comité local des pêches
B.P. 71, 29730 LE GUILVINEC
avec la mention « Opération Solidarité LOCTUDY ».

Soutenances de thèse

– Le 10 décembre 1998, Roger Grossi, président de la Société d'histoire du protestantisme de Nîmes, et du Gard, a soutenu sa thèse de doctorat en histoire à l'université Paul-Valéry Montpellier-III sur « Samuel Vincent, 1787-1837 ». Le jury, composé de MM. A. Couvreur (PT), président, R. Huard (Montpellier-II), rapporteur, G. Cholvy (Montpellier-III), directeur de thèse, a décerné la mention très honorable, à l'unanimité du jury.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360^F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/98

* Pour tout abonnement d'une durée de 1 an

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1086 F ☐ 1 AN - 1980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MQ 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

BELGIQUE PAYS-BAS LUXEMBOURG SUISSE

Autres pays de l'Union européenne

1 AN 2190 F 2960 F

3 mois 598 F 790 F

* Le Monde (ISSN 0000-0000) est publié par S. 800 pour par « Le Monde », 21, rue de la Harpe-Bernard 75002 Paris Cedex 04, France. Directeur général : J. L. L. et administrateur délégué : J. L. L. Les abonnements sont acceptés par mandat postal (Mandats) et par chèque (Chèques) à l'ordre du Monde. Les abonnements sont acceptés par mandat postal (Mandats) et par chèque (Chèques) à l'ordre du Monde. Les abonnements sont acceptés par mandat postal (Mandats) et par chèque (Chèques) à l'ordre du Monde.

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre

abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex

HORIZONS

REPORTAGE

Hiver austral en terres françaises

Après l'échec des rares tentatives de colonisation, quelques scientifiques, militaires et contractuels vivent dans les archipels de Crozet, des Kerguelen, d'Amsterdam. Avec ses quatre ou cinq rotations annuelles, seul le « Marion-Dufresne » rompt leur isolement

LAC Perdu, mont Brouillard, baie du Tonnerre, anse des Glaçons, îles Nuageuses, bassin du Cratère, plateau des Tourbières, versant des Taureaux-Sauvages... Ces toponymes inquiétants reflètent l'univers de désolation qui attend le visiteur des terres australes françaises. Ce dernier ne pourra pas prétendre ne pas avoir été prévenu.

A mi-distance entre l'Afrique du Sud et l'Australie, séparés de la Réunion par 3 000 kilomètres, les trois districts de Crozet, Amsterdam et Kerguelen, éloignés les uns des autres de 1 500 kilomètres, sont constitués de trois groupes d'îles. Amsterdam, la plus au nord, est à 38° de latitude sud, Crozet et Kerguelen se situent entre « quarantièmes rugissants » et « cinquantèmes hurlants ».

Ces trois districts constituent avec la terre Adèle le territoire d'outre-mer des terres Australes et Antarctiques françaises (TAAF), dirigé de Paris par un administrateur supérieur, Brigitte Girardin. Des lieux où tout est importé, sans population permanente. Répartis sur quatre bases, trois aux terres Australes, une en terre Adèle, cohabitent, le temps de contrats de quelques mois à un an et demi, scientifiques, militaires recrutés pour leurs compétences, volontaires à l'aide technique (VAT), qui accomplissent leur service militaire, et contractuels allant du menuisier au chef de district, en passant par le boulanger.

Seule la voie maritime permet de s'y rendre car il n'existe pas de piste d'atterrissage. Le *Marion-Dufresne* assure la relève des hivernants, livre matériel, produits frais, courrier et carburant nécessaire au fonctionnement des centrales électriques, au rythme de quatre ou cinq rotations annuelles qui peuvent durer de trois à cinq semaines.

Affecté par les TAAF pour la logistique et par l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires (IFRTP) pour l'océanographie, les deux entités qui, là-bas, se partagent le pouvoir, le *Marion-Dufresne*, navire polyvalent, est à la fois cargo, pétrolier, porte-hélicoptères, navire océanographique et paquebot. Il peut transporter jusqu'à cent dix passagers (une agence de voyages, Mer et Voyages, 3, rue Tronchet, 75008 Paris, tél. : 01-40-07-12-72, assure la commercialisation de ces croisières). La quatrième rotation de l'année, l'OP 98/4, est une « petite » rotation : le *Marion-Dufresne* appareille de la Réunion le 18 août avec un retour programmé pour le 8 septembre.

A bord, les scientifiques de la mission OISO procèdent à des prélèvements d'eau de mer jusqu'à 4 000 mètres de profondeur pour « comprendre comment les échanges de gaz carbonique entre l'océan et l'atmosphère varient et estimer l'évolution de ces échanges en réponse à des changements climatiques ».

Serge Marko, peintre de la marine, qui compte déjà une quinzaine de timbres à son actif, doit réaliser le premier carnet de timbres du territoire (philatéliquement autonome depuis 1955). Les achats de timbres des collectionneurs rapportent aux TAAF de 8 à 10 millions de francs par an, près de 10 % de ses revenus propres, précise Jean-Marie Jaguenaud, chef des services transmissions et postaux des TAAF.

En outre, l'évêque aux armées, M^{re} Dubost, a chargé Pierre Julien, de l'aumônerie catholique des armées, de le remplacer. Un aumônier militaire se rend une fois par an aux terres Australes afin d'accomplir sa mission pastorale. Le Père Julien baptisera Notre-Dame de l'Océan, petite chapelle nouvellement construite à Amsterdam, où il célébrera la première messe.

Après cinq jours de mer, le *Marion-Dufresne* arrive en vue de l'île de la Possession, à Crozet, où la base Alfred-Faure, construite en 1963, accueille dix-sept hivernants. Le dernier passage d'un bateau remonte au mois d'avril. Les fruits manquent, le régime pommes-oranges lisse les plus en-



durcis. Conformément au rituel, la première rotation de l'hélicoptère permet de débarquer le courrier.

Comme l'explique Marc-Antoine Colomb de Daunant, le chef de district de Crozet partant, les hivernants sont partagés entre le plaisir de rencontrer de nouveaux visages et la frustration de voir leur aventure interrompue et démythifiée par une rotation bien huilée. Tous s'imaginent à un moment, explique-t-il, les VAT plus que les autres, comme des explorateurs auxquels il ne manquerait que les traîneaux à chiens. Raymond Rallier du Baty, dans *Aventures aux Kerguelen*, raconte les péripéties d'un voyage accompli en 1907-1909 et multiplie les allusions à Robinson Crusoe. Impression révolue, rétorque Gracie Delépine, infatigable historienne des TAAF, dans *Les îles Australes françaises* : « Ces groupements humains ne vivent pas en Robinson Crusoe. Ils apportent avec eux sur les îles (...) tous les bénéfices de la vie industrielle. »

L'archipel de Crozet compte 25 millions d'oiseaux répartis en trente-six espèces, dont une quinzaine de pétrels et six d'albatros, la plus forte diversité au monde pour une surface aussi réduite, près de 325 kilomètres carrés. A la manchotière, les manchots royaux surveillent les « crèches » où se

concentrent par centaines des jeunes au duvet brun, à peine touchés par le vol de pétrels en quête de viande fraîche, de jeunes éléphants de mer, quelques albatros de mars qui devront attendre encore quelques mois pour prendre leur envol.

Le *Marion-Dufresne* reprend son périple et, deux jours plus tard, touche Port-aux-Français (PAF), au fond du golfe... du Morbihan, aux îles Kerguelen.

PAS la peine d'y chercher la trace du Cormoran vert, l'accueillante auberge que l'imaginaire de Jules Verne, dans *Le Sphinx des glaces*, situe plus au nord, à Christmas Harbour ! La base, créée en 1950, concentre toute la population de l'archipel, d'une surface équivalente à celle de la Corse, soit cinquante-neuf personnes. PAF a des allures de petite ville, avec ses plaques de nom de rues, sa circulation, ses panneaux de limitation de vitesse... mais sans radio ni télévision.

En une demi-heure, le beau temps peut laisser la place à la tempête. Les vents soufflent en moyenne à 70 kilomètres/heure. Pluie et neige tombent à l'horizontale. Ici, les mouches ont muté, perdant leurs ailes, devenues inutilisables. Comme à Crozet, pas

d'arbres. L'eau est à un peu plus de 1°C. Température et vent forment un cocktail dont il faut se méfier, comme l'indique un tableau affiché à bord : une température de 0°C accompagnée par un vent de 25 km/h équivaut à une température de -11°C ; -10°C par 96 km/h vaut -39°C. Et pourtant les tentatives de colonisation n'ont pas manqué, comme en témoignent les deux sites historiques de Port-Couvreux et Port-Jeanne-d'Arc (PJDA, prononcer « péjida »), où la présence de Serge Marko justifie une visite en hélicoptère Lama.

Port-Couvreux évoque certaines images d'Irlande ou d'Ecosse. Une croix se détache sur le ciel et surplombe une ferme en ruine, aux faux airs de cottage, adossée à la pente, face à la mer. Que pouvaient espérer les fermiers guettés par le scorbut, réembarqués en mars 1931, trois ans après leur installation, abandonnant leur maigre troupeau de moutons ?

Il faut repartir, un grain menacé.

Direction PJDA, en franchissant lacs et fjords qui découpent côte et plateaux enneigés, secoués par un vent qui fait vibrer l'appareil. La lumière allège l'atmosphère de ville fantôme du Far West de la station baleinière construite par les Norvégiens, abandonnée depuis une soixantaine d'années. Ce ne sont que barils rouillés destinés

à recueillir l'huile des baleines pêchées au large, rails tordus, ateliers écroulés. Malgré cela, PJDA ne semble pas si éloignée de la description qu'en fait Raymond Rallier du Baty, témoin de sa naissance.

Les TAAF génèrent un vocabulaire et un lot d'abréviations rapidement assimilés par les hivernants, envoyés en mission pour plusieurs mois, durant l'hiver austral, à ne pas confondre avec les « CE » (campagne d'été). Ainsi en est-il des chefs de district (« disker » - le fameux « disquaire » qui intrigue tant Jean-Paul Kauffmann dans *L'Arche des Kerguelen* -, « dis-cro » et « disams »). Un « bon-bon » est un jeune éléphant de mer ; le « copec » désigne le contrôleur des pêches ; « manip » évoque une expérimentation scientifique, qu'elle s'accompagne ou non d'une expédition ; l'« OPEA » désigne le chef des opérations logistiques - de l'« OP » - à bord du « MD II » (le *Marion-Dufresne-II*). Dernier appareil : les « poups », à Amsterdam, signalent les jeunes otaries.

Le bateau appareille le 28 août pour l'île Saint-Paul, volcan éteint de 7 kilomètres carrés en partie immergé, touchée le 31.

Les Oubliés de l'île Saint-Paul, de Daniel Floch, décrit l'incroyable calvaire de sept marins bretons, six hommes, une femme enceinte, abandonnés le 3 mars 1930 pendant neuf mois à Saint-Paul par leur employeur, La Langoustine française, spécialisée dans la pêche et la conserve de langoustes,

troupeau. Il faut rappeler que tous les mammifères terrestres du territoire - rennes, moutons, poupons, chats, bovins, rats, souris, lapins - ont été introduits par l'homme. L'autre ressource alimentaire de l'île reste la langouste, dont les hivernants de Kerguelen, qui fournissent pour leur part à la collectivité australe rennes et moutons, et de Crozet se montrent friands.

Qu'est-ce qui pousse ces hommes et ces femmes - pour le moment peu nombreuses - à s'exiler ? Michel Béal, ingénieur agronome, travaille aux Eaux et Forêts et abandonne jusqu'au printemps ses forêts de l'Essonne pour devenir « disker ». Il parle d'une expérience de couple intéressante.

OUTRE les motivations financières et le plaisir de découvrir des nouveaux horizons, Jean-Marc Etcheverry, le gérant postal d'Amsterdam, sous-officier de l'armée de l'air, avoue que l'absence de tout souci matériel n'est pas étrangère à sa présence en ces lieux : « J'ai l'impression que c'est une fuite quelque part. » A Amsterdam, aucun des petits tracas de la vie quotidienne... même si les conditions de vie pas toujours faciles n'éliminent pas les problèmes relationnels rencontrés en métropole, « alors qu'on est censé se serrer les coudes ». Xavier Castagnagne, le « GP » de PAF, constate le bienfait qu'une séparation de plusieurs mois apporte à sa vie de couple : « Cela permet de s'écrire. Nous avons eu notre anniversaire de mariage en juillet ; je lui ai rédigé une lettre, qui va partir là, avec le *Marion-Dufresne*. Elle m'écrit, elle sait qu'il n'y aura plus de bateau, il y a plein d'anniversaires, elle me dit : « à n'ouvrir que tel jour... »

Plutôt que de fuir, Marc-Antoine, l'ancien « disker », un temps plongeur à la Comex, familier comme d'autres ici des plates-

Les hivernants sont partagés entre le plaisir de rencontrer de nouveaux visages et la frustration de voir leur aventure interrompue et démythifiée par une rotation bien huilée

abondantes dans ces eaux. Semaine après semaine, leur effectif a été réduit par le scorbut avant l'arrivée des secours. La tombe de l'un d'eux - Victor Brunou - est toujours visible sur place.

Le rôle des frères Bossière - dont les effigies ornent un timbre -, actionnaires majoritaires de l'entreprise, qui avaient obtenu de l'Etat français, en 1893, la concession du droit d'exploiter les Kerguelen, reste ambigu.

La réhabilitation de Saint-Paul, l'an passé, c'est-à-dire l'éradication systématique des rats qui l'avaient envahi et qui menaçaient l'écosystème ; a épargné les souris ! Ce qui rend les ornithologues heureux. Ils y voient une chance pour les oiseaux nicheurs de ne pas voir dévorés leurs œufs et couvées.

Le soir, l'île volcanique d'Amsterdam est en vue. Les otaries pululent aux abords de la base Martin-de-Vivières, occupée par une vingtaine d'hivernants. Les bâtiments de couleurs pastel donnent une touche méditerranéenne à l'ensemble. Des moustiquaires équipent toutes les fenêtres. Inutiles durant l'hiver austral, elles se révèlent indispensables lorsque l'île est envahie par les mouches, à la belle saison.

Une clôture partage l'île en deux depuis 1987 : les descendants, retournés à l'état semi-sauvage, des vaches et taureaux abandonnés par un fermier qui avait tenté de s'installer à Amsterdam, en 1871, occupent le quart nord de l'île.

Quelques mâles, qui n'ont pas subi de sélection depuis plus d'un siècle, évoquent l'austral des temps jadis. Ces bovins menaçaient l'équilibre écologique d'Amsterdam - et le *Phytolacca nuda*, espèce d'arbre endémique que l'on ne retrouve qu'à Tristan Da Cunha - avant que les scientifiques n'interviennent pour réguler le

formes pétrolières, préfère parler d'inadaptation à la société. L'angoisse du retour, chez certains, est palpable.

A Amsterdam, la pointe d'Entrecasteaux vaut le détour. L'hélicoptère y dépose touristes et techniciens radio, qui y installent une antenne à proximité du « refuge des bœufs jaunes ». Une falaise dégringole à pic du Grand-Balcon, qui culmine au Pignon à 720 mètres. Un replat recouvert de grandes scirpes domine les rochers d'une eau émeraude qui se fracassent une vingtaine de mètres en contrebas. Les albatros à bec jaune, dont Amsterdam concentre l'essentiel de la population mondiale, survolent les gorfous sauteurs qui nichent ; pétrels et skuas guettent les œufs des plus inattentifs.

Vouloir gagner Entrecasteaux à pied relève du raid commando. Après plusieurs heures de marche dans des terrains parfois difficiles, il faut traverser le plateau des Tourbières, se scotcher bottes et cirés, ramper dans la boue - et préserver ainsi les fragiles milieux naturels environnants, qui permettraient pourtant une progression plus aisée -, descendre le Grand-Balcon le long d'une échelle de corde, poursuivre en rappel, traverser une cascade, rester trois ou quatre jours pour accomplir la mission zoologique qui justifie ce gymnase, avant de devoir repartir dans l'autre sens ! Car ici, au quotidien, pas d'hélicoptère, pas de bateau.

Il faut réembarquer. Le Port, à la Réunion, est atteint cinq jours plus tard, après la traditionnelle soirée langoustes sur la plate-forme hélicoptères, à l'arrière du *Marion-Dufresne*.

Pierre Julien
Dessin : Serge Marko,
peintre officiel de la marine

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 26 DÉCEMBRE 1998

MONNAIE UNIQUE A partir du 1^{er} janvier, les particuliers et les entreprises pourront ouvrir un compte en banque en euros et effectuer des transactions dans la future

devise européenne. ● CETTE RÉVOLUTION va amener les clients des banques à comparer les prestations fournies. Celles-ci sont très diverses, d'un pays à l'autre, mais seules les

banques françaises traitent gratuitement les chèques. En contrepartie, elles ne rémunèrent pas les comptes. ● LES BANQUES FRANÇAISES ne sont pas enthousiastes à l'idée de

bouleverser leurs habitudes et attendent, comme les autres entreprises, d'observer les réactions du consommateur. ● LA CONFÉDÉRATION de la consommation, du loge-

ment et du cadre de vie (CLCV) n'est pas hostile à la fin de la spécificité française. Mais elle réclame un quota de chèques gratuits, estimant qu'il s'agit là d'un véritable service public.

L'euro pourrait inciter les banques françaises à faire payer les chèques

Dans les autres pays de l'Euroland, les chèques sont payants mais les comptes sont rémunérés. L'introduction de la monnaie unique va sans doute amener les établissements bancaires français à mettre fin à leur spécificité

FRANCS, lires, marks... disparaîtront le 1^{er} janvier prochain des cotations boursières. Techniquement, toutes affirment être prêtes pour le premier saut dans le marché de l'euro. Mais, pour les banques françaises et leurs clients, la question est ailleurs. L'apparition de l'euro relance le débat sur la tarification des services bancaires, notamment le chèque, et, en parallèle, la rémunération des dépôts. Il s'agit d'une spécificité en Europe, puisque la France est le seul pays où le chèque est gratuit et où les dépôts ne sont pas rémunérés. C'est la règle du « ni-ni » (ni tarification des chèques ni rémunération des comptes bancaires).

Pour régler cette question, une commission a été mise en place, début octobre, par le ministère de l'économie. Elle est présidée par Benoît Jolivet, président du comité des usagers du Conseil national du crédit et du titre. Un premier bilan sera fait à la fin du mois de février. L'idée d'abandonner le « ni-ni » est louable dans son principe, mais complexe à mettre en œuvre. En effet, la réglementation actuelle indique qu'il est interdit de rémunérer les comptes en francs, mais qu'il est possible de le faire pour des comptes en devises et en euros. Dans les faits, ce n'est pas aussi simple. Le débat n'est pas tranché juridiquement : soit l'euro remplace le franc, et la rémunération est possible ; soit l'euro prend la place de l'euro, ce qui ne résout rien. C'est notamment ce sujet qui devra être tranché par la commission de réflexion.

Reste à savoir si une banque, même étrangère, aurait intérêt à jouer les francs-tireurs en proposant des comptes rémunérés en euros. Pour le moment, cela ne semble pas être le cas. Du coup, les banques françaises ne bougent pas. Par exemple, Le Crédit mutuel Centre Est Europe, présent en Alsace, affirme qu'il ne modifiera sa politique que si une banque allemande présente en France propose à ses clients des comptes rémunérés. Les enjeux financiers sont énormes. Si le chèque est gratuit, les banques se rattrapent par ailleurs, laisse entendre le rapport d'Yves Uffmo, ancien secrétaire du Conseil national du crédit, qui a rendu ses travaux, effectués à la demande de Bercy, il y a plus d'un an. La seule « non-rémunération » des dépôts bancaires génère un gain environ 50 milliards. En regard, les services bancaires ne sont pas tarifiés de façon homogène.

Les banques françaises se plaignent souvent de ne pas pouvoir facturer leurs services autant que leurs concurrents étrangers. En fait, elles se situent dans la moyenne des banques en Europe, révèle une étude réalisée par le cabinet de conseil en management Boston Consulting Group (BCG), qui compare la tarification des services bancaires dans cinq pays d'Europe. Cette étude a été réalisée à la demande de quelques banques et de l'Association française des établissements de crédit et entreprises d'investissement (Afece).

MEILLEURE PRESTATION

Mais le BCG souligne que, pour ce prix, les banques françaises offrent une prestation nettement meilleure : le chèque, par exemple, qui ne coûte rien, est d'un usage très commode et pratiquement unique en Europe. Quant au réseau de distributeurs automatiques de billets, il est non seulement l'un des plus denses, mais il peut aussi être utilisé par toutes les cartes bancaires émises en France, quelle que soit la banque émettrice, alors que, dans la plupart des autres pays, l'immatriculation n'est pas la règle.

En fait, depuis une dizaine d'années, les banques, sachant qu'il leur serait très difficile d'obtenir la possibilité de facturer les chèques – le moyen de paiement qui leur coûte le plus cher –, se sont efforcées de faire remonter les commissions dans leur chiffre d'affaires en créant de nouveaux produits et services payants (banque par téléphone, assurances diverses, convention de découvert, crédit à la consommation...). Elles y sont largement parvenues, mais ont toujours un problème : leur tarification est déséquilibrée et n'incite pas leurs clients à utiliser les moyens de paiement aux coûts de gestion les moins élevés.

Les banques doivent donc revoir leurs tarifs de manière à guider les habitudes de leurs clients, qui, s'ils s'adaptent, ne verront pas le prix de leurs besoins bancaires augmenter. Elles pourraient également, par ce biais, rééquilibrer une dure statistique, qui veut que 20 % des clients

générent 80 % de la rentabilité d'une banque, et dégarer des moyens pour fidéliser ces clients précieux, qui seront la première cible des banques étrangères qui s'intéressent au marché français.

Mais les banques françaises ne sont pas pressées de tarifier les chèques et de rémunérer les dépôts. Cela les obligerait à repenser en profondeur l'équilibre actuel et, bien souvent, à repenser les systèmes informatiques. Or ceux-ci sont déjà perturbés par les changements liés à l'euro et à l'an 2000.

Pour les usagers, il n'est pas évident que l'abandon du « ni-ni » soit profitable. Les consommateurs se disent prêts à discuter de l'évolution de cette spécificité française, mais mettent un préalable : le service bancaire universel pour tous, condition à leurs yeux indispensable.

Sophie Fay et Pascale Santi

Des tarifs très variables selon les pays

Les pratiques bancaires dans les différents pays européens montrent une grande disparité, selon le Boston Consulting Group (BCG). En France, le chèque est gratuit. Or, selon l'Association française des banques (AFB), son traitement coûte 4 francs. En revanche, en France, la Carte bleue, au traitement moins coûteux, est lourdement facturée : un retrait dans un distributeur de la banque qui a vendu la carte n'est pas moins cher qu'un retrait dans un distributeur de la concurrence, alors que celui-ci coûte plus de 5 francs à la banque émettrice de la carte. En moyenne, le coût de la tenue d'un compte est de 600 francs pour un établissement français ou belge, de 550 francs pour une banque néerlandaise, de 400 francs pour une banque allemande. Et ce, même si elles doivent commencer à rémunérer les dépôts. Les autres pays européens rémunèrent les comptes jusqu'à 0,5 %, comme en Allemagne, en Belgique ou aux Pays-Bas. En France, selon la Confédération de la consommation du logement et du cadre de vie (CLCV), pour le consommateur, le coût annuel d'un compte varie de 300 francs à 1000 francs.

Jacqueline Wolff, militante de la monnaie unique chez Renault

RARES sont les femmes qui occupent des postes de responsabilité chez Renault. Jacqueline Wolff, 57 ans, est l'une des rares élues. Directrice de la trésorerie et des financements du constructeur automobile, elle finance, qui n'hésite pas à afficher sa féminité en

PORTRAIT

Cette financière du constructeur automobile a défriché le terrain de l'euro pour son entreprise

body noir en dentelle et nombreux bijoux en or, a passé plus de vingt-trois ans au sein de l'entreprise. « Quand je suis arrivée, on m'a dit : tu as le visage tatoué sur la poitrine », se rappelle-t-elle. Aujourd'hui, elle chapeaute 18 personnes et gère des flux financiers de 500 à 600 milliards de francs par an. M^{me} Wolff se considère comme une femme de convictions : « J'ai toujours cru que l'euro se ferait. Je ne vois pas comment, après avoir instauré la libre circulation des marchandises, des capitaux et des individus, on aurait pu ne pas faire la monnaie unique. Surtout après les dévaluations compétitives de 1992. » Dès 1994, elle milite pour que Renault se prépare à l'euro : « Plus tôt on s'y prenait, moins cher ça nous coûtait. » Début 1996, l'entreprise décide de se pencher sur le sujet. Tout naturellement, M^{me} Wolff se trouve en charge du dossier : « Dans beaucoup d'entreprises, les responsables de projet euro sont issus de la direction financière, même si l'essentiel des problèmes générés par le passage à la monnaie unique ne sont pas d'ordre financier. » Pour s'informer, elle décide de participer au groupe Simon Creysel, chargé, en octobre 1996, par le directeur du Trésor d'examiner l'ensemble des problèmes

posés aux entreprises par la monnaie unique. Parallèlement, M^{me} Wolff travaille la main dans la main avec son concurrent, PSA Peugeot-Citroën. « C'est à partir de ce travail à l'extérieur qu'on a fait travailler les gens chez Renault », développe M^{me} Wolff. Dès 1996, on a nommé des responsables du projet euro par métier (marketing, direction des achats, du personnel, juridique, fiscalité, comptabilité-gestion, finance). L'objectif est clair : pouvoir apparaître en euros vis-à-vis de l'extérieur dès le 1^{er} janvier 1999. Les comptes seront écrits en francs et en euros ; les clients qui le souhaitent pourront payer en euros, les fournisseurs être réglés en euros. L'ensemble des personnels appelés à être au contact de l'euro suivent une formation. Des brochures d'information sur la monnaie unique sont diffusées dans l'ensemble du groupe.

DOUBLE INCONNUE

Pour l'échéance du 4 janvier 1999, « il nous reste deux inconnues », estime M^{me} Wolff. La première est le cours de conversion de l'euro, qu'on ne connaîtra que le 31 décembre en milieu de journée. Vient ensuite « le comportement des particuliers » : « Les unions de consommateurs qui ont participé au groupe Simon Creysel refusent que les consommateurs soient ce qu'ils appellent "les ringards de l'euro". Nous avons donc choisi d'exposer nos tarifs en euros dès l'an prochain : on ne peut pas ne pas participer à l'accoutumance du client à ce changement culturel énorme. Mais à partir de quand le consommateur décidera-t-il de vivre en euros ? » Pour le savoir, Renault va mettre en place des observatoires du comportement des acheteurs.

M^{me} Wolff, qui, à titre personnel, ouvre un compte en euros dès janvier, est enthousiaste : « C'est une expérience unique. Je n'en revirai pas d'équivalence. »

Virginie Malingre

TROIS QUESTIONS A...

CHANTAL CAILLOIN

1 Vous êtes responsable du service juridique de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV), une association de consommateurs qui participe à la réflexion sur la tarification des services bancaires. Pensez-vous que l'euro va modifier la tarification bancaire en France ?

La monnaie unique va avoir pour conséquence directe et immédiate de faire perdre aux banques les commissions de change qu'elles percevaient. Elles vont tenter de compenser cette perte sur le prix des autres prestations en facturant, entre autres, les chèques. Après avoir incité leurs clients à utiliser massivement le chèque, les banques se plaignent maintenant de son coût. Le débat actuel porte sur la facturation des chèques et son corollaire, la rémunération des comptes courants.

2 Quelles conditions y mettez-vous ?

La mise en place d'un service bancaire universel de base. Il doit, au minimum, offrir cinq ou six chèques gratuits par mois, ainsi que des virements et la possibilité de retirer de l'argent, à l'aide, par exemple, d'une carte. Il faut que ce soit un service gratuit pour

tous, complété, selon les besoins des clients, de services annexes, qui pourront, eux, être facturés. Ce service ne doit pas être réservé aux plus démunis, comme pourrait le laisser entendre le fait qu'il soit inscrit dans le cadre de la loi contre l'exclusion votée en juillet dernier. Disposer d'un service bancaire est aujourd'hui aussi vital qu'avoir l'eau ou l'électricité.

3 Quelles sont les règles en matière de tarifs ?

Les prix des services bancaires sont libres, mais ils doivent être affichés de manière apparente dans toutes les agences. Cette obligation n'est pas aussi bien respectée que nous le souhaiterions. Concernant les tarifs, selon l'enquête que nous avons publiée dans notre revue Budget et Droit en avril 1998, le coût annuel pour un consommateur peut varier de 300 francs à plus de 1000 francs, selon la banque. Le problème essentiel est celui de la transparence des coûts. Le passage à l'euro est l'occasion d'un vrai débat, et nous comptons bien faire prendre en compte l'intérêt des consommateurs, d'autant que les banques vont être confrontées à la concurrence des banques européennes, qui vont pouvoir plus facilement offrir leurs services en France.

Propos recueillis par Pascale Santi

LVMH renonce à acheter le pôle beauté de Sanofi

FINALEMENT, Bernard Arnault ne mettra pas la main sur Yves Saint Laurent. LVMH, le groupe de luxe qu'il préside, a annoncé, jeudi 24 décembre, son retrait du processus de vente du pôle beauté du groupe pharmaceutique Sanofi en raison « des difficultés d'intégration des marques concernées au sein de la branche parfums du groupe ». Les équipes de Sanofi-Beauté auraient manifesté leur volonté de rester autonomes, rendant ainsi impossible, du moins très délicat le rapprochement des activités parfums des deux groupes, faisant perdre, par-là même, une grande partie de l'intérêt économique du rachat du pôle beauté de Sanofi par LVMH.

Outre Yves Saint Laurent, Sanofi Beauté regroupe les parfums Van Cleef & Arpels, Oscar de la Renta, Krizia ou encore Fendi, pour un chiffre d'affaires légèrement supérieur à 4 milliards de francs. Les cosmétiques Yves Rocher sont, jusqu'à présent, exclus de la vente. LVMH détient notamment, pour sa part, les marques Dior, Kenzo, Christian Lacroix, Louis Vuitton, Loewe, Givenchy et Guerlain. L'annonce de discussions avec LVMH dans la perspective d'un rachat imminent du pôle beauté pour 5 mil-

liards de francs hors dette (1,2 milliard) avait provoqué le scepticisme des analystes (Le Monde du 15 décembre). A leurs yeux, les deux activités auraient des stratégies distinctes, surtout dans la distribution. Sanofi, « prenant acte » de la décision de LVMH, a indiqué, de son côté, « poursuivre des négociations avec plusieurs groupes ».

« CANNIBALISATION »

Le groupe pharmaceutique, filiale d'Elf Aquitaine, avait décidé de mettre en vente son secteur beauté à la suite de son rapprochement, début décembre, avec Synthelabo, elle-même filiale du groupe de cosmétiques L'Oréal. Sanofi-Beauté intègre les grands noms du parfums. Parmi les éventuels acquéreurs, on cite le japonais Shiseido, l'américain Estée Lauder. Ou encore les « lessiviers » Unilever et Procter & Gamble, respectivement propriétaires des parfums Calvin Klein et Hugo Boss. L'Oréal, également approché par Sanofi, avait décliné l'offre, estimant qu'Yves Saint Laurent risquait de « cannibaliser » ses marques.

Dominique Gallois et Joël Morio

Murdoch et TF 1 s'associent dans la télévision numérique italienne

L'OPÉRATEUR italien de télévision, Telecom Italia, aurait enfin trouvé un accord avec le magnat australo-américain de la communication Rupert Murdoch et TF 1 pour développer un nouveau bouquet de télévision numérique en Italie, a annoncé, jeudi 24 décembre, l'agence de presse italienne Ansa. Les opérateurs concernés n'ont pu être joints pour confirmer cette information. M. Murdoch, déjà présent dans la télévision numérique en Grande-Bretagne avec le bouquet BSkyB, signifierait donc son entrée déjà maintes fois envisagée en Europe continentale en acquérant, aux côtés de la chaîne française, 80 % du bouquet de télévision numérique Stream jusqu'à la propriété de Telecom Italia.

L'actionnaire majoritaire de Stream sera News Corp. Europe, une filiale à 100 % du groupe Murdoch créée le 23 novembre, installée à Milan et dirigée par l'ancienne présidente de la télévision publique italienne, Letizia Moratti. La part de capital que pourrait détenir TF 1 – de l'ordre de 10 % – lui permet de sortir pour la première fois de l'Hexagone.

Lors de l'assemblée générale de Telecom Italia, mardi 15 décembre, l'éventualité de ce rapprochement avait été passée sous silence, au

point qu'on pouvait croire à « un refroidissement » des relations avec M. Murdoch. L'entrée de la télévision publique italienne RAI dans la plate-forme concurrente, Telepiù, et, avec elle, la menace de l'arrivée du concurrent de Telecom Italia, Wind (filiale de Deutsche Telekom et de France Télécom), dans ce même bouquet aurait accéléré les négociations.

Le projet rebondit depuis le 23 novembre, au gré des tergiversations médiatico-politiques. Il l'ouvrait entre les communiqués de NewsCorp annonçant l'accord prochain et les coups de frein des Italiens, peu pressés d'ouvrir les portes de leur marché au tout-puissant Murdoch. Au sein du gouvernement de centre-gauche, des voix se sont élevées contre la « colonisation culturelle ». Le ministre des télécommunications, Salvatore Cardinale, affirmait même craindre qu'une telle alliance « conditionne tout le marché italien de la télévision du futur ». Dans le même temps, l'Etat italien, principal actionnaire du géant des télécommunications, ne souhaitait pas – officiellement – intervenir directement dans la stratégie de Telecom Italia.

Désormais, la bataille, dans la télévision numérique italienne, sera commerciale. Le plus ancien et le plus gros bouquet, Diph (400 000 abonnés)

– contrôlé à 90 % par Canal Plus –, est pour l'instant en position de force. Il s'est assuré les droits de retransmission des matches des grandes équipes italiennes de football et a verrouillé ses approvisionnements en films – produit d'appel, avec le football – avec les principales majors américaines.

Les Bourses de New York et de Tokyo ont progressé

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a gagné, vendredi 25 décembre, 0,7 %, à 13 797,95 points, grâce au rebond du marché obligataire après le krach du début de semaine. Jeudi, Wall Street avait légèrement progressé. Le Dow Jones avait gagné 0,17 %, à 9 217,99 points, au cours de sa sixième séance de hausse consécutive. En revanche, le marché obligataire américain avait été mal orienté, le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans s'affaissant à 5,214 %. La baisse des demandes d'allocation chômage témoigne de la vigueur de l'économie du pays et rendent peu probable une baisse des taux. Jeudi, à Londres, l'indice Footsie avait reculé de 0,7 %, à 5 867,2 points. Les Bourses de Paris et de Francfort sont fermées jusqu'au lundi 28 décembre.

DÉPÊCHES

■ MATSUSHITA ELECTRIC INDUSTRIAL : le groupe japonais d'électronique de loisirs a annoncé, vendredi, l'échange d'une partie de sa participation dans l'américain Universal Studios contre 8,1 % du capital de l'éditeur musical néerlandais PolyGram.

■ SNCF : la SNCF a passé deux commandes de trains à Alstom, associé à ANF-Industrie, pour environ 2 milliards de francs.

thém

pour ren

Un

OFFRE

Offre de remboursement

Offre de remboursement

Offre de remboursement

Offre de remboursement

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
L'Allemagne au sein de l'Europe

Autour d'un thème précis, les dossiers réunissent des articles déjà parus dans le quotidien ou l'une de ses publications. Remis à jour, enrichis de lexiques, mots clés, repères, infographies, ces dossiers élaborés avec des enseignants permettent de maîtriser des sujets de société, d'économie ou de géopolitique sous tous leurs aspects.



et décodé



**DANS CHAQUE NUMÉRO DE
DOSSIERS ET DOCUMENTS**

Parce que l'actualité est complexe, et que les media traditionnels ne fournissent pas toujours les éléments pour la décoder, Les Clés de l'Info proposent un panorama de l'actualité dans un souci constant de pédagogie. Comprendre la signification, les mécanismes, les conséquences des événements forts du mois, tel est l'objectif des Clés de l'Info avec des articles rédigés tout spécialement.

pour rendre l'actualité deux fois plus claire.

Un mensuel en deux parties : les dossiers du mois et les clés de l'Info. Clair, complet et agréable à lire.

OFFRE EXCEPTIONNELLE D'ABONNEMENT

Le Monde Dossiers et Documents - Service Abonnements - 24, avenue du Général Leclerc - 60 646 Chantilly Cedex

☐ Oui, je souhaite m'abonner aux **Dossiers et Documents du Monde** (les dossiers du mois + les clés de l'Info) pour 128 F seulement au lieu de 144 F.

JE JOINS MON RÈGLEMENT, SOIT 128 F :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde.

☐ par carte bancaire : Date de validité :

Offre valable uniquement en France métropolitaine et jusqu'au 31/12/1998. Autres pays, nous consulter au : 33 1 49 60 32 90.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Localité :

Vous vous abonnez au Monde Dossiers et Documents : Vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant, plus tard, à quelques sociétés partenaires.
Vous vous abonnez et ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-dessous

SCIENCES Les chercheurs de la station aquacole de Saint-Seurin-sur-l'Isle (Gironde) s'efforcent, depuis plusieurs années, de faire se reproduire en captivité *Acipenser sturio*.

rio, une espèce d'esturgeon jadis courante en Europe. ■ UN ALEVINAGE réussi, en 1995, n'a pas pu être renouvelé, faute de femelles disponibles. Le cycle de reproduc-

tion très long de l'esturgeon, qui, de surcroît, supporte mal la captivité, complique la tâche des scientifiques. ■ DES ESSAIS menés en Gironde sur l'espèce sibérienne *Acipenser baeri*,

plus « conciliante », leur a permis néanmoins de rodier leurs techniques et, accessoirement, de susciter la naissance d'une filière française de production de caviar.

■ L'EFFONDREMENT de l'URSS a réduit à néant les efforts des autorités locales pour la préservation des espèces de la mer Caspienne, menacées, elles aussi, de disparition.

Esturgeons mâles cherchent femelles pour sauver l'espèce en France

Jadis courant sur les côtes européennes, « *Acipenser sturio* » ne survit plus que dans l'estuaire de la Gironde. Des chercheurs tentent, depuis plusieurs années, d'éviter sa disparition. Ils espèrent y parvenir d'ici un demi-siècle. Avec de la chance...

SAINT-SEURIN-SUR-ISLE

de notre envoyé spécial

Quand Marcel Pelard, son seau à la main, rend visite à ses pensionnaires vers 17 heures, nulle manifestation de joie dans les enclos. L'eau des aquariums reste lisse. A peine quelques remous, des rides à la surface. De temps en temps, une nageoire surgit, une queue, analogue à celle d'un requin, fend l'eau. Et puis plus rien. De longues ombres grises, taillées pour la vitesse, progressent lentement vers le fond du bassin.

Voilà des années pourtant que ces esturgeons, des *Acipenser baeri*, familiers des grands fleuves et des lacs sibériens, fréquentent en silence leur logis. Mais là où trônent et saumon font frissonner l'eau des fermes aquacoles à la moindre

« c'est peut-être au contraire qu'ils sont plus intelligents qu'il n'y paraît ». Si c'est le cas, ce n'est pas l'*Acipenser sturio*, leur cousin européen, qui leur reprochera cette réserve.

Cette espèce, qui, au siècle dernier, était présente tout au long des côtes européennes – en mer du Nord, dans la Baltique, en Manche, en Atlantique, en Méditerranée et même en mer Noire –, est aujourd'hui si rare qu'elle est menacée d'extinction. La pêche intensive de ce poisson osseux qui, à l'âge adulte, peut dépasser les 3 mètres et flirter avec les 200 kg : la destruction, par les entreprises, de granulats, des frayères de rivières qu'il fréquente lors de ses migrations ; la pollution aussi, sans doute, « ont eu raison de cette vieille carrosserie inventée par la nature il y a

Six tonnes de caviar français en 2005

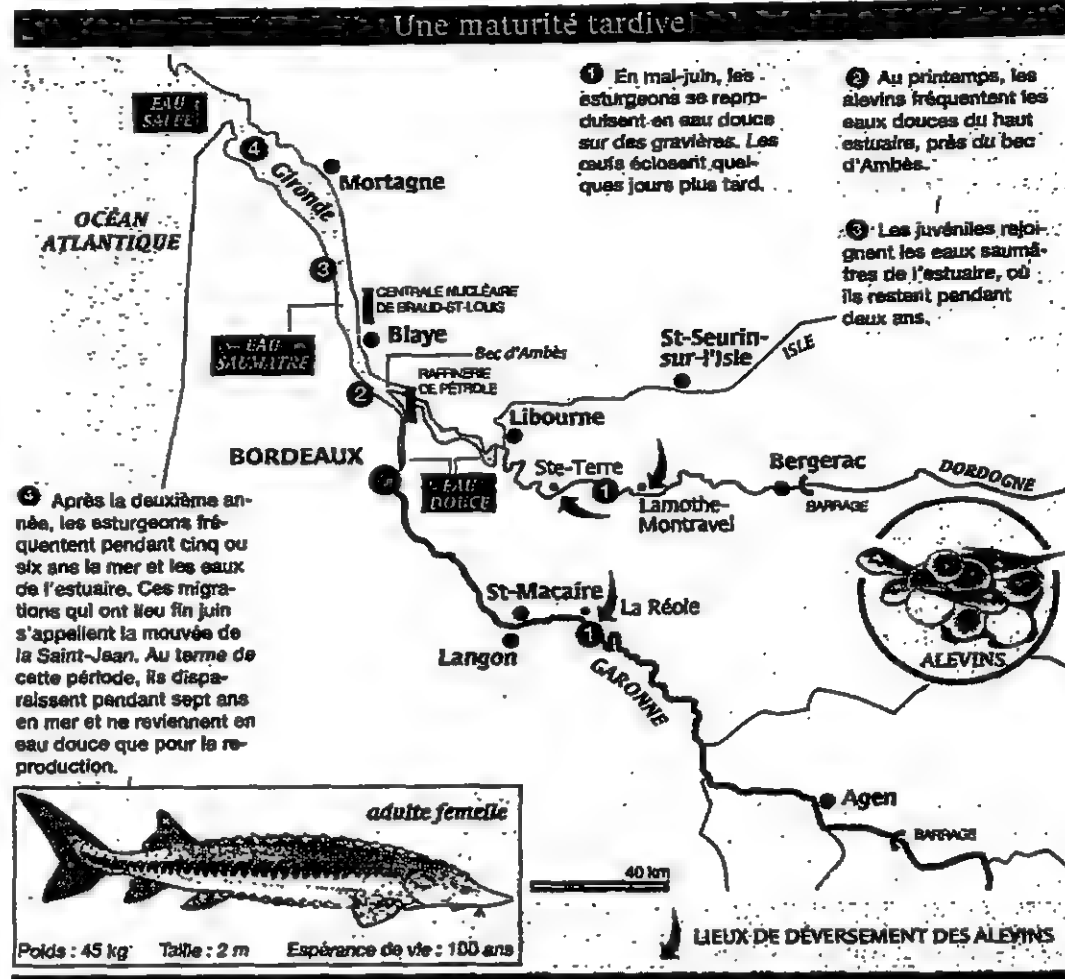
Pour sauver l'esturgeon girondin, le Cemagref de Bordeaux a dû rodier ses techniques de reproduction et d'alimentation sur une autre espèce d'origine sibérienne, *Acipenser baeri*, dont un lot a été fourni par les Russes dans les années 80. Ces travaux ont suscité la création dans la région d'une filière industrielle pour la production de chair et de caviar. Quatre sociétés – deux en Gironde, deux en Charente-Maritime – ont formé un groupement d'intérêt économique pour exploiter l'esturgeon sibérien en milieu artificiel. Elles assurent aujourd'hui 80 % de la production française. Le reste vient de petites unités installées en Sologne, dans les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor et le Gers. En 1993, le GIE d'Aquitaine a produit 15 tonnes de chair d'esturgeon et 150 tonnes en 1997, auxquelles s'ajoutent 600 kilos de caviar girondin. Ces aquaculteurs espèrent qu'en 2005 ils atteindront 250 à 300 tonnes de chair et pourront offrir 6 tonnes d'un caviar de bonne qualité, dont les amateurs affirment cependant qu'il n'a pas la finesse du béga.

poignée de granulés, le *baeri* teste de marbre. Presque dédaigneux. « Ils n'ont même pas la reconnaissance du ventre », sourit Pierre Dumont, un chercheur canadien en stage pour un an au Centre national du machinisme agricole, du génie rural (Cemagref), des eaux et forêts de Bordeaux. « Ce ne sont pas des cerceaux. Je sais de quoi je parle, j'en ai disséqué plus d'un. Ils sont loin d'avoir l'intelligence de la carpe », conclut-il.

Marcel, soucieux de l'image des pensionnaires de la station aquacole de Saint-Seurin-sur-l'Isle (Gironde), grogne que, s'ils refusent la main de l'homme,

100 millions d'années », regrette Pierre Dumont.

En 1800, on en trouvait dans la Moselle à Metz et dans la Seine à Neuilly. Il s'en pêchait encore 120 tonnes en France en 1947. En 1980, à peine 400 kg. C'en était presque fini du poisson des rois et « de ce modèle biologique pas très sophistiqué », mais suffisamment solide, pour parvenir jusqu'à nous. On ne le trouve plus que dans l'estuaire de la Gironde. Dans de rares zones – les dernières en Europe – où grandissent quelques milliers de juvéniles. « Pas de quoi se réjouir, tempère Pierre Elie, ancien patron de l'unité de recherche sur



les ressources aquatiques continentales du Cemagref-Bordeaux. L'espèce est en danger. Il existe des trous immenses dans les classes d'âge.

« La dernière population bien recensée, explique-t-il, celle de 1958, est en mer où elle grandit. Si tout va bien, les premiers adultes – le sturio est mature à 10-12 ans pour le mâle et à 14-16 ans pour les femelles – vont remonter la Gironde au printemps 1999 pour retrouver les frayères de la Dordogne et de la Garonne. »

MESURES EUROPÉENNES

Plusieurs spécimens de cette année-là ont déjà été pêchés en mer, loin de leur lieu de naissance. Alors, avec un peu de chance, l'estuaire, le navire du Cemagref, en capturera peut-être

quelques-uns, ce qui, en cas de succès, permettrait de juger de l'efficacité des mesures de protection prises en France en 1982 et étendues depuis au reste de l'Europe.

N'ont-elles pas été trop tardives ? Dès 1936, le Russe Alexandre Scott, sollicité par la maison Prunier pour faire du caviar avec l'esturgeon de Gironde, avait appelé à protéger les aires de reproduction de *A. sturio*. Force est de reconnaître qu'il n'a pas été suivi. « Les classes d'âge de 1989, 1990, 1991, 1992 et 1993 manquent à l'appel. » Pour 1994, la situation est « meilleure », précise Thierry Rouault, ingénieur de recherche au Cemagref, qui estime « la colonie 1994 présente en Gironde à plusieurs milliers d'individus ». Tous nés de la re-

production d'individus sauvages en milieu naturel. « Mais la colonie 1995 n'est riche que de quelques centaines d'individus », s'inquiète-t-il. Tous issus de la seule et unique reproduction artificielle réalisée à ce jour par les chercheurs.

Les héros de cette naissance à la ferme aquacole de Saint-Seurin-sur-l'Isle sont deux adultes pêchés par hasard en mai 1995. L'un, une femelle de près de 2 mètres pesant 45 kg, capturée sur la Garonne, non loin de Saint-Macaire, près des zones de frai, et l'autre, un jeune mâle de 28 kg, pris quelques jours plus tard dans l'estuaire à proximité de Montagne. De cette idylle forcée entre « Justin » et « Vint Sainte Mai » – ainsi prénommés en raison du jour de leur pêche,

la Saint-Justin et le 25 mai – sont nées 20 000 larves qui ont permis d'effectuer, en juin 1995, un premier « lâchage » de 2 000 alevins dans la Dordogne et la Garonne. Aujourd'hui, les rescapés de ce modeste repeuplement fréquentent les eaux légèrement saumâtres de l'estuaire. Les chercheurs du Cemagref auraient bien aimé renouveler cette opération, le temps (entre trois et cinq ans) que « Vint Sainte Mai » soit à nouveau féconde. Las ! à peine eut-elle enfanté que la belle sauvage a jeûné et dépeché rapidement pour mourir en 1997.

ATTENDRE 40 À 50 ANS

L'histoire serait d'une triste banalité si l'espèce *Acipenser sturio* n'était pas dramatiquement menacée. Les adultes des aquariums de la station de Saint-Seurin-sur-l'Isle ne sont que quelques mâles de 1988 ou d'avant 1988. Pas une seule femelle. Restent une quarantaine d'individus de 1994, prélevés dans le milieu naturel mais encore trop jeunes pour procréer et 120 autres, nés en 1995 des amours trop brèves en laboratoire de « Justin » et « Vint Sainte Mai ». Insuffisant pour espérer reconstituer rapidement les stocks. D'autant que les classes 1996 et 1997 n'ont pas fait leur apparition sur les bords de la Gironde.

Seule solution : « patienter ». Espérer que des adultes de la génération 1988, ou d'autres plus âgées, reviennent au printemps l'estuaire de la Gironde et qu'il se trouve quelques femelles dans les prises. Optimiste, Pierre Elie croise les doigts et se réjouit que, malgré les difficultés, le programme de sauvegarde européen Life Nature pour l'Aquitaine ait été reconduit en juillet, pour trente-sept mois.

Pragmatique, il avoue qu'« il faudra attendre à cinquante ans d'efforts » pour sauver le sturio. Et une réelle volonté au niveau régional sans laquelle le projet d'ouvrir de nouvelles gravières sur des zones sensibles, comme, par exemple, le chenal de Saintonge, en aval de Blaye, pourrait bien remettre en cause le travail déjà accompli.

Jean-François Augereau

Un animal difficile à domestiquer et à nourrir

SAINT-SEURIN-SUR-ISLE

de notre envoyé spécial

Pour sauver *Acipenser sturio* de la disparition, le Cemagref doit tenir compte d'une série de contraintes qui ne facilitent guère ses travaux de recherche. La première est d'ordre quantitatif : les stocks sauvages existants sont si faibles et si fragiles qu'on renonce à faire des prélèvements massifs d'animaux. C'est la raison pour laquelle les chercheurs s'appuient pour leurs expériences sur une espèce sibérienne, *Acipenser baeri*, qui, pour eux, est l'équivalent de la souris blanche des laboratoires.

La deuxième est d'ordre qualitatif. Seulement les esturgeons de Gironde ont été mis en réserve dans les bassins de la ferme aquacole de Saint-Seurin-sur-l'Isle. Le tout grâce au programme subventionné entre 1994 et 1997 par l'Europe (300 millions de francs), mais aussi par la région, les établissements publics, les pêcheurs, les ministères de l'environnement et de l'agriculture et le Cemagref (400 millions de francs). Problème : les adultes sont tous des mâles. Les jeunes sont de sexe encore inconnu et ne pourront pas procréer avant plusieurs années. Pour remédier à cette incertitude sur la vraie nature des plus jeunes esturgeons, le Cemagref et l'université de Bordeaux cherchent à développer des techniques de sexage par biopsie et dosage d'hormones, seule façon d'identifier les femelles afin de lancer des opérations d'ale-

vinage. La troisième contrainte tient au comportement de l'animal. Un sauvage prélevé en mer ou dans l'estuaire peut, du fait du stress, refuser toute nourriture pendant plusieurs mois. Les équipes du Cemagref ont donc travaillé d'arrache-pied sur ce thème et sont parvenues, indique Thierry Rouault, à développer des techniques permettant de réaccueillir un individu en quelques jours.

TORSIONS VERTÉBRALES

Mais cela n'est pas suffisant car, si le sturio accepte de se réalimenter, il tord souvent le nez sur le menu. Il s'accommode mal de la nourriture en granulés donnée aux truites et saumons et contracte, lorsqu'il est soumis à ce régime une « torsion vertébrale » du squelette qui le conduit rapidement à la mort. Seule solution : lui fournir une alimentation à base de denrées fraîches ou congelées (crevettes, petits mollusques, etc.) dont les coûts – il faut 3 tonnes de crevettes par an – sont loin d'être négligeables.

Mais, même ces plats de roi semblent ne pas satisfaire vraiment ses besoins. « On ne sait pas grand-chose de ce qu'ils aiment. Si les jeunes que nous avons croisés bien la première année, ça se gâte ensuite. Ce que la nature propose est plus riche que ce qu'on offre dans les piscines. Nos esturgeons connaissent peut-être des carences que nous ignorons », confesse Thierry Rouault. « C'est la raison pour laquelle, sou-

ligne Pierre Elie, le Cemagref, en association avec des nutritionnistes de l'Institut national de recherche agroalimentaire de Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques) a lancé une étude sur le régime de l'esturgeon sibérien (*A. baeri*). Cela nous permettra de développer et de valider des techniques – notamment de tubage – que nous appliquerons ensuite à *A. sturio*. »

Sans ces données de base et sans la création rapide d'une réserve convenable de femelles matures, on ne peut espérer repeupler rapidement les côtes d'Europe avec *Acipenser sturio*. Mais si les prochains programmes de recherche permettent de triompher de quelques-uns de ces obstacles, le Cemagref pourrait trouver les moyens de produire chaque année 250 000 à 300 000 alevins par an pour réensemencer le bassin versant de la Gironde. Il pourrait peut-être aussi, comme il l'a fait pour le *baeri*, diviser par deux le cycle biologique du sturio en avançant l'âge de sa maturité en bassin.

Les chercheurs de Bordeaux espèrent trouver les leviers qui leur feront croître plus rapidement et des techniques qui permettront au poisson de faire son cycle complet en eau douce (et non plus en eau saumâtre) comme cela se pratique aujourd'hui avec le saumon et l'esturgeon d'Adriatique.

J.-F.A.

« Massacre » et pollution en mer Caspienne

LES CAVIARS béluga, sévruga et osciètre ne se sont-ils bientôt plus qu'un simple souvenir ? Les esturgeons *Huso huso*, *Acipenser stellatus* et *Acipenser gueldenstaedti*, qui fournissent respectivement ces précieux œufs – représentant 90 % de la production mondiale de caviar –, sont gravement menacés par la pêche intensive et une pollution galopante de leur lieu de vie, la mer Caspienne.

Chez un traiteur parisien, le prix de vente du caviar d'oscietre oscille, selon la qualité, entre 6 000 et 14 800 francs le kilo (Le Monde du 16 décembre). De telles sommes suscitent évidemment convoitises et trafics en tout genre. L'ancienne URSS, principal producteur de caviar avec l'Iran, avait édicté des règles strictes pour ne pas dilapider ce trésor. La capture des esturgeons était interdite dans la mer Caspienne et seulement autorisée dans les fleuves qui s'y jettent, à l'occasion des migrations de reproduction. Comme les saumons, ces poissons se reproduisent en eau douce et grandissent en mer avant de remonter les cours d'eau pour revenir sur leur lieu de naissance. Pour maintenir les stocks, les Soviétiques avaient également construit, entre 1954 et 1981, treize installations de pisciculture à proximité de la mer Caspienne, dont neuf sur la Volga, qui relâchaient environ 100 millions d'alevins par an.

Avec l'effondrement de l'empire soviétique, « le repeuplement en esturgeons a considérablement diminué en Russie et dans les Républiques qui bordent la Caspienne, car cela implique pour ces pays un effort financier important sans contrepartie immédiate », explique Roland Billard, directeur du laboratoire d'ichtyologie du Muséum national d'histoire naturelle à Paris. Parallèlement, le braconnage va croissant. La capture des esturgeons se fait maintenant principalement dans la Caspienne, et non plus dans les fleuves, et les poissons pêchés sont de plus en plus petits et de plus en plus jeunes. « C'est un massacre », s'indigne Thierry Rouault, ingénieur de recherche au Cemagref (Centre des eaux et forêts). En 1996, la mer Caspienne et la Volga ont fourni

270 tonnes de caviar, dont 70 à 80 tonnes illégalement.

Or l'esturgeon est un poisson dont le cycle vital est très long. Si on le laisse vivre en paix, il devient un vrai monstre et peut « dépasser 5 mètres de longueur et vivre cent ans », expliquent Vulf Sternin et Ian Doré dans leur ouvrage *Le caviar, de la pêche au grain* (éditions de l'INRA). Il lui faut dix à vingt ans pour arriver à maturité sexuelle. La femelle béluga – qui donne le caviar le plus recherché – ne fraye que tous les sept ans, et produit à cette occasion entre 200 000 et 3 millions d'œufs.

MÉTALLS LOURDS

La surpêche se paye donc, à terme, d'un prix élevé. D'autant plus que trois autres causes contribuent au déclin des esturgeons de la Caspienne. Les gravières, où ils se reproduisent, sont progressivement détruites par l'exploitation humaine. Les barrages installés sur les fleuves empêchent les poissons de remonter jusqu'à leur lieu de ponte. Enfin, la pollution de cette mer fermée est de plus en plus préoccupante. Un rapport récent de l'Unesco précise qu'elle est « dans un état critique », et que la situation risque de s'amplifier avec l'exploitation du pétrole offshore. Des mesures effectuées sur des échantillons de caviar provenant de cette zone indiquent des « présent des taux en métaux lourds en augmentation ».

Selon le Fonds mondial de protection de la nature (WWF), les esturgeons de la Caspienne sont « en voie de disparition ». Comme, d'ailleurs, la plupart des vingt-neuf espèces d'esturgeons présentes dans l'hémisphère Nord, qui pâtissent également d'une pêche excessive, excepté aux États-Unis, où les prises sont réglementées. Si aucune mesure n'est prise pour redresser la situation, « nous paierons dans quinze ans ou vingt ans les effets de notre inconscience », prévient Thierry Rouault.

Christiane Galus

hiver est pro
cachemire



مكتبة الأصيل

L'hiver est propice au cachemire

Laine de chèvre, venue de la Mongolie chinoise, il se décline sous des formes multiples

TRÈS LOIN du conflit oublié que l'Inde et le Pakistan se livrent depuis toujours sur les sommets gélés du Karakorum, la question du cachemire, en Occident, a toujours tenu en trois mots : luxe, douceur et volupté. De tous les fétiches du luxe, c'est aujourd'hui le plus en vogue et le plus abondant : on le trouve chez Marks & Spencer et jusque chez Gap, fabricant de sportswear bon marché. Il n'en reste pas moins le plus méconnu.

Par confusion avec le shetland, certains l'imaginent originaire d'Écosse, car c'est de là que sont venus les premiers plaids, écharpes et autres pull-overs, dont la fantaisie saisonnière - coût oblige - n'était guère le maître mot. Au cachemire écossais, compact, durable et presque imperméable, s'est peu à peu substitué celui de l'Italie du Nord, plus léger, varié, citadin.

Chemin faisant, le grand public a appris que le cachemire provient d'une chèvre d'altitude dont les poils, accrochés aux buissons, auraient été pieusement récoltés un par un. Une légende que les super-cachemires revendiquent bientôt pour eux seuls... Le « chabitoosh » (littéralement : « chah des chahs ») provient d'une antilope tibétaine appelée « chiru », tellement déclinée par les braconniers que sa laine exceptionnellement douce et chaude (la fibre a 10 microns

depuis trente ans du cachemire son drapeau (avec un fameux manteau mêlé de laine), Laura Lusvardi, chef coordonnateur, préfère invoquer les exigences de l'air du temps : « La mode est au luxe. Un luxe moderne, aux coupes simples, au confort fluide et aux effets discrets, presque invisible en somme. Le cachemire, matière noble et ultra-douce, qui n'est reconnue que lorsqu'elle est touchée, focalise ces aspirations. »

En tout cas, il jouit, par tradition, d'un véritable culte en Amérique. Dans ce pays qui fait rimer depuis longtemps luxe et minimalisme, Calvin Klein métamorphose ce duvet des anges en seconde peau : il lui dédie toute sa garde-robe, en commençant par le tricot de corps et le jogging. A Rome, Valentino risquera, quant à lui, un boxer en cachemire tricoté qui devrait valoir d'agréables sensations à son propriétaire. En Amérique, à nouveau, Ralph Lauren explore des jupes en biais, dont la coupe, étudiée mais fluide, ne se remarque guère.

Poussant la discrétion, le suave cachemire peut emprunter un aspect anodin (Marina Rinaldi le camoufle en denim), rêche (Donna Karan), prolétaire (pulls camionneurs chez Larvin et Malo), voire rustique, comme dans ce pull à gros points jersey de Martin Margiela (Hermès) ou ce pull Cerruti à col large en grosses mailles, qui



Anodin ?

En France aussi, le chic recherche parfois un aspect anodin ou rustique, travaillant la matière pour obtenir des textures plus riches... Chez Hermès, ce cardigan zippé en cachemire milano (6 500 F) et pull col roulé bleu glacier, à côtes plates, en cachemire 3 fils (4 900 F).

d'épaisseur) est désormais interdite à l'achat. « Pachemina », dont les qualités ne lui cèdent guère, est issu de la chèvre hircus du Ladakh.

Quant au cachemire proprement dit, il ne mérite plus guère son nom, puisque c'est en Mongolie chinoise que sa génitrice - la chèvre de Kel, originaire du Tibet - a aujourd'hui ses plus beaux troupeaux. On les tond au printemps, ôtant la toison pour garder le duvet qui les protège intimement. Voilà pourquoi certains Européens ont un pied en Chine : si Loro Piana, le roi du cachemire masculin, trie sa laine à Hongkong, le Français Eric Bompard a choisi d'intégrer le groupe chinois Erlos, numéro un mondial du cachemire.

C'est en Chine que le représentant de Loro Piana en France, André Zimere, situe la source de la vague cachemire qui submerge le prêt-à-porter de l'hiver : « Les Chinois, qui avaient stocké dans l'espoir de vendre eux-mêmes, inondent à présent le marché. Après s'être achetés 500 francs l'an passé, le mètre de cachemire tissé ne vaut plus que 350 francs. »

Chez l'italien Max Mara, qui a fait

sembler avoir été tricotés - et longtemps portés - par des retraités auvergnats.

Avant de renouer l'an prochain avec un luxe plus affiché, le cachemire ne résiste pas toujours aux sirènes de la surenchère. La technologie l'y aide : tandis que Malo pousse jusqu'aux 30 fils tricotés main, Patrick Lavoit les détricote (pour Dior) afin de les faire mousser.

Pour l'hiver, le tissu cachemire en vogue est « double face » : supprimant la doublure, Céline ou Dolce et Gabbana le rendent aussi suave à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et si le coûteux cachemire tend à cantonner ses coupes dans un indémodable bon ton (« Il reste un investissement », déclare-t-on chez l'italien Les Copains), Narciso Rodriguez propose, chez l'espagnol Loewe (dernière acquisition de LVMH), des pulls presque transparents, aux petites mailles tricotées de biais.

Le virus cachemire a atteint les femmes - ce qui n'étonne guère - et les enfants - ce qui est plus nouveau. Chez Bompard, la cagoule de bébé à 340 francs et la grenouillère sont partis comme des petits



Grosses mailles

La vogue du cachemire doit beaucoup aux couturiers italiens. Dans la deuxième collection chez Cerruti du styliste grec Peter Speliopoulos, un pull en cachemire 6 fils, tricoté main, écri ou mastic (4 200 F). Cerruti Arte : 15, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 01-47-42-10-78

Guide

- Ensemble de voyage « Malo Travel », comprenant un plaid et un coussin bicolore, 8 380 F, Malo, 12, av. Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 01-47-20-26-08
- Chaussons en cachemire : 1 900 F, Dolce & Gabbana, Colette, 213, rue Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 01-55-35-33-90
- Poupon : ourson écri en cachemire, 450 F, Hobbs, 179, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 01-45-44-20-00
- Pulls : ras-du-cou, col V ou cardigan en cachemire et soie, de 520 F à 720 F, Agnès B., 6, rue du Jour, 75001 Paris. Tél. : 01-42-33-04-13. Pull à manches trois-quarts et col montant, 3 700 F, Céline, 24, rue François-I^{er}, 75008 Paris. Tél. : 01-49-52-13-45
- Twin set : en cachemire 2 fils, 12 coloris, 725 F et 1 160 F, Eric Bompard. Vente par correspondance : 01-40-12-00-40
- Châles : en pashmina, filé, brodé et tissé main présentés dans un coffret en noyer, de 7 000 F à 40 000 F, Le Cachemirien, 12, rue de l'Echaudé, 75006 Paris. Tél. : 01-43-29-93-82. Châles de collection du XIX^e : modèle carré de style afghan, 130 cm x 130 cm, 6 500 F, Les Indiennes, 10, rue Saint-Paul, 75004 Paris. Tél. : 01-42-72-35-34
- Exposition « Cachemires parisiens, 1810-1880 », jusqu'au 28 février, Palais Galliera, 10 av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75016 Paris.

pains ». Hobbs et Victoire complètent l'arsenal douceur avec des ours en cachemire que les adultes achètent souvent pour eux-mêmes. Jusqu'à la fin du mois de février, le Musée Galliera cristallise ce regain d'intérêt avec une exposition présentant, sous un titre ambigu, « Cachemires », ces châles qui drapaient l'Orient sur les épaules nues des élégantes à crinoline.

Par leur adresse et leurs hardiesses, les fabricants parisiens sont parvenus à en prolonger la mode tout un siècle. L'exposition se trouvait être financée par l'italien Etro, grand collectionneur de ces cachemires de luxe, et qui actualise leur tradition en les proposant, entre autres, dans des gizes métallisées.

Jacques Brunel



Fluide, mais étudiée

Aux Etats-Unis, la mode fait rimer luxe et minimalisme. La laine « duvet des anges » y bénéficie d'un véritable culte. Ainsi, cette Robe longue du soir « Douce nuit », en cachemire ivoire ou noir, 12 900 F, Ralph Lauren, 2, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 01-44-77-53-00

Pourquoi ne pas adopter le pas de la mule ?

PAS VRAIMENT ADAPTÉE aux grands froids, la mule avance pourtant à grandes enjambées dans la mode hivernale, à l'instar du sabot orthopédique allemand Birkenstock - l'une des meilleures ventes de la boutique Colette, depuis septembre - ou des parures de boudoir rappelant les souliers de satin de l'Olympia de Manet.

Au début de la décennie certains avaient signé son arrêt de mort et la voyaient reconverte en pantoufle bas de gamme. « La mule est une aristocrate déchuë. Conçue à l'origine pour le boudoir, elle fut portée par les dames les plus élégantes et par les plus célèbres courtisanes, mais au XX^e siècle, elle est tombée si bas, qu'elle n'est plus qu'un accessoire médiocre et déprécié », raconte Colin McDowell dans Haute Pointure, une histoire de la chaussure (Thames & Hudson).

Les créateurs en ont décidé autrement et leur luxe décontracté ponctue l'allure bohème chic des jupes rase-bitume de la saison. Associées à un art de vivre intérieur, elles supportent mal les intempéries et foulent plus les moquettes épaisses que les couloirs du métro.

LANGUEUR ORIENTALE

« La mule est un objet du désir. La femme joue avec, la fait claquer et peut s'en débarrasser très vite », dit Christian Louboutin, qui met à l'honneur cette chaussure dans ses collections depuis 1990. « Le soulier porte la femme, il définit son attitude, son équilibre et sa cambrure », aime à rappeler celui qui reste fasciné par la musicalité et la longueur orientale de la mule. Cet hiver, il a revisité la pantoufle de vair de Cendrillon avec une mule à jupette de blaireau ou un modèle en velours habillé d'un fillet de cristal Swarovski.

Le conte de Perrault a inspiré aussi Ferragamo. Le bottier italien a redessiné le soulier mythique à partir d'un croquis du XVIII^e siècle pour la Biennale de la mode et du cinéma à Florence.

Depuis 1995, Evelyn Paul se consacre au chausson d'intérieur et lui a redonné de l'allure, au point que ses créations fabriquées à la main et souvent brodées par Lesage s'aventurent aujourd'hui dans la rue. Cet ancien mannequin haute couture explore l'histoire avec « Baroque », une poulaine Renaissance au talon ajouré en velours vert sombre garni de fils d'or et de verroterie, ou la mule « Galatée » en chevreau rouge rehaussée d'un petit talon bobine.

Chez Facteur Céleste, mules et babouches talonnent depuis deux ans les zoris, ces tongs japonaises que la créatrice Delphine Collier a su agrémenter de perles ou de passementerie.

En dehors des souliers marquise de Pompadour, les talons dénudés apprécient le confort des peu sensuelles Birkenstock - que Narciso Rodriguez a fait défilier en version cachemire - ou des sabots Clog de Simple.

Créées en 1991 par un Californien de vingt et un ans, Eric Meyer, inspiré par son enfance dans une communauté hippy, le nouveau fétiche a été adopté par les surfeurs de la côte ouest.

Anne-Laure Quillieret

★ « Dublin », mules en velours bleu recouvertes d'une dentelle dorée, 2 100 F, Christian Louboutin : 38, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. : 01-42-22-33-07.

★ Mules plates à pointes cassées en ottoman doublé de cuir argent, 900 F, Facteur Céleste, tél. : 01-42-77-12-46.

★ « Gerbana », mules en daim noir garnies de plumes de pintade, 2 750 F, Manolo Blahnik : Maria Luisa, 4 rue Cambon, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-95-48.

★ Sabots Clog, en croûte de cuir noir, marron ou kaki, 600 F : Simple, tél. : 01-55-39-90-90. Sabots Birkenstock en flanelle, 350 F : Colette, 213, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 01-55-35-33-90.

★ Savates « Baroque » en velours vert ou pourpre et broderies sur lin, 1 850 F : Evelyn Paul, 11 rue d'Assas, 75006 Paris, tél. : 01-45-48-78-84.

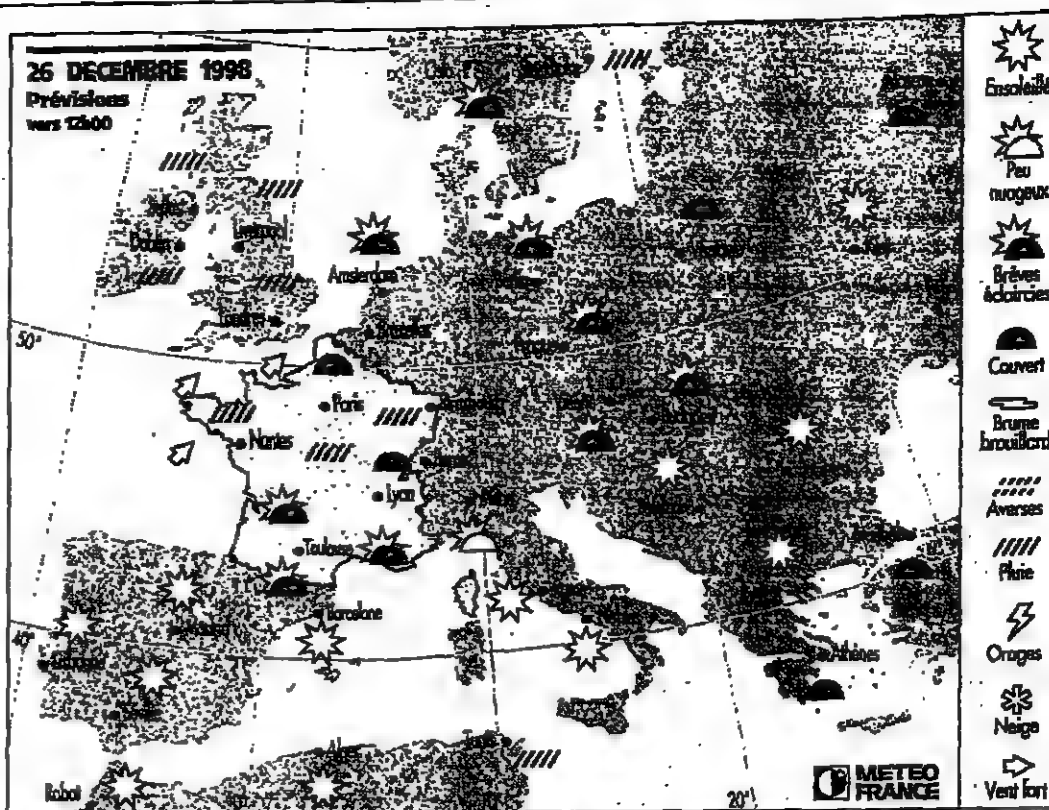
LE CARNET DU VOYAGEUR

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. — Nuages tout au long de la journée, avec des pluies faibles et éparses. Les températures de l'après-midi seront en légère hausse, comprises entre 5 et 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. — Sur les régions le plus au nord, nuages nombreux et quelques gouttes sur Poitou-Charentes. Plus au sud, bancs de brouillard au lever du jour, soleil le reste de la journée. Températures maximales entre 10 et 14 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. — Au nord de ces régions, les passages nuageux domineront la journée. Au sud, le ciel parfois voilé n'empêchera pas une journée bien ensoleillée. Températures de l'après-midi entre 8 et 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. — Malgré quelques passages de nuages élevés, le soleil brillera tout au long de la journée. Les températures attendront 10 ou 11 degrés au meilleur moment de la journée.



■ **HOTELS.** Les hôtels du groupe britannique Bass PLC, au sein desquels Crown Plaza, Holiday Inn et Holiday Inn Express d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, appliquent jusqu'à la fin janvier des tarifs promotionnels baptisés «Weekender Plus Winter Special». Valables tous les jours, ils concernent une chambre double pour deux adultes et deux enfants de moins de dix-neuf ans, petits déjeuners inclus. Réservez et envoie gratis de la brochure au 0800-905-999.

■ **TURQUIE.** En novembre, 16 808 touristes français se sont rendus en Turquie, soit une augmentation de 21,7 % par rapport à l'an dernier, soit 120 017 (à 31 %) depuis le début de l'année. Pour les autres pays de l'OCDE, on a enregistré 5 322 884 visiteurs. Renseignements auprès du Bureau d'Information de Turquie, au 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris (tél.: 01-45-52-78-63).

PRÉVISIONS POUR LE 26 DECEMBRE			
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; Σ : neige.			
FRANCE métropole			
AIACCIO	1/12 S	NANCY	N
BIARRITZ	4/12 N	NANTES	N
BORDEAUX	6/11 P	PARIS	N
BOURGES	4/9 P	PAU	N
BREST	3/11 P	PERPIGNAN	N
CAEN	7/11 P	RENNES	N
CHERBOURG	7/11 P	ST-ETIENNE	N
CLERMONT-F.	3/8 C	STRASBOURG	N
DIJON	2/6 C	TOULOUSE	N
GRENOBLE	-3/6 N	TOURS	N
ILLUL	6/10 C	FRANCE overseas	
LA PAZ	2/10 C	CAYENNE	2/10 C
LYON	-1/6 C	CORTEE-DE-FR.	N
MARSEILLE	0/10 N	NOUMEA	N

LE 1998	PAPETE	25/28 N	KIEV
EUROPE	POINTE-A-MIT.	23/29 P	ST-PETERSBURG
	ST-DENIS-RE.	23/28 N	LOS ANGELES
	AMSTERDAM	6/11 N	LUXEMBOURG
3/7 P	ATHENES	3/10 C	MADRID
7/11 P	BARCELONE	4/12 S	MILANO
4/12 N	BELFAST	1/11 P	MOSCOW
7/11 C	BELGRADE	-7/2 S	MUNICH
1/13 N	BERLIN	4/7 N	NAIROBI
6/11 P	BOMBAY	1/10 S	OSLO
6/11 P	BRUXELLES	5/12 C	PRAGUE
5/18 C	BUCAREST	-10/3 S	PARIS
3/9 P	BUDAPEST	-11/6 N	ROMA
D/10 N	COPENHAGEN	2/6 C	SEVILLE
6/10 P	DUBLIN	1/13 P	SOFIA
5/13 S	FRANCOFON	-4/8 C	STOCKHOLM
24/28 P	GENEVE	2/4 C	TOKYO
24/27 S	HELSINKI	3/2 C	TORONTO
	ISTANBUL	0/5 P	VENICE

NE	-114.4	S	VENISE	-4/5
NE	77/3	S	VIENNE	-7/2
COL	51/5	P	AMSTERDAM	
	47/2	P	BRASILIA	19/27
BORG	-4/0	C	BUENOS AIR	23/34
	-4/8	S	CARACAS	23/28
	-8/3	S	CHICAGO	-5/-2
	-3/5	C	LIMA	19/23
U	-1/4	N	LOS ANGELES	11/16
H	3/10	S	MEXICO	10/14
	2/1	N	MONTREAL	-10/5
DE M.	0/5	S	NEW YORK	-4/3
E	2/6	N	SAN FRANCISCO	8/13
	5/11	S	SANTIAGOCHI	13/28
	3/15	S	TORONTO	-9/4
	-11/3	S	WASHINGTON	-7/2
RESL	-3/2	P	AFRIGNE	
ME	-3/4	P	GALEN	6/14
IE	-12/6	S	DAKAR	21/26
	4/14	C	KINSHASA	22/29

LE CAIRE	10/18	S
MADRASEKH	7/20	S
NAIROBI	15/27	S
PRETORIA	21/23	N
RABAT	6/18	S
TUNIS	8/15	P
ASIE-OCEANIE		
BANGKOK	23/32	S
BOMBAY	18/29	S
CIKARTTA	23/28	P
DUBAI	18/27	S
HANOI	19/23	C
HONGKONG	14/21	S
JERUSALEM	9/17	C
NEW DEHLI	7/18	S
PEKIN	1/7	S
SEOUL	-2/7	S
SINGAPOUR	25/29	P
SYDNEY	21/27	S
TOKYO	5/12	S

Les hauteurs de neige dans les stations

marquables, insacrés aux fondeurs. Documents à la Maison de Savoie ou sur demande au 04-79-83-12-45.

Brochure similaire pour la *Guide des stations de Haute-Savoie*, répertoriant 49 sites du Chablais, des Aarins, des Préalpes du Soleil et 19 sites du Mont-Blanc. Mémo logos que pour le *Guide Savoie*: ski en famille, grand domaine, nouvelle glisse, village de charme, nordique, station haute altitude, logos permettant d'orienter le choix. Disponible à la Maison de Savoie ou au Réservation Loisirs-accueil de Haute-Savoie, au 04-50-23-96-00.

Le *Guide Neiges en Rhône-Alpes* classe au niveau de la région, par département et par massif, les stations, au moyen des mêmes logos et avec des cartes routières. Avec détails sont regroupées les informations concernant la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère et la Drôme ainsi que les massifs de la Loire, de l'Arèche et de l'Ain. En prime, des adresses pour organiser son séjour, celles des comités départementaux du tourisme, les loisirs-accueil ou centrales de réservation locales, les parcs naturels, les associations et clubs sportifs.

Enfin les deux fascicules *Neiges en Isère* déclinent les 43 stations et villages des Alpes du Dauphiné ainsi que les stages et activités programmés au long de la saison. On les trouve à la Maison Alpes-Dauphiné-Isère (2-08 place André-Malraux, 75001 Paris, tél. : 01-42-96-02-43) ainsi que la brochure *Cat hiver* en Isère présentant les types d'hébergement et les forfaits. Sur place, la documentation de chaque station, une réservation centralisée et des réductions sur les tarifs SNCF.

VOICI les hauteurs d'enneigement au mercredi 23 décembre. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel; sur le service minitel 3615 En montagne; et sur Internet: [htt://www.ski-france.fr](http://www.ski-france.fr).

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ-ISÈRE
Alpe-d'Huez: 32-140; Alpe-du-Grand-Huez: 12-40; Auris: 00-51; Chant: 16-20; Aurans: 30-60; Bard: 30-55; Le Collet-d'Audoubert: 20-60; Les Deux-Alpes: 30-120; Larn-et-Vercors: 15-30; Meaudre: 40-40; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 00-45; Les Sept-Laux: 15-00; Villard-de-Lans: 30-50.

FLAUTE-SAVOIE
Avoriz: 30-80; Les Carroz-d'Arèches: 30-140; Chamonix: 50-145; Châtel: 30-60; La Chusaz: 35-90; Combloux: 25-65; Les Contamines-Montjoie: 15-90; Flaine: 50-140; Les Gets: 30-60;

Le Grand-Bornand: 30-60; Le
Houches: 60-55; Megève: 15-75
Morillon: 14-140; Morzine-Av
vaz: 20-80; Praz-de-Lys: Som
mand: 30-40; Praz-sur-Arly: 3
c.; Saint-Gervais: 30-50; Sa
moëns: 20-100; Thollon-les-M
mises: 25-60.

SAVOIE

Les Allions: 10-55; Les Arcs: 31
155; Arèches-Beaufort: 15-80
Aussais: 50-60; Bonneval: 20-30
Arc: 20-80; Bessans: 20-30
Le Corbier: 30-40; Courchevel
10-101; La Tania: n. c.; Crest-V
land-Chevenoz: 25-45; Flumet
30-60; Les Kareills: 30-60
Les Menuires: 28-100; Saint-Mar
tin-Belleville: 20-100; Méribel
40-100; La Norma: 30-15; Notre
Dame-de-Bellecombe: 30-70
La Plagne: 55-155; La Rosière
1850: 18-100; Saint-François
Longchamps: 35-110; Les Saissies
15-55; Tignes: 52-130; La Touc
sue: 20-30; Val-Cenis: n. c.
Val-Fréjus-le-Charmail: 10-10
Val d'Isère: 40-110; Vallée: 20
60; Valmeinier: 20-60; Valmore
25-90; Val-Thorens: 50-120.

ALPES-DU-SUD

Aurion: 20-10; Beuil-lès-
Lannes: n. c.; Isola 2000: 20-60
Montée-niv.: 15-20; Orsières:

Melette: 30-30; Les Orres: 30-40; Praz-Loup: 40-00; Puy-Saint-Vincent: 20-20; Risoul: 185-10; La Sanze-Super-Sauze: 30-00; Serre-Chevalier: n. c.; Superdévouy: 50-50; Valberg: 30-30; Val d'Allos/Les Seignins: 25-25; Val d'Allos/La Foux: 25-25; Vars: 20-20.

PYRÉNÉES
As-les-Thermes: 40-50; Font-Romeu: 60-100; Gourette: 30-70; Luchon-Superbagnères: 40-150; Luz-Ardiden: 35-55; La Mongie: 50-100; Plau-Engoulart: 60-80; Saint-Lary-Soulan: 30-40.

AUVERGNE
Besse/Superbesse: 15-20; Le Mont-Dore: 15-20; Superleirani: 30-10.

JURA
Métabief: 10-35; Mijoux-Lelux-la-Faucille: 30-50; Les Rousses: 15-50.

VOSGES
Le Bonhomme: 40-40; La Bresse/Hohneck: 50-50; Gérardmer: 20-40; Saint-Maurice-sur-Moselle: 05-50; Ventron: 20-60.

♦ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE, tapez SOS (2 23 E/mil)

[illegible]

cour. Points. - IX. Tombées bien bas. - X. C'est elle qui porte le tablier. Suiveur. - XI. A table avec le I horizontal. A table en Provence.

I. A table pour les fêtes. A table avec la précédente. - II. Spécialiste du trait d'union. Préposition. - III. Sigle bancaire. Répétition. Entre deux portes. - IV. Se lancera. Ses chatons arrivent au printemps. - V. Fatigué. Marque la preuve. Pièce nipponne. - VI. En liberté. Balle de jeu. Dans la gamme. - VII. Occupe les premiers rangs. Déchets ou trier n'importe comment. - VIII. Personnel. Pris à la

1. Sa profondeur crée l'ivresse. - 2. Pourra rayonner. Associé au rayon pour faire surface. - 3. Leur nuit serait la première. Relève à table. - 4. La voiture du Général. Maternité de fortune. - 5. Ni animal ni végétal. - 6. Chez le mili-

taire. Chez le militaire et en armes. En armes et en larmes. - 7. Observées avec soins. - 8. Interjection. Marquent l'événement. - 9. Ellébore à Noël. Personnel. - 10. Font les braves. Doubé, ce n'est pas de la tarte. - 11. Absolument nécessaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98307

HORIZONTALEMENT
I. Père. Noël. - II. Capuchonnés.
- III. Epieu. Ecope. - IV. Lice.
ENOS. - V. Elé. Cas. Cri. -
VI. Blème. Eveil. - VII. Ro. Eleva.
Da. - VIII. Ancre. River. - IX. His-
sera. - X. Toast. Rossa. - XI. Scieé.
Anars.

VERTICALEMENT

1. Célébrants. - 2. Papillon. Oc. -
3. Epicee. Chai. - 4. Ruée. Merise.
- 5. Eau. Céléste. - 6. La. - 7. Noël.
Sèvrera. - 8. Once. Vairon. -
9. Enoncé. Vasa. - 10. Léporidé. Sr.
- 11. Sésillares (sacralisés).

Le Monde est édité par la SA La Monde. La rep
de l'administration.
Commiss
ISSN 1145-2057

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gumbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Le radium

SOIXANTE ANS après l'émission d'un premier timbre à l'effigie de Pierre et Marie Curie, surtaxé au profit de l'Union internationale contre le cancer, La Poste a mis en vente générale, le 16 décembre, un timbre à 3 F, *Le Radium*.

Ce timbre renvoie à deux anniversaires : le centenaire de la découverte du radium, par Pierre et Marie Curie, et le cinquantième de la première réaction en chaîne de la première pile atomique française - Zoé - mise au point par

On notera également les émissions, en 1967 et 1982, de timbres pour le centenaire de la naissance de Marie Curie et en hommage à Frédéric et Irène Joliot-Curie.

Terre Adélie

SOUS LE TITRE *Les Trois Périples du bâtiment polaire* Commandant-Charcot en terre Adélie : 1948-1951, Jean-Marie Gibat et Gilles Troispoix signent une étude documentée, illustrée de nombreux pls, timbres, photos, cartes

L'usage de tout article est interdite sans l'accord préalable des journaux et publications n° 57 437.

Le Monde
PARIS

Président-directeur général : Dominique Aidiu
Vice-président : Gérard Monex
Directeur général : Stéphane Courlet
78718, Paris 16e - France - Tél. 01 47 21 80 00
75231 PARIS CEDEX 05

FR. 01.42.12.33.00 - FAX 01.42.12.33.24

et récits (d'Alfred Vallette et Michel Barré, entre autres).

Tout au long des 150 pages de l'ouvrage, on retrouve les noms des pionniers auxquels la philatélie des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) a rendu hommage : André-François Liotard, Max Douguet, Robert-Pommier, Martin de Viviez ou André Prud'homme, à l'origine de la présence permanente de la France sur le sol de la terre Adélie.

★ 100 F, plus port (France 20 F, étranger, 30 F). Commandes : G. Héros Trospeux, 2, rue Turbilly, 65003 Lyon. Tél. : 04-72-68-00-25.

Le Radium
1895-1948
République Française
300

EN FILIGRANE

■ **COUVÉE PHILATÉLIQUE.** A l'occasion du 150^e anniversaire du premier timbre français, le champagne Olivier Jean (26, rue Henri-Dunant, 51200 Epernay) Tél.: 03-26-55-17-08) propose sa « couvée du Vermillon », premier cut issu du terroir de la côte des Blancs, millésimée 1995. Bottelles habillées de vermillon, bouches de Cérès sur étiquettes et plaque de muselet, donnent son cachet à cette cuvée philatélique (232 F la bouteille, port inc.).

■ **VENTES.** La vente sur offres Jaquet-Baudot consacrée à la première émission de France a tenu ses promesses (*Le Monde* du 5 décembre). Trois lettres ont dépassé les 240 000 F : un 20 c noir oblitéré par cachet à date demi-fleuron de Montargis (23), du 1^{er} janvier 1849 (prix de départ 120 000 F) ; un 20 c noir oblitéré par la cursive rouge « 31/Castera-Verduzan » et deux traits de plume, cachet à date du 1^{er} janvier 1849 (départ 150 000 F) ; une paire tête-bêche du 20 c noir sur blanc, oblitérée par le cachet à date de Fécamp (74), du 13 janvier 1849 (départ 150 000 F).

TRADITION Acte théâtral rituel bouddhiste constitué de danses, peintures, sculptures, chants et prières, le tsam avait été interdit de représentation en Mongolie, sous obédience so-

viétique depuis 1937. ● CETTE CÉRÉ-
MONIE, longue d'une journée, mémoire d'un pays et d'un peuple, est en train de renaître. Il faut re-constituer les costumes et les

masques, retrouver la gestuelle. ● AU MONASTÈRE Gandan d'Oulan Bator, seuls deux maîtres connaissent encore les pas, les prières et les se-crets, qu'ils transmettent lentement.

Depuis 1987, trois jeunes lamas ont été formés, qui, à leur tour, seront chargés d'enseigner le tsam à trois autres lamas. ● À NANCY, le festival Passages, fondé en 1996 par le

Théâtre de la Manufacture, recevra, en avril 1999, une quarantaine de la-mas pour la première représentation de ce rituel - dans son processus de reconstitution - depuis soixante ans.

Le théâtre tsam se prépare à revivre en Mongolie

C'est à Nancy, en avril 1999, que sera présenté pour la première fois depuis plus de soixante ans cet acte rituel bouddhiste. Le pays redécouvre lentement, grâce à quelques maîtres, une mémoire longtemps interdite sous l'ancien régime soviétique

OULAN BATOR
de notre envoyée spéciale

Les derniers témoins allaient mourir. Il s'en est fallu de peu, quelques années à peine, et tout aurait disparu. Depuis que le gou-vernement communiste de la Mongolie « extérieure » (indépen-dante depuis 1911, jamais intégrée à l'URSS mais sous obédience so-viétique de 1921 à 1989), a entrepris la destruction radicale de la danse théâtrale rituelle du bouddhisme, le tsam, les dernières traces se sont progressivement effacées.

Le travail politique d'élimination de la mémoire, en éradiquant les intellectuels et les manifestations du passé national autant que les formes et les représentants de la religion bouddhiste, n'a pas épargné ce qui est plus qu'un simple spectacle théâtral, une pratique importée du Tibet en 1802 et deve-nue l'un des caractères essentiels de la culture et de la spiritualité mongoles. Avec la disparition du tsam, une cérémonie longue d'une journée, faite d'incantations, d'art et d'histoires, c'est la mémoire que l'on s'efforçait de faire mourir.

Planté dans la neige et le froid, sur les hauteurs d'Oulan Bator - capitale de la Mongolie -, le mo-nastère Gandan a un air paisible. Les fidèles viennent apporter leurs offrandes dans les différents temples colorés, les lamas cir-culent d'un pas de routine. Le khambo-lama, haute autorité du monastère et chef de la spiritualité bouddhiste dans le pays, est, lui, plus impatient. En 1999 devrait être achevé le travail de reconsti-tution du tsam.

L'idée avait été acceptée dès la fin des années 70 par le gouverne-ment, conscient de la nécessité de flatter le sentiment national, mais c'est depuis la fin de l'empire so-viétique que le travail est réelle-ment entrepris, à un rythme d'es-cargot. La tâche est de taille : tout reconstruire, du scénario aux cos-tumes, réapprendre aux jeunes la-mas la manière de porter les

masques, d'occuper la scène, d'ef-fectuer les pas de danse, d'expri-mer le sens symbolique des per-sonnages, d'investir les secrets de la mémoire perdue. Les livres sa-crés ne suffisent pas à décrire le mystère de la réalisation qui relève de la seule tradition orale. Et au-jourd'hui les anciens ne sont plus en âge de danser, ni de porter des costumes, dont certains peuvent atteindre 80 kilos. Ce dont ils sont encore capables, avant qu'il ne soit trop tard, c'est de transmettre l'es-sence spirituelle et secrète de la chorégraphie. Le temps presse.

De sa vie, le khambo-lama n'a donc jamais vu représenter le tsam mongol. Et pour cause : sur les sept cent soixante monastères existant en Mongolie, un seul avait été préservé des destructions sys-tématiques du régime commu-niste, le grand monastère Gandan, à Oulan Bator. Dans les années 30, entre trente mille et soixante dix mille lamas ont été exécutés ou enrôlés de force dans l'armée so-viétique, quand ils ne parvenaient pas à s'exiler. Seuls sept ont été autorisés à réinvestir le Gandan en 1947.

Le tsam, qui existe sous une forme spécifique, non seulement dans chaque pays (Tibet, Mongo-lie, Népal, Bhoutan...), mais à l'in-térieur de chaque monastère, a été définitivement interdit de repré-sentation en Mongolie en 1937. Les costumes et les masques du tsam ont été détruits ou dispersés dans des musées, les lamas survivants ont désappris le secret des mouve-ments, des incantations, de la ges-tuelle d'une tradition centenaire.

Dans le bureau du khambo-la-ma, l'administrateur du monastère et le responsable de l'art bouddhiste se concertent en présence du ministre mongol des affaires étrangères. « L'idée d'assister enfin à la renaissance du tsam me remplit de joie », confesse le très moderne khambo-lama à la mine opulente et joviale, pour qui l'usage du télé-phone portable semble devenu aussi habituel que le dépôt des of-frandes au pied de la magistrale statue d'un Bouddha tout en or, juste derrière lui. « Le tsam ras-semble plusieurs particularités constitutives du bouddhisme : la danse, la peinture, la sculpture, le chant, les prières, et même la façon d'inspirer l'air », reprend-il, ou-bliant soudain sa corpulence pour mimer quelques pas de danse d'un mouvement gracieux des deux



La préparation de la danse.

bras, l'annulaire posé contre le pouce.

Tout occupé à l'exercice de sa gestuelle, aux sonneries de son portable et à la suite de ses ren-dez-vous quotidiens, il semble prêter une attention de plus en plus distraite, malgré une gentillesse imperturbablement souriante, à la présence de ses visiteurs. Ils ont pourtant fait le voyage jusqu'à lui depuis la France : Bernard Fleury, directeur adjoint du festival Pas-sages de Nancy, et Alexandre Ca-valli, fondateur et directeur du centre Pouchkine chargé de diffu-ser en France la langue et la culture russes et, depuis peu, mon-goles.

Le projet de Passages est d'in-ter, à la fin du mois d'avril 1999, une quarantaine de lamas du mo-nastère Gandan susceptibles de présenter le tsam non pas sous sa forme achevée, mais dans son pro-

cessus de reconstitution. Pour le khambo-lama, c'est une affaire en-tendue. Les moines viendraient à Nancy au mois d'avril. Tout se pré-senterait pour le mieux, Bernard Fleury comptait n'avoir plus à ré-gler que les détails techniques :

La mission du festival Passages

Fondé en 1996 et organisé chaque année à Nancy par le Théâtre de la Manufacture - centre dramatique national dirigé par le metteur en scène Charles Tordjman -, le festival Passages se donne pour mission d'accueillir les mises en scène de l'est de l'Europe et, depuis peu, du « grand Est » asiatique. Ces troupes de théâtre ne sont géné-ralement jamais sorties de leurs pays. En avril, le festival avait fait un premier pas vers la Mongolie : sous une yourte importée par le Transsibérien, un chaman était venu effectuer une cérémonie desti-née à convoquer les esprits (Le Monde du 28 avril).

La venue du théâtre Tsam en avril 1999 s'inscrit donc dans la conti-nuité d'un travail : Passages ouvre ses portes à la reconstruction possible d'une mémoire, celle des différentes cultures arrachées à elles-mêmes avant la chute du mur de Berlin, qui voient leurs tradi-tions confrontées au monde d'aujourd'hui.

Le secret du vieux lama, tchamdan présumé

OULAN BATOR
de notre envoyée spéciale

On aurait dit Nijinski, lors de son ultime sursaut. Après un long silence, le vieux sage en robe jaune, immobilisé dans son fau-teuil roulant, a soudain fait danser ses bras, donné à ses mains la grâce d'un geste bref, l'annulaire posé contre le pouce. Et dans un chant murmuré, « oooooommm », ses jambes ont pu faire quelques pas. Le tsam était là, tout d'un coup, le rituel tout entier dans le corps d'un vieillard immobile, la mémoire intacte réanimée après soixante ans de tentatives d'anéantissement.

Ils ne sont plus que deux. Deux vieux lamas, au sein du monastère Gandan d'Oulan-Bator, à détenir

la science du tsam. Depuis son in-terdiction par le régime commu-niste en 1937, la reconstitution de cette danse théâtrale rituelle du bouddhisme est tout entière sus-pendue à leur mémoire. Le lama Danzan, dans son fauteuil roulant, quatre-vingt-quatre ans, et le lama Seretser, quatre-vingt-dix ans, en-seignent à de jeunes lamas à leur rythme, autant qu'ils le peuvent, l'énigme des danses, des chants et des prières. Mais si l'un et l'autre doivent être à même de trans-mettre la tradition, en tant qu'an-ciens protagonistes de la cérémo-nie, seule une personne vivant au sein du monastère est censée dé-tenir la connaissance absolue du tsam, en posséder tous les secrets. Or ce lama unique par le fait de son omniscience, le « tchamdan », nul ne sait qui il est, parmi les la-mas. Le maître du tsam doit rester aussi secret que ce dont il a la clé.

Ce mystère supplémentaire ne simplifie pas la tâche. Depuis longtemps, les rumeurs courent dans le monastère Gandan sur l'identité du tchamdan. Pour le la-ma Bajarbaatar, historien du tsam au monastère, ça ne fait aucun doute : « Le plus vieux des deux danseurs, Seretser, c'est lui le tchamdan, affirme-t-il. Personne n'en est sûr, mais tout le laisse su-pposer : car le dala-lama est venu un jour de Dharamsala (son lieu

d'exil en Inde) pour lui demander à lui, solennellement, de prendre en charge la renaissance du tsam. »

Le tchamdan présumé est ma-lade ces jours-ci. Mais l'autre dan-seur, Danzan, poursuit jour après jour son enseignement. Né en 1914, il a dansé le tsam de l'âge de dix à vingt-cinq ans. En 1937, lorsque tous ses professeurs furent exécutés, que les lamas furent passés par les armes ou em-prisonnés, il fut incorporé avec les plus jeunes dans l'armée sovié-tique le temps de la guerre.

Ils ne sont plus que deux à détenir cette science

Artiste, il put survivre ensuite en édifant des monuments, telle la statue de Soukhé Bator - chef na-tionaliste mongol rallié au bolche-visme et « libérateur » de la Mon-golie en 1921 -, sur la place centrale d'Oulan Bator. En 1947, au moment où l'on autorisa sept lamas de réinvestir le monastère du Gandan, il y est revenu. Le tsam, il s'en souvient bien. « Il ne s'agit pas seulement d'une

danse », articule le vieux sage dans un mongol matiné de tibétain, la langue des textes bouddhistes que la jeune interprète mongole, éle-vée en milieu communiste athée, peine elle-même à comprendre.

« Le tsam est l'expression artistique d'un rituel, la tradition millénaire d'une gestuelle investie de sens. » Depuis que la réintroduction du tsam a été décidée en 1987, il a for-mé trois jeunes lamas, lesquels se-ront chargés à leur tour d'ensei-gner le tsam à trois autres. Le choix des danseurs est délicat. « On prépare les enfants pendant plusieurs années, explique-t-il la-coniquement, d'un visage impa-vide, comme résigné à ne pouvoir jamais transmettre l'intégralité de sa science. Ce n'est pas comme ap-prendre la valse. Le tsam est complexe, c'est un problème d'équi-libre, d'intelligence, de respiration, d'aptitude au spirituel. Cela de-mande une longue période d'obser-vation. »

Il faut aller vite. Transmettre la tradition avant que ne meurent le sage Danzan et le tchamdan Se-reetser. La fabrication des cos-tumes attendra. Le lama Purevat, responsable du département d'art du monastère Gandan, ne s'in-quiète pas. Il saura reconstituer dans les délais l'ensemble des cos-tumes et des masques de démons colorés aux allures débordantes, à

partir des pièces de musée et des photos d'archives.

Pour l'heure, c'est sur la trans-mission de la danse que se concentrent les lamas du Gandan. Et sur l'apprentissage du secret. « Le secret est quelque chose que l'on ressent fortement en Mongolie, explique le vieux lama. Non seule-ment parce que l'on risquait sa peau à évoquer même le nom de tsam sous le communisme, mais parce que cette habitude du secret est dans notre nature. Par exemple, il n'y a pas de mots pour dire ce que signifie le tsam. « Mystère » serait le plus proche. Là est la crainte : qu'à force de tant de secrets, tout dispa-raisse. »

M. V. R

Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

... également des dossiers spéciaux et la possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

... sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

Par l'auteur d'ARCHIBALD (700 représentations en France)

LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES

Comédie satirique

THÉÂTRE DES MATHURINS

01 42 65 90 00 / 01

ÉTUDIANTS 100 F

Jazz et blues dans la salle polyvalente de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis

Le saxophoniste Archie Shepp et le guitariste Fred Clayton ont enthousiasmé les détenus

Invité par l'Association artistique et sportive des détenus (Asodas) de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), le saxophoniste et chanteur

noir-américain Archie Shepp est venu accompagné de sa formation régulière, un quartet, et de deux jeunes musiciens de blues, Fred Clayton

et Chris Dailey. Cent douze détenus ont assisté et participé avec ferveur à ce concert où se mêlaient le jazz, le blues et le free.

MERCREDI 23 décembre, 14 h 52 : le quartet d'Archie Shepp, saxophoniste et chanteur, traverse à pas comptés le parvis de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Shepp est escorté de deux gendarmes du blues plus jeunes que lui : Chris Dailey (batterie) et Fred Clayton (guitariste, chanteur). Sinon sa troupe habituelle pour l'Europe : Wayne Dockery, contrebasse, Effie Clement au piano et Stephen McCraven, batterie. Ils arpègent le parvis comme s'ils jouaient déjà, on ne sait quoi, mais du blues. Des fenêtres, on les hèle. Shepp sourit : « Hey, my brother ! » Tout s'entend dans la cour. Chacun répond. Cela suffit. Il vient jouer à l'invitation de l'Association artistique et sportive des détenus (Asodas).

La salle polyvalente de la prison est prévue pour cent douze participants. C'est la maison des hommes. Donc, cent douze hommes, plus quelques surveillants. La salle en ciment dispose d'une petite scène avec, au fond, une fresque représentant la communion d'un Christ et ses apôtres. Elle peut servir de chapelle. Sur le mur opposé, un paysage maritime.

Shepp s'étonne de l'absence de batterie. Il reste courtois, on le sent malheureux. Il dit : « Mais je suis venu avec deux batteurs ! ». Il réagit comme il le ferait partout. Il l'a fait partout. Il joue. Les trois premiers morceaux, à l'amiable. L'imprévu peut créer du génie. Ce n'est pas une règle. Simplement, ça arrive. C'est le cas. Chacun cherche son

son. Les micros bricolent. Steve McCraven pose sa caisse claire sur deux chaises ; installe sa charleston et une cymbale ; joue exactement comme s'il était à Newport. C'est ainsi. La batterie arrive plus tard, d'un autre pavillon, celui de l'atelier de musique. En festival, avec des sous ou du bénévolat, les choses ne se font pas plus vite.

Au changement de tableau, Steve McCraven, le batteur, et un jeune technicien chevelu s'installent, le show continue pendant les travaux, cependant que Chris Dailey, l'autre batteur, tient le tempo sur la charleston. Le tout dans un simple appareil technique. C'est un moment de musique très vrai, très juste, assez rare, comme font les musiciens quand il n'y a personne qu'eux, pas de détenus, pour jouer ou se préparer à le faire. Shepp joue.

La particularité de ce concert, c'est la façon entière qu'il a eue, lui, de jouer. Un blues de rocaïlle pour annoncer les choses, à fond les manettes, pavillon du ténor béant devant le micro, chacun son chorus comme autrefois, et retour au thème en chantant. Terminé. Shepp sait qu'il ne peut plus jouer trop longtemps du ténor. Il compose avec ses limites de bouche, de dents, de pince. De toute façon, même peu, il joue mieux que les autres.

Et sinon, il chante. Il s'est fait un répertoire de blues hurleur. Avec sa belle gueule, il donne dans le genre « shout ». Les crieurs du blues. En concert ou en festival, on

prend ça pour un recours, une facilité, une coquetterie. A Fleury-Mérogis, un 23 décembre, on l'entend tout entier. Feu immédiat. On songe à son enregistrement historique, *Blasé*. Ici, personne de blasé. Ça joue.

C'est une soirée conçue avec cœur, pas un concert au rabais

Shepp ne se tracasse plus de technique. Sur le roux, les saints ont l'air de « marchin' in ». Il s'offre une version Black-crooner de *Que reste-t-il de nos amours* en français. Ça démenage dans les rangs. Il joue free. C'est pareil. Un lascar grimpe sur le petit podium, tape les mains des musiciens en guise de salut. On ne déboule pas comme ci comme ça. Il danse, enfin « danse », dans ce genre hip-hop dépenallé que mit au point, à la fin des années 60, l'extraordinaire Koolhaas, dans les quartiers grecs de Lyon.

A Fleury, la moyenne d'âge est de vingt-sept ans. Shepp dit quelques mots de l'esclavage, les *Blacks* sans instruments, le corps seul... Jouaient avec leur corps, « hambone ». Steve McCraven quitte ses tambours et vient devant, fessant ses cuisses et son torse, montre ce qu'il en était. Dé-

lire dans les rangs. Une voix demande du rap. Shepp n'entend pas. Par hasard subliminal, il enchaîne sur un *preaching* révolutionnaire, poing dressé : le Lascoux du rap. Cinq sur cinq. Là-bas, à gauche, le groupe debout qui danse et qui claque, est aux anges. Shepp a conçu la soirée avec cœur. Ce n'est pas un concert au rabais. Ça sonne juste de bout en bout.

Il fait entrer les jeunes : Fred Clayton, qu'il présente avec gloire comme Fred « Bluesman » Clayton et Chris Dailey. Il annonce tout le monde et ce qu'ils font, exactement comme s'il était à Atlanta. Il aime ces types pour qui il joue. Au rappel, il raconte des trucs, baragane sans bassesse, donne de la joie, parle comme il faut de la liberté, de l'état des hommes. D'un coup, tout le monde comprend l'anglais des Noirs-Américains. Il joue des choses des années 60, de ses années de feu, termine par *California Blues*.

Si les clubs et les festivals se mettaient dans cette écoute-là, cette écoute d'exception ordinaire, ce bonheur qui tombe comme un putain d'orage sur une maison d'arrêt, on n'en serait pas là. Ni eux, ni personne, ni d'ailleurs le « jazz ».

Francis Marmande

★ Fred « Bluesman » Clayton Group, Cithéa, 114, rue Oberkampf, Paris 11^e. M^{me} Parmentier. Les 25 et 26 décembre. Tél. : 01-47-00-00-32.

L'imagerie de l'Espagne virile et catholique recylée sur fond de flamenco trépidant

HOMMAGE À FEDERICO GARCIA LORCA. Ballet flamenco Antonio Canales. La Casa de Bernarda Alba, mise en scène de Luis Pasqual, chorégraphie d'Antonio Canales. Musique : José Jiménez « el vieja », David Cerdeueta, Pepe Luis Carmona. Chanteurs : Montse Cortés, Pepe Luis Carmona, Guadiana. Variations sur El Romancero Gitano, chorégraphie : Antonio Canales. THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^{me} Alma-Marceau. Tél. : 01-49-52-50-70. Jusqu'au 3 janvier 1999, 20 h 30. 60 F à 300 F ; 31 décembre, Fiesta Flamenca, 20 h 30. 70 F à 390 F.

La lecture du programme de l'hommage à Federico Garcia Lorca par la compagnie Antonio Canales fait hausser le sourcil à plus d'un spectateur. Passe encore l'adaptation flamenco de *La Casa de Bernarda Alba*. Mais confier l'interprétation des cinq filles et de leur despote de mère à des hommes résonne comme une incongruité.

Pour leur première collaboration, le chorégraphe Antonio Canales et le metteur en scène Luis Pasqual, intime de l'œuvre de Lorca, osent un drôle de pari. Revendication homosexuelle ? Epreuve de style ? Coup monté pour racoler le chaland ? On se souvient qu'un mois après avoir

écrit cette pièce Lorca mourait sous les balles des soldats franquistes dont l'un d'entre eux se vantait d'avoir achevé « cet homosexuel de poète ». Désir alors pour nos deux comparses de torse cette pièce trop nette, au tragique annoncé, pour en révéler un secret dessein ?

LA TRIBU ALBA

Le scénario est simple : une mère tyrannique accule sa fille cadette, enceinte du fiancé de sa sœur aînée, à la pendaison. Dans une scénographie ascétique - un mur gris percé de trois ouvertures justifiant les entrées et sorties -, l'irruption de la tribu Alba, toutes voiles noires dehors, porte d'emblée à sourire. En paysannes échappées du couvent, les garçons semblent jaillir d'une malle à déguisements.

Malgré le petit gabarit des uns, la finesse de la taille des autres, difficile d'adhérer à cette image mal fagotée. Ni travesti, ni androgyne, ni drag-queen, les cinq sœurs ne ressemblent à rien. Et quand un des danseurs se visse des boucles d'oreilles rouges, la perplexité cède le pas à un léger agacement. Accessoires obligés, symboles voyants, premier degré programmé. Entre un pastiche de *La Cène*, façon séance de percussions sur table - d'une belle intensité néanmoins - et une danse autour d'une paire d'étriers, l'imagerie de l'Espagne virile et catholique est ici recylée sur fond de flamenco trépidant. Jamais vraiment ridicule.

Allez savoir comment, au milieu de cette improbable famille, le danseur Antonio Canales, alias Bernarda Alba, force l'intérêt. En robe-soutane, crucifix à la main et barrette retenant les cheveux, il transpire une vigueur inquiétante. Même quand il brandit sa carabine telle une Ma Dalton déchiée, il n'entame pas son cré-

Loïn du cliché du danseur flamenco à la canbrure ravageuse, son visage blême, sa silhouette eubodée imposent une ambiguïté charmante réellement fascinante. Homme ou femme, laid ou beau, peu importe. Il est une figure de l'autorité maléfique et dangereuse, avec ou sans arme. Très contenu, comme aspiré de l'intérieur, ce danseur à la grâce peu conventionnelle libère son flamenco par rafales. Sa puissance et sa vivacité, sa fièvre froide sont sans ébroue. Virtuose, son *zapateado* fait vite oublier le support théâtral qui lui offre néanmoins une nouvelle dimension, plus trouble.

Dans la seconde partie du spectacle *Variations sur El Romancero Gitano*, plus classique, le danseur, en chemise tapissée bordeaux, émeut par sa beauté jouffue à la Elvis Presley. Il n'est pas dans l'arrogance ombrageuse du flamenco, dans l'estocade, mais dans un émerveillement permanent qu'il offre avec un bonheur presque naïf au public.

Rosita Boisseau

NOUVEAU FILM

BIMBOLAND

Bimboland est un film décevant, sur le seul terrain où, très vite, on conçoit qu'on pourrait s'y intéresser : comme occasion de se mettre en colère. Le début est pourtant prometteur, avec le mélange de vulgarité et de stupidité qui préside à la mise en place de ce qui-proquo où le professeur Depardieu, sans un regard pour la thésauride Judith Godrèche, craque comme une bête lorsque celle-ci, conseillée par Aure Atika, recourt aux affutés aguicheurs de la « bimbo ». De *Cendrillon* à *Et Dieu créa la femme* en passant par *Dr Jekyll* et *Mr Hyde* ou *La Poupée* et le Pantin, le film recycle une im-

probable quantité de récits avec une insondable paresse et une considérable laideur. Y compris, c'est un comble, au détriment de ses actrices enfermées dans des emplois méprisants. Mais voilà que le film s'évide lui-même de son scénario beauf, pour finir en une gentille parabole humaniste qui éradique y compris l'envie de s'en agacer. Il ne laisserait que l'oubli, n'était une fugace parcelle de grâce au détour d'un plan où Depardieu, comme ivre de tant de vide, retrouve l'élégante étrangeté qui n'est qu'à lui. J.-M. E. Film français d'Ariel Zeitoun. Avec Judith Godrèche, Aure Atika, Gérard Depardieu. (1 h 30.)

SORTIR

PARIS

Carmen Campagne Des Québécois et Québécoises qui racontent des histoires de Québécois pour les petits. Carmen Campagne fait des tubes avec des chansons en forme de poupées russes, où les poules, cochons ou vaches à traire sur claquemets de doigts tiennent les rôles-titres. *Olympia*, 28, boulevard des Capucines, Paris-8^e. M^{me} Opéra. Le 26, 14 h 30 ; le 27, 11 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 135 F.

Alain Jean-Marie Bignine Reflexion Planiste originaire de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Alain Jean-Marie passe tranquillement du rôle d'accompagnateur recherché (on ne peut faire la liste de tout ceux avec qui il a joué) à celui de leader d'un trio où se mêlent ses racines et son goût pour les choses du jazz, en particulier celui issu du bop. A raison, son toucher, sa sensibilité, sa délicatesse et un swing impétueux sont vantés.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Bimboland d'Ariel Zeitoun (France, 1 h 30). Cuba mon amour de Carlos Marcovich (Mexique, 1 h 30). Fasten (*) de Thomas Vinterberg (Danemark, 1 h 46). Les Folles de Margaret de Brian Skeet (Grande-Bretagne, 1 h 33). Le Nain rouge d'Yvan Le Moine (Belgique, 1 h 42). Les Puissants de Peter Chelsom (Etats-Unis, 1 h 48). Le Testament du soir de Kaneto Shindo (Japon, 1 h 52). Le Voleur et l'Enfant de Pavel Tchoukhraï (Russie, 1 h 30). (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou Tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

L'Autre de John Cromwell, avec Cary Grant, Carole Lombard. Le Châli, 1939 (1 h 34). Le Champ-Espère Jacques-Tati, 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60. Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Witley. Américain, 1935, copie neuve (1 h 23). Le Champ-Espère Jacques-Tati, 5^e. Tél. : 01-43-54-51-60. La Strada de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn, Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40). Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. West Side Story de Robert Wise et Jérôme Robbins, avec Natalie Wood, Rita Moreno, George Chakiris. Américain, 1960 (2 h 35). Grand Action, d'Orly, 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40.

FESTIVALS CINÉMA

Charlot revient Les Lumières de la ville (1930) : le 25, à 15 h 40, 17 h 20 ; La Ruée vers l'or (1925) : le 26, à 14 heures, 15 h 40, 17 h 20. Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. Littérature et cinéma Elephant Boy (Robert Flaherty, Zoltan Korda, 1937) : le 25, à 19 h 30 ; Le Livre de la jungle (Zoltan Korda, 1942) : le 25, à 15 h 30, 17 h 30, 21 heures. Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40. Ernst Lubitsch To Be or Not to Be (1942) : le 25, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05. Reflet Médias, salle Louis Jouvet, 3, rue Champollion, Paris 5^e. Yasujiro Ozu Le Goût du saké (1962) : le 25, à 16 h 30, 18 h 30, 21 h 15. Saint-André-des-Arts 1, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e. Tél. : 01-43-26-48-10. Tél. : 01-43-54-42-34. Panorama du western Le Vent de la plaine (John Huston, 1960) : le 25, à 16 h 30, 19 heures, 21 h 30. Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (« 16 F de commission par place »). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Chœur du patriarche russe Chants orthodoxes anciens. Chœurs liturgiques et chants traditionnels. Eglise Saint-Louis-en-Ville, 19, rue Saint-Louis-en-Ville, Paris 4^e. M^{me} Pont-Marie. Les 25 et 27, à 17 heures ; le 26, à 20 h 45. Tél. : 01-43-55-47-08. De 75 F à 150 F.

régulièrement. Le pianiste jouera avec le bassiste Eric Vinceno et le batteur Jean-Claude Monredon, d'abord au Sunset, puis lors de la soirée du réveillon aux 7 Lézards. - Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^{me} Châtelet. Les 25, 26 et 27, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F. - Les 7 Lézards, 10, rue des Rosiers, Paris-4^e. M^{me} Saint-Paul. 31 décembre, à partir de 23 heures. Tél. : 01-48-87-08-97. Réservation obligatoire. 130 F. Colette Bernard

Courageuse, chanteuse pour tous, celle qui joua près de mille fois le rôle d'Anna dans *Anna la Douce*, comédie musicale d'Alexandre Breffort et Marguerite Monnot, la grande interprète de *Tout-à-Mais*, la compagne de scène de Georges Brassens, années Bobino, remplie dans un petit théâtre de Pigalle. Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Cligny, Paris-18^e. M^{me} Pigalle. Jusqu'au 2 janvier 1999, 20 h 30 ; le 27 décembre, 15 heures. Tél. : 01-46-06-10-17. De 80 F à 120 F.

Cabaret d'Orléans, revue (et comédie) d'Adeline Tonic et Ferdinand Lecomte, mise en scène d'Adeline Tonic. Chapiteau Adeline Tonic, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13^e. M^{me} Austerlitz. Le 25, à 20 h 30. Tél. : 01-44-24-01-00. De 70 F à 130 F.

Kayastha avec la compagnie les Arts Sauts. Espace chapiteau du parc de la Villette, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-la-Villette. Le 25, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 115 F et 140 F. Romanes Cirque tzigane mise en scène d'Alexandre Bougionne-Romanes.

Chapiteau Romanes, passage de La-Thuillie, Paris 18^e. M^{me} Place-de-Cligny. Le 25, à 15 heures et 20 h 30. Tél. : 01-43-87-16-38. 50 F et 100 F.

Cirque Diana Morano Romanes tradition des petits cirques à l'ancienne qui dépose une vraie poésie : signes, éléphants, girafe, chameaux, zèbres, jongleurs, trapèze, fildériste, magicienne... Grande pelouse du Jardin d'acclimatation, Paris 16^e. M^{me} Sablon. Le 26, à 14 h 30. Tél. : 01-45-00-23-01 ou 01-45-01-21-22. De 60 F à 180 F. Gratuit jusqu'à 4 ans.

Miles Griffith et le trio d'Olivier Huttman La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6^e. M^{me} Saint-Germain-des-Prés. Le 25, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. 150 F. Mariel Robin Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^{me} Opéra. Le 25, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F. Fellag Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. M^{me} La Chapelle. Le 25, à 20 h 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Jacques Hasegawa Ciné Théâtre 13, 1, avenue Junot, Paris 18^e. M^{me} Lamarck-Coulaincourt. Le 26, à 15 heures. Tél. : 01-42-51-13-79. De 50 F à 80 F.

RÉSERVATIONS

Myung-whun Chung dirige le Chamber Orchestra of Europe.

Chœur de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Les 25 et 10 janvier 1999. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Hommage à Astor Piazzolla par Michel Portal, Richard Galliano et l'Orchestre des concerts Lamoureux. Salle Pleyel, 252, rue du faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. Le 17 janvier 1999. Tél. : 01-43-61-53-00. De 50 F à 190 F.

Les Belles nuits du Ramadan avec l'Orchestre du Conservatoire de Beyrouth, Houria Aïdi, Fadel et Aïda, Hassan Harif et les Musiciens d'Allep. Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. Du 8 au 20 janvier 1999. Tél. : 01-47-00-57-89. De 80 F à 130 F. Sylvie Guillem et Laurent Hilaire Opéra Garnier, place de l'Opéra, Paris 2^e. M^{me} Opéra. Les 5, 8 et 14 janvier 1999. Tél. : 08-36-69-78-68 (2,23 F/mn).

Le Frigo et la Femme assise de Copli, mise en scène d'Alfredo Arias. Théâtre national de Chailly, place du Trocadéro, Paris 16^e. Du 8 janvier au 26 février. Tél. : 01-53-85-30-00. 120 F et 160 F.

DERNIERS JOURS

27 décembre : Shiro Kuramata, 1939-1991 Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 01-44-55-57-30. 20 F. 31 décembre : Hommage à François Mitterrand Maison Mitterrand, 5, rue Payenne, Paris 3^e. Tél. : 01-48-87-41-03. Entrée libre. L'intranquillité d'après Fernando Pessoa, mise en scène d'Alain Risi, avec François Marthouret. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, Paris 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F. Les Variations Goldberg de George Tabori, mise en scène de Daniel Barenboim. Théâtre national de Chailly, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 01-53-85-30-00. 120 F et 160 F.

Etes-vous bien sûr d'atteindre le plus grand plaisir de théâtre auprès des comédiens qui ont bâti leur réputation sur les écrans de cinéma ou de télévision ?

Sur les deux scènes des Mathurins évoluent 12 grands professionnels dont deux issus de la Comédie Française.

LA FROUSSE Pièce très comique sans vulgarité. "Un entrepreneur de travaux publics victime de l'usage des fausses factures imposé par les partis politiques s'est réfugié chez son chauffeur". Il s'agit d'un grand succès éprouvé, déjà plus de 500 représentations en France.

LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES Pièce nouvelle. "Satire d'un avocat joueur, jouisseur, un peu voleur, affecté d'une abyssale faiblesse de caractère mais riche d'un culot génial, armé de la baraka." Vous sourirez au long des 3 actes.

RÉVEILLONS SANS SUPPLÉMENT DE PRIX LOCATION PAR TÉLÉPHONE AVEC CARTE BLEUE PRIX GRANDE SALLE DE 60 A 240 F • PRIX PETITE SALLE DE 100 A 200 F

MATINÉES SUPPLÉMENTAIRES LES 25, 26, 27 DÉCEMBRE ET 1^{er}, 2, 3 JANVIER à 17h15 pour les Cinémas de la rue d'Antibes, à 17h30 pour La Frousse

LOC. : 01 42 65 90 00 / 01 Théâtre des Mathurins - 36 rue des Mathurins 75008 Paris

L'islamiste Ben Laden appelle à tuer Américains, Britanniques et Israéliens

NEW-DELHI
de notre correspondante
en Asie du Sud

Dans ses premières déclarations publiques depuis les bombardements américains sur ses camps d'entraînement en Afghanistan, en août, l'homme d'affaires saoudien Oussama Ben Laden, accusé de terrorisme par les États-Unis, a réaffirmé, à la chaîne de télévision américaine ABC, son innocence dans les attentats contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie (125 morts) tout en indiquant qu'il « ne regrette pas ce qui est arrivé ». Admettant qu'il connaissait quelques-uns des suspects, détenus aux États-Unis, il a ajouté : « Ce sont des hommes sincères et que je tiens dans la plus haute estime ». En outre, Ben Laden s'est dit « nouveau confiant dans le fait que la nation musulmane se débarrasserait des Américains et des Juifs ». Selon ABC, l'entretien a eu lieu, mercredi 23 décembre, sous une tente dans la campagne, avec des mesures de sécurité exceptionnelles.

Dans d'autres déclarations au quotidien arabe Asharq al-Awsat, publié à Londres, du vendredi 25 décembre, Ben Laden a appelé à « combattre et tuer les Américains, les Britanniques » et les Israéliens.

« Les peuples britannique et américain ont largement fait état de leur appui aux décisions de leurs chefs d'agresser l'Irak, ce qui fait de chacun de leurs ressortissants, de même que les Juifs en Palestine occupée, des guerriers que tout musulman doit combattre et tuer », a-t-il déclaré.

En août, les talibans, qui gouvernent 80 % de l'Afghanistan et qui considèrent Ben Laden comme leur « invité », avaient affirmé qu'ils lui avaient interdit de renouer la presse. Toutefois, depuis cette date, une cour instituée par le chef des talibans, mollah Omar, a jugé Ben Laden innocent et cela explique peut-être qu'il puisse de nouveau s'exprimer. Ben Laden a cependant réaffirmé qu'il s'en tenait aux règles édictées par les talibans et qu'il ne se livrait à aucune activité à partir du sol afghan.

Ben Laden vit normalement à Kandahar, ville de résidence du mollah Omar, dans une maison hautement protégée. La protection donnée par les talibans à Ben Laden, qui a combattu toutes les années du jihad contre l'Union soviétique, est une des raisons qui empêchent leur reconnaissance par la communauté internationale.

Françoise Chipaux

Saisine du Conseil constitutionnel sur la réforme du scrutin régional

LA DROITE SÉNATORIALE (RPR, Union centriste, Républicains et indépendants) a déféré au Conseil constitutionnel, jeudi 24 décembre, la loi réformant le mode de scrutin régional et le fonctionnement des conseils régionaux, qui a été définitivement adoptée par le Parlement, mardi 22 décembre. Le texte de la saisine, signée par quelque cent quarante sénateurs, porte plus particulièrement sur dix articles du texte. Outre l'obligation d'assurer la parité sur les listes, et le bénéfice accordé à la liste la plus jeune en cas d'égalité de suffrages, les sénateurs contestent la conformité à la Loi fondamentale de la procédure de vote bloqué pour l'adoption du budget, la publicité des séances en commission permanente, ainsi que l'entrée en vigueur immédiate du nouveau mode de scrutin, en cas de dissolution d'un conseil régional avant le prochain renouvellement général.

DÉPÊCHES

■ **FRONT NATIONAL** : le bureau exécutif du parti de Jean-Marie Le Pen a exclu, jeudi 24 décembre, « pour motif grave » six proches de l'ancien délégué général, Bruno Mégret, ce qui porte à treize le nombre d'exclusions prononcées en deux jours (Le Monde du 25 décembre). Par ailleurs, le président du tribunal de grande instance de Paris a autorisé, mercredi, le FN à assigner en référé neuf de ces membres exclus. Les lepenistes veulent que les mégrétistes ne puissent plus user du nom, de l'emblème ou des listes d'adhérents du FN. L'audience doit avoir lieu le 12 janvier 1999.

■ **BUDGET** : le programme pluriannuel de finances publiques, présenté mercredi 23 décembre par le gouvernement, fait craindre au RPR un « alourdissement considérable de la pression fiscale » en raison d'« hypothèses de croissance particulièrement optimistes », indique le mouvement dans un communiqué publié jeudi. « Si la croissance était malheureusement inférieure aux espoirs du gouvernement, la parole de la France ne pourrait être respectée qu'au prix d'un alourdissement considérable de la pression fiscale », affirme le RPR.

■ **GÉORGIE** : un attaché de l'ambassade de Grèce à Tbilissi a été découvert, jeudi 24 décembre, tué par balles dans l'entrée de l'immeuble où il habitait au centre-ville de la capitale géorgienne. Anastasios Mitzras, âgé de trente-sept ans, faisait partie des personnes chargées de la sécurité de l'ambassade. - (AFP)

■ **INTOXICATION** : entre 30 et 40 personnes, dont des enfants, qui assistaient à la messe de minuit à Saverdun (Ariège) ont été hospitalisées après avoir été plus ou moins gravement intoxiquées par des émanations de monoxyde de carbone, a indiqué le préfet du département. En tout, trois cents fidèles présents à la messe de Noël ont été victimes d'émanations provenant d'un chauffage défectueux. Le plan rouge a été déclenché et les victimes ont été hospitalisées à Pamiers et à Toulouse. - (AFP)

■ **DROGUE** : environ 19 tonnes de marijuana ont été saisies lors d'une opération, menée mercredi 23 décembre en mer du Nord, par les policiers néerlandais en collaboration avec les douaniers britanniques, a-t-on indiqué vendredi de source judiciaire néerlandaise. Au total, 11 personnes ont été arrêtées. - (AFP)

Tirage du Monde daté vendredi 25 décembre 1998 : 381 420 exemplaires. - 3

A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO
0/803/022/021*

exclusivement réservé pour :

FAIRE SUIVRE
OU SUSPENDRE
VOTRE ABONNEMENT

*033 F.T.C.

Les 100 TECHNOLOGIES-CLÉS

Le CD-Rom éducatif tout public de la rentrée

Pour que chacun puisse connaître et étudier les technologies-clés de l'an 2000.

[Réalisé en collaboration avec le Secrétariat d'État à l'Industrie.]

Pour recevoir ce CD-Rom (PC), adressez un chèque de 360 F (TTC) à CYBEL - 8111 av. F. Roosevelt 75008 PARIS

e-mail : contact@cybel.fr

CYBEL

Catalogue CybelWorld : www.cybel.fr

Le pape a donné rendez-vous aux fidèles pour l'ouverture de l'Année sainte

A Notre-Dame de Paris, cinquantième de la première messe télévisée de Noël

● A Paris, la messe de minuit à la cathédrale Notre-Dame revêtait cette année une ampleur exceptionnelle. « Le jour du Seigneur », la plus ancienne émission de télévision, célébrait, en direct sur France 2 et sur Internet, le cinquantième anniversaire de la première messe télévisée, diffusée à l'initiative du Père Raymond Pichard, dominicain (Le Monde daté 20-21 décembre).

Le 24 décembre 1948, cette première messe télévisée avait déjà été retransmise de Notre-Dame de Paris, en direct et en eurovision, en noir et blanc. Mais peu de téléspectateurs avaient pu suivre

couvrir l'annonce de la paix de Noël. Le cardinal Lustiger a ajouté que « l'humanité est fatiguée des hommes providentiels, lasse de voir mourir ses espérances » et il est revenu sur la signification ultime de cette fête : « Noël, c'est un enfant qui nous fait signe, qui nous appelle à nous réveiller, à nous lever, à aller plus loin. »

A l'invitation du Père Hervé Jégou, producteur de l'émission « Le jour du Seigneur » (créée en 1954), M^{re} Lustiger devait donner lecture d'un message signé par le pape, à l'occasion du cinquantième de la première messe de Noël télévisée. Dans ce texte, Jean Paul II se ré-

et communes ont été visitées par les responsables de l'émission catholique du dimanche matin.

● A Bethléem, ville de la naissance de Jésus-Christ selon la tradition, Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, a appelé les fidèles à prier pour les prisonniers palestiniens, « ces prisonniers de notre terre, toujours privés de liberté et de paix ». Le refus d'Israël de libérer des prisonniers politiques après l'accord de Wye Plantation avait provoqué de violentes manifestations, faisant cinq morts et plus d'une centaine de blessés.

● A Djakarta, la messe de minuit, dans la cathédrale indonésienne et de nombreuses autres églises catholiques et protestantes, a été supprimée par craintes de nouvelles violences. Une foule d'un millier de personnes avait attaqué trois églises et une école catholique à Djakarta, samedi 19 décembre, au début du ramadan. Depuis un mois, les affrontements confessionnels ont fait treize morts dans la population chrétienne, tandis que plusieurs églises et mosquées ont été incendiées.

● A Pékin, des dizaines de milliers de fidèles ont suivi la messe de minuit dans les douze églises catholiques et protestantes de la ville. Les chrétiens seraient environ 14 millions (4 millions de catholiques et 10 millions de protestants) en Chine, et plus si on compte les clandestins des « églises domestiques ». Le christianisme a été autorisé au début des années 80 dans le cadre de l'Association patriotique des catholiques de Chine, placée sous le contrôle des autorités.

Henri Tincq (avec AFP)

Les chrétiens de Bagdad ont célébré Noël

Cinq jours après la fin des bombardements américano-britanniques, les chrétiens de Bagdad ont célébré, en grand nombre, la messe de minuit de Noël, dans les quelques cinquante églises de la ville. Cette fête a été à nouveau ternie par les rumeurs de l'embargo qui frappe le pays depuis huit ans.

La communauté chrétienne d'Irak compte quelque 750 000 membres, dont une majorité de chaldéens, sur une population de 22 millions d'habitants, en majorité chiite. Les autres chrétiens sont des Syriens, des Arméniens, catholiques et orthodoxes. Les protestants sont très minoritaires. Les chrétiens sont officiellement libres de pratiquer leur culte. Ils affirment vivre en harmonie avec leur voisins musulmans et n'être pas victimes de « discrimination ». Toutefois, certains expriment leur inquiétude face à la radicalisation du régime de Saddam Hussein. - (AFP)

ce premier Noël sur les rares récepteurs.

Cette messe de minuit commémorative a été célébrée par M^{re} Jean-Marie Lustiger. L'archevêque de Paris s'est lui aussi projeté sur l'an 2000, c'est-à-dire l'entrée du christianisme dans le troisième millénaire de son histoire, pour déplorer en particulier que « depuis deux mille ans, les cris de la guerre n'ont pas cessé de re-

jouter que « le service public français offre aux catholiques et aux hommes de bonne volonté la possibilité d'avoir des émissions religieuses aux fidèles empêchés ». Il a ajouté que « cette présence chrétienne sur les ondes fait partie de la tradition d'ouverture et de dialogue qui honore la France ».

Depuis 1948, 2 750 messes ont été retransmises en direct, dont 200 en eurovision, 1 800 paroisses

La Cour de cassation réévalue les créances des salariés

DANS un arrêt rendu le 15 décembre et révélé le 24 décembre par la lettre quotidienne *Liaisons sociales*, la chambre sociale de la Cour de cassation a décidé que les salariés dont l'entreprise a été placée en redressement ou en liquidation judiciaire pourraient fréquemment percevoir, en cas de salaires impayés, jusqu'à treize fois le plafond de la Sécurité sociale (soit 732 680 francs) alors que, jusqu'à présent, la grande majorité d'entre eux ne percevaient que quatre fois le plafond (225 440 francs).

L'assurance garantie des salaires (AGS), destinée à garantir le paiement des créances salariales, comporte deux plafonds : quatre ou treize fois le plafond de la Sécurité sociale. Pour bénéficier du « plafond 13 », la créance devait résulter de dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles. Le « plafond 4 » était, lui, retenu dans tous les autres cas.

Jusqu'à présent, la Cour de cassation avait interprété les textes de façon restrictive. Elle considérait que seuls les salaires minima impérativement fixés par une loi, un règlement ou une convention, pouvaient bénéficier du « plafond 13 ». Il suffisait que le salarié ait un salaire légèrement supérieur au minimum légal ou conventionnel - ce qui est très fréquent - pour qu'il ne bénéficie que du « plafond 4 ».

La Cour distingue désormais les créances de leur montant, qui peut résulter du simple contrat de travail. « La rémunération du salarié, contrepartie de son travail, entre dans les prévisions de l'article D 143-2, alinéa 1^{er} du code du travail [celui sur le plafond 13], même lorsque son montant est fixé par l'accord des parties ».

Frédéric Lemaître

CAHIERS
CINEMA

NOUVELLE VAGUE
une légende
en question

NUMÉRO HORS-SÉRIE
CAHIERS DU CINÉMA
40F - Chez votre marchand de journaux

مكتبة الأمل